

Registre des délibérations - décisions

TOME II

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 25 juin 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 25/07/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'association Club de la Presse Montpellier Hérault Languedoc-Roussillon Exercice 2012

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

L'association Club de la Presse de Montpellier, créée en 1984, est une association de professionnels de l'information et de la communication. Les objectifs du Club de la Presse sont la promotion des métiers du journalisme et de la communication, le développement des rencontres entre professionnels de la communication mais aussi la défense de la liberté d'expression.

L'association souhaite accompagner les habitants du quartier Port-Marianne dans la pratique de la démocratie participative à travers la mise en place d'actions citoyennes. Ces actions ont pour but de sensibiliser le grand public à la démocratie participative et à la liberté d'expression à travers l'animation de rencontres-débats, la réalisation d'ateliers pratiques (photos et dessins de presse).

Dans le cadre de la politique de la Ville en soutien aux associations développant dans les quartiers des actions dans des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté... qui favorisent la cohésion sociale en impliquant les populations, il est envisagé l'attribution d'une subvention (pour cette manifestation) à l'association Le Club de la Presse Montpellier Hérault Languedoc-Roussillon pour un montant de 4 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 sur l'imputation suivante : 6574/925- LC 21498, pour un montant de 4 000 € ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX



Nom de la structure: Montant attribué : Thématique :



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 06/02/2012

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire X représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire X poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire X a sollicité une subvention de X euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire X contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de la thématique X et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire X une subvention d'un montant de X euros.

Nom de la structure : Montant attribué : Thématique :
--

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera minimum 2 versements ;

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire X s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Nom de la structure :
Montant attribué :
Thématique :

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,
A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



Nom de l'association
Adresse association

Objet : Attribution de Subvention Budget Primitif 2012
Nature :

Monsieur /Madame,

Vous avez déposé une demande de subvention auprès de la Ville de Montpellier pour l'année 2012.

Elu, dans le cadre de la thématique X, a étudié votre demande.

J'ai le plaisir de vous informer que sur ma proposition le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a inscrit une subvention de X euros au bénéfice de votre structure pour l'année 2012, lors de sa séance publique du X.

Afin de procéder au versement de cette subvention, je vous prie de trouver ci-joint une lettre d'engagement que je vous demanderai de **compléter, signer et renvoyer** accompagnée d'un relevé d'identité bancaire à la **Direction de la Cohésion Sociale**.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structure X, m'engage à utiliser la subvention de X € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du X conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de l'association dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de l'Association,

Nom :
Prénom :
Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERTMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier **Mise à disposition de salle à titre gratuit**

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal a validé lors de sa séance du 25 juillet 2011, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2011/2012, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 8 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1045 €.

Les associations concernées sont : France Bénévolat, le Vieux Biclou, Montpellier Temps Chante, Equilibri's, Ticonodo, Association Pour Toutes, Les Wookies et Association Partage.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

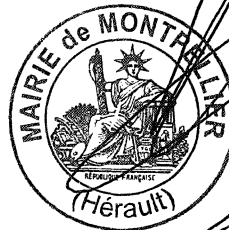
- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX





Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous :		Frédéric-Chopin	Pour la période de :		2011 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du: ***							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	France Bénévolat	Culture et loisirs - Education - Formation - Enseignement - Soutien scolaire - Environnement - Handicap - Personnes âgées - Social	Conseil d'administration		lundi 25 juin 2012	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous : DAT		Pour la période de :		2011 à juin 2012**			
Pour Conseil municipal du: ***							
ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Le Vieux Biclou		Réparation de vélos		mardi 26/06 de 18 à 21h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	Association Montpellier Temps chante		Action dans plusieurs Mpt	10 soirées	10 demi-journées	Demi-journée salle pour - 60 personnes	550

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					ponctuelle		
Maison pour tous :		Michel-Colucci		Pour la période de :		juin à sept 2012	
Pour Conseil municipal du:							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Equilibri's	apprentissage de l'équilibre et de l'autonomie	fête de fin d'année: atelier ouvert aux parents et goûter, pour l'ensemble des adhérents de l'atelier BB Gym sur les 4 Mpts où l'asso est présente.	cloturer l'année de manière conviviale et monter le travail réalisé tout au long de l'année aux parents	samedi 30 juin 2012 16h 18h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	Ticonodo	animation culturelle	cloture de l'année avec les adhérents de l'association	proposition de gratuité car sur l'animation de mai en partenariat (stage Palé Kréole + conte) l'asso n'est pas rentrée dans ses frais.	samedi 30 juin 2012 17h 23h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
* succinctement							

Ville de

Montpellier

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					ponctuelle		
Maison pour tous :		Marcel-Pagnol		Pour la période de :	2011 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du:							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association pour Toutes		Actions proposées pour les femmes du quartiers Exposition photos		1er juillet	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux ponctuelle

Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :	Février-Mars	2012 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du:		***					
N° dossier ville		Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total
		Association les Wookies	Promotion du théâtre	spectacle de théâtre avec la compagnie Algonquins		vendredi 29 juin 2012 de 18h à 23h	Demi-journée salle pour + 60 personnes
		Association Partage	partager, civisme, inter-générationnel	les assises de la jeunesse citoyenne	débat ouvert à tous	Samedi 30 juin 2012 de 18h à 23h	Journée salle pour + 60 personnes
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							
Valorisation							110 €

TOTAL	1045
-------	------

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Local technique parking de l'hôtel de Ville Convention d'occupation du domaine public Ville de Montpellier/Communauté d'Agglomération de Montpellier

Frédéric TSITSONIS rapporte :

L'exploitation du tramway nécessite pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de disposer d'un local technique destiné à recevoir les équipements nécessaires au fonctionnement de ses différentes lignes.

La Ville de Montpellier dispose d'un local d'une superficie de 20 m² situé au niveau - 2 du parking de l'hôtel de Ville qui pourrait répondre à ce besoin.

Dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public, la Ville de Montpellier propose de mettre ce local à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à titre gracieux, pendant toute la durée du fonctionnement des lignes du tramway compte tenu de la mission de service public effectuée par l'exploitant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention du domaine public jointe en annexe ;
- d'approuver la gratuité de cette mise à disposition compte tenu de la mission de service public rendue par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de porter au Compte administratif de la Ville le montant annuel de l'aide en nature qui s'élève à 1 500 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 26/06/2012

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par Délibération du

d'autre part,

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représenté par son président en exercice, Monsieur Jean-Pierre MOURE, habilité à signer ce document par décision du ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

Un local technique
Parking de l'hôtel de Ville
1 place Francis Ponge
34000 MONTPELLIER

Particularité :

La location de ce local est strictement liée au fonctionnement du tramway.

Le parking de l'Hôtel de Ville dont l'exploitation est assurée actuellement par la société EFFIA dispose d'un règlement intérieur joint en annexe de la présente convention et auquel le preneur sera tenu de se conformer.

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Un local technique d'une superficie de 20 m² situé au niveau - 2 du parking de l'hôtel de Ville.

Le preneur déclare connaître parfaitement les lieux pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice des activités strictement liées à l'exploitation du tramway, ce local étant destiné à recevoir les équipements nécessaires au fonctionnement de ses différentes lignes.

.../...

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention d'occupation est consentie pour toute la durée de fonctionnement des lignes du tramway. Elle prendra effet à compter de sa signature.

La présente convention prendrait fin, de droit, en cas de :

- cessation totale de fonctionnement du tramway
- changement de destination du parking
- réalisation de travaux importants de réaménagement du parking qui entraîneraient la destruction du local loué
- défaut de police d'assurance

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1 500 euros.

Toutefois, compte tenu de la mission de service public effectuée par le Preneur, la mise à disposition de ce local est consentie à titre gratuit.

Cette gratuité est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 1 500 euros qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du Preneur.

Article 4 : Charges d'énergie

Le local loué disposant d'un compteur individuel, le preneur fera son affaire pour les dépenses liées à ses consommations électriques et à l'entretien de son alimentation.

Article 5 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les utilisateurs de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène. Le preneur se chargera de l'évacuation des déchets liés à son activité dans le local.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

Le preneur acquittera exactement ses contributions personnelles ainsi que les taxes et charges qui lui incombent pour son activité dans le local, de façon à ce que la Ville de Montpellier ne soit jamais inquiétée ou recherchée à ce sujet.

Le preneur sera tenu de respecter le règlement intérieur du parking.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 6 : Servitudes

Les servitudes de réseaux et autres se trouvant dans le parking pour desservir le local loué seront à la charge du preneur. En cas de problème, le preneur en référera directement à l'exploitant du parking afin de prévenir tout désagrément et éviter une gêne pour l'ensemble des usagers.

Article 7 : Transmission de la convention d'occupation

Le preneur a actuellement confié la gestion du tramway à TAM (Transports de l'Agglomération de Montpellier) qui occupera le local.

En cas de nouvelle cession de gestion, le preneur sera tenu d'en référer à la Ville de Montpellier.

Article 8 : Accès au parking

L'accès au parking sera possible 24h/24 et 7jours/7.

Pour l'accès des véhicules, le preneur sera tenu d'établir la liste des personnels utilisateurs de TAM et des entreprises sous-traitantes qui auront la nécessité d'intervenir dans le local loué et d'en signaler tout changement.

Cette liste, tenue à jour, devra être impérativement être remise à l'exploitant du parking et au service Patrimoine Sécurité de la Ville de Montpellier.

Un manquement de cette règle empêchera la prise en charge tarifaire lors de la sortie des véhicules.

L'accès piéton se situe sur le parvis de l'hôtel de ville, un interphone permet de demander à l'exploitant du parking l'ouverture de la porte.

Article 9 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession. Le preneur sera tenu de transmettre chaque année à la Ville de Montpellier l'attestation d'assurance en vigueur sous peine de résiliation de la convention de location.

Article 10 : Résiliation

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment, soit d'un commun accord ou à la demande de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 6 mois suivant la notification et sans que la Ville de Montpellier n'ait à justifier la dite démarche ou de contraindre le Preneur par décision de justice.

La présente convention prendrait fin, de droit, en cas de cessation totale de fonctionnement du tramway, de changement de destination du parking, de réalisation de travaux importants de réaménagement du parking qui entraîneraient la destruction du local loué.

Article 11 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Le représentant de la
Communauté d'Agglomération

Frédéric TSITSONIS

Jean-Pierre MOURE

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Mise à disposition des locaux associatifs Autorisation de signer les avenants de prolongation Approbation des redevances minorées Autorisation de signer les conventions de location

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Dans le cadre des locaux mis à la disposition des associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action en faveur du réseau associatif local en prolongeant, par avenant à la convention initiale, la durée d'occupation jusqu'au 31 décembre 2013 pour 8 associations occupantes indiquées ci-dessous.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Aiguelongue et Justice en Chœur	2 rue des Tourterelles	7 250,00 €	35,00 €	7 215,00 €
APAJ Centre Gitan	2 rue des Tourterelles	5 800,00 €	35,00 €	5 765,00 €
Fédération Nationale des radios associatives non commerciales du Languedoc-Roussillon	Résidence Paul Valéry II 291 rue Hébert	810,00 €	35,00 €	775,00 €
SOS Racisme	1 ^{er} rue Charancy/9 rue Colbert	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Croix d'Argent Plus	Résidence Le Centaure 57 rue Georges Brassens	8 580,00 €	35,00 €	8 545,00 €

ADIAV (Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes)	Relais des Ursulines 56 rue de l'Université	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
AVISO (Association pour la Visite et le Soutien des détenus et leurs familles)	Relais des Ursulines 56 rue de l'Université	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €
REPL (Relais Enfants-Parents Languedoc)	Relais des Ursulines 56 rue de l'Université	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €

Dans le même temps et toujours avec la volonté de favoriser la diversité du tissu associatif local, la collectivité, dans le cadre de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs réunie en date du 4 avril 2012, propose à 4 autres associations, une mise à disposition de locaux appartenant au domaine privé de la Ville, leur permettant ainsi de développer jusqu'au 31 décembre 2013 leurs activités dans les quartiers.

Il est donc proposé d'approuver les 4 conventions du domaine privé de la Ville jointes en annexe, dont les associations sont précisées ci-dessous.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Ledit loyer constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

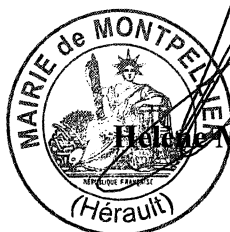
Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent de Montpellier	Maison de Quartier Pauline Lafont 635 rue Jacques Bounin	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
Union des séniors sourds de Montpellier Hérault	257 Route de Boirargues Villa Georgette	2 340,00 €	35,00 €	2 305,00 €
Agence Locale de l'Energie	2 place Paul Bec	27 040,00 €	35,00 €	27 005,00 €
Le Groupement d'Entraide Mutuelle Lesseps (GEM Lesseps)	356 avenue Ferdinand de Lesseps	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les avenants de prolongation joints en annexe ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine privé de la Ville jointes en annexe ;
- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 94 960,00 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 26/06/2012

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°3

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Madame Hélène MANDROUX dûment habilité par Délibération du

d'autre part,

L'association ADIAV « Association Départementale d'Information et d'Aide Aux Victimes » dûment représentée par sa présidente en exercice, **Madame Annie BESSON**, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 16/11/2007, avenant n°1 du 9/12/2009 et avenant n°2 du 5/10/2011, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association ADIAV « Association Départementale d'Information et d'Aide Aux Victimes » des locaux sis à MONTPELLIER, Relais des Ursulines au 56, rue de l'Université.

Dispositions concernant les lieux mis à disposition

Article 2 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 3 : redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 13 000,00 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature de 12 965,00 € annuels qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame le Maire,
Monsieur l'Adjoint Délégué

La Présidente de l'Association,

Frédéric TSITSONIS

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°1

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par Délibération du

d'autre part,

L'Association « AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHOEUR » dûment représentée par
son président en exercice, **Madame Magali ZARAGOZA**, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 28 mars 2011 la Ville de Montpellier a mis à disposition de
l'association «AIGELONGUE ET JUSTICE EN CHOEUR» des locaux situés, 2 rue des
Tourterelles, 34000 Montpellier.

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 1 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 3 : redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 7250,00 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de
Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation
fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en
nature annuelle de 7215,00 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la
Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Les autres articles sont sans changement .

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

La Présidente de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

254

CONVENTION DE LOCATION **(Domaine privé de la Ville)**

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« Le Groupement d'Entraide Mutuelle Lesseps » dûment représenté par son Président en exercice, Monsieur Yves le BARS ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

356 avenue Ferdinand de Lesseps
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués situés au 1^{er} étage de l'immeuble ont une superficie de 100 m² et sont en occupation conjointe avec l'association Espoir Hérault.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 18 mois. Elle prendra effet à compter du 1^{er} juin 2012 au 31 décembre 2013.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 11 000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 10 965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

Le Président de l'association

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION **(Domaine privé de la Ville)**

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE » dûment représentée par son Président en exercice, Monsieur Michel PASSET ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

2 place Paul Bec
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 208 m² .

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association : favoriser et entreprendre des opérations visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie, au développement des énergies renouvelables dans un souci de développement durable notamment dans les domaines de l'aménagement, de l'habitat, et des transports.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 18 mois
Elle prendra effet à compter du 1^{er} juin 2012 au 31 décembre 2013.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 27 040,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 27 005,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Conformément à l'article R 123-23 du code de la construction, le preneur est tenu de s'assurer que les installations et les équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Le preneur s'engage en particulier à :

- vérifier quotidiennement les installations d'éclairage de sécurité,
- faire vérifier, tous les ans, les installations électriques, de gaz et de chauffage par un organisme agréé,
- faire vérifier, tous les ans, les moyens de secours (extincteurs, alarmes) par un technicien compétent.

Par ailleurs, le contrôle exercé éventuellement par la commission de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement.

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives, conformément aux dispositions du décret du 26 août 1987, pris en application de la loi du 23 décembre 1986 (copie en annexe de la convention de mise à disposition) et de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Le Président de l'association

Frédéric TSITSONIS

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION **(Domaine privé de la Ville)**

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Union des Seniors Sourds Montpellier Hérault » dûment représentée par son Président en exercice, Monsieur Marcel ROCH ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

257 Route de Boirargues
Villa Georgette
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 18 m² et sont en occupation conjointe avec l'association Citoyennes Maintenant.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 18 mois.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} juin 2012 au 31 décembre 2013.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2340,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 2305,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

Le Président de l'association

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION **(Domaine privé de la Ville)**

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« L'Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent de Montpellier » dûment représentée par sa Présidente en exercice, Madame Sylvie MEYER ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Maison de Quartier Pauline Lafont
635 rue Jacques Bounin
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 100 m² .

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 18 mois. Elle prendra effet à compter du 1^{er} juin 2012 au 31 décembre 2013.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 11 000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 10 965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

La Présidente de l'association

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°2

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Madame Hélène MANDROUX dûment habilitée par Délibération du

d'autre part,

L'association REPL « Relais Enfants-Parents Languedoc » dûment représentée par sa présidente en exercice, Madame Françoise MONTALTI, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 24/06/2008 et avenant n°1 du 5/10/2011, la Ville de Montpellier a mis à la disposition de L'association REPL « Relais Enfants-Parents Languedoc » des locaux d'une superficie totale de 32m², sis à MONTPELLIER, Relais des Ursulines au 56, rue de l'Université, qu'elle partage avec l'association AVISO.

Dispositions concernant les lieux mis à disposition

Article 2 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 3 : redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2080,00 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature de 2045,00 € annuels qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame le Maire ,
Monsieur l'Adjoint Délégué

La Présidente de l'Association,

Frédéric TSITSONIS

Conditions acceptées
(Cachet de l' association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°2

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Madame Hélène MANDROUX dûment habilitée par Délibération du

d'autre part,

L'association AVISO « Association pour la Visite et le Soutien des détenus et de leurs familles » dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Bernard ALLEMAND, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 10/07/2008 et avenant n°1 du 29/09/2011, la Ville de Montpellier a mis à la disposition de l'Association AVISO « Association pour la Visite et le Soutien des détenus et de leurs familles », des locaux d'une superficie totale de 32m², sis à MONTPELLIER, Relais des Ursulines au 56, rue de l'Université, qu'elle partage avec REPL, Relais Enfants Parents Languedoc ;

Dispositions concernant les lieux mis à disposition

Article 2 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 3 : redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2080,00€.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature de 2045,00 € annuels qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint Délégué

Le Président de l'Association,

Frédéric TSITSONIS

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°1

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par Délibération du

d'autre part,

**L'Association CROIX D'ARGENT PLUS dûment représentée par son président en
exercice, Monsieur Baptiste MAUREL**, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 4 septembre 2008, la Ville de Montpellier a mis à disposition de
l'Association CROIX D'ARGENT PLUS, des locaux situés Résidence Le Centaure, 57 rue
Georges Brassens, 34070 Montpellier.

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 1 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 8580,00 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de
Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation
fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en
nature annuelle de 8545,00 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la
Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Les autres articles sont sans changement .

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°1

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par Délibération du

d'autre part,

**L'Association « SOS Racisme » dûment représentée par sa présidente en exercice,
Madame HOUGUET** ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 29 mai 2008, la Ville de Montpellier a mis à disposition de
« SOS Racisme » des locaux situés, 1^{er} rue de Charency / 9 rue Colbert, 34080 Montpellier.
Ces locaux sont en occupation conjointe avec l'association « Les Rencontres du Court ».

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 1 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4400,00 €.
Toutefois compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de
Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation
fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en
nature annuelle de 4365,00 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la
Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Les autres articles sont sans changement .

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

La Présidente de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°3

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par Délibération du

d'autre part,

L'association « Fédération nationale des radios associatives non commerciales du Languedoc-Roussillon » dûment représentée par son président en exercice,
Monsieur Jean Paul GAMBIER ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 24 juillet 2006, avenant n°1 du 16 décembre 2008 et avenant n°2 du 2 avril 2010, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association « Fédération nationale des radios associatives non commerciales du Languedoc-Roussillon » des locaux situés, Résidence Paul Valéry II, 291 rue Hébert, 34070 Montpellier.

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 1 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 810,00 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 775,00 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Les autres articles sont sans changement .

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°1

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par Délibération du

d'autre part,

L'Association « APAJ CENTRE GITAN » dûment représentée par son président en exercice, Madame Chantal DELMAS, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 28 mars 2011 la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association « APAJ CENTRE GITAN » des locaux situés, 2 rue des Tourterelles, 34000 Montpellier.

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 1 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 5800,00 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 5765,00 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Les autres articles sont sans changement .

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

La Présidente de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à 6 associations leur permettant ainsi d'accroître leurs activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé à ces 6 associations. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera chaque association :

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date des 5 Avril 2012 a décidé d'attribuer rétroactivement, à compter du 15 Septembre 2011, et pour une durée de deux ans, des locaux aux associations suivantes :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Passe Pierre	Jacques Prévert	170€10	35 €	135€10
ANR 34	Jacques Prévert	35€64	35 €	0€64
AFTOC	MpT Emma Calvé	16€34	35 €	
Taijikuan Assas	MpT Emma Calvé	19€80	35 €	
Comité de quartier Nord	MpT Emma Calvé	118€80	35 €	83€80
Radio Campus	MpT Emma Calvé	885€60	35€	850€60
	TOTAUX	1246€28	210 €	1070€14

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux 6 associations listées ci-dessus, et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, ainsi que sur celui des associations concernées ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Helène MANDROUX



The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER' in the 'Hérault' department. The stamp features a central emblem with a sun and a figure. A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the stamp and extends to the right.



CONVENTION D'OCCUPATION ANNUELLE DU DOMAINE PUBLIC
DE LA VILLE DE MONTPELLIER PAR UNE ASSOCIATION DE LA
VILLE OU PAR UN GROUPEMENT
A TITRE ONEREUX

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Montpellier représentée par Madame Sophie BONIFACE-PASCAL, dûment habilitée par arrêté de Madame le Maire n°2011/2186/T/R, en date du 5 septembre 2011.

Et

L'association ou le groupement :
Représentée par Monsieur/Madame :
Adresse :
Téléphone du domicile :
Professionnel :
Portable :
Courriel :

Dont les statuts ont été déposés en Préfecture en date du sous le N°
D'autre part,

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de l'autorisation

La Ville de Montpellier accepte de mettre à la disposition de l'association ci-dessus nommée, l'équipement, le lieu, la salle.....situé à..... appartenant au domaine public communal.
Les jours et horaires consentis sont les suivants :

Article 2 : Nature juridique de l'autorisation

L'occupation consentie est régie par les articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Article 3 : Conditions générales d'occupation

Le responsable de l'association pourra désigner un correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié de la Direction de l'Action Territoriale, ou DAT, service chargé de la gestion de ce dossier.

L'association s'engagera à respecter les plages horaires d'utilisation qui lui sont attribuées. En cas de non utilisation réitérée du local aux heures précitées, la Ville se réserve le droit de disposer de ces créneaux horaires.

Un état des lieux contradictoire sera établi avant la remise des clefs, et l'association devra rendre le local ou l'équipement en l'état initial. (Document annexé à la présente convention).

L'association veillera à une bonne utilisation de l'équipement de la part de ses adhérents ou licenciés et en contrôlera les accès.

Elle utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil :d'une manière générale, elle ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux

mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

L'association s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

L'association ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Si l'association souhaite utiliser l'équipement ou le local pour une manifestation spécifique ou pendant des horaires particuliers, une demande d'autorisation sera formulée par écrit auprès de la DAT au moins 30 jours à l'avance.

L'utilisation des locaux internes aux Maisons pour tous pendant les vacances scolaires fera l'objet d'une demande dans les mêmes délais que ci-dessus.

Il est précisé qu'en aucun cas l'association ou le groupement ne pourront changer les serrures des locaux sans l'accord express et préalable de la Ville.

Enfin, l'association s'engage à remplir une fiche « bilan de fin de manifestation », qui lui sera remise par la Ville ou son représentant.

La Ville se réserve le droit de rendre les locaux indisponibles en cas de manifestation exceptionnelle, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou en cas de fermeture nécessaire. La Ville s'engage à avertir dans ces cas là l'association au préalable et dans un délai raisonnable.

Article 4 : Destination des lieux

L'association s'engage à utiliser les lieux uniquement pour des activités conformes à son objet social ou à sa demande initiale.

Elle devra se conformer rigoureusement pour l'exercice de ses activités aux lois, règlements, prescriptions administratives et plus particulièrement en matière de sécurité ainsi qu'aux contraintes spécifiques des activités pratiquées.

Article 5 : Redevance

La présente convention est conclue à titre onéreux selon les modalités définies conformément à la délibération du Conseil Municipal du lundi 25 juillet 2011.

Les tarifs applicables dans le cas présent seront donc :

Toutefois, une caution de 150 € sera délivrée sous forme d'un chèque libellé à l'ordre du Trésor Public, pour l'utilisation des locaux au sein des Maisons pour tous et de la Maison de la Démocratie.

Article 6 : Droits d'auteurs

L'utilisation par le preneur de supports enregistrés ou la diffusion de spectacles vivants utilisant des œuvres protégées dans le domaine musical ou littéraire et inscrites au répertoire de la SACEM, Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique : 266 Place Ernest Garnier, 34070 Montpellier, tél : 04 99 74 21 70, ou inscrites au répertoire de la SACD, Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques, 9 rue Ballu, 75009 Paris, tél : 01 40 23 44 55, doivent être obligatoirement déclarés auprès des organismes précités.

Les droits d'auteurs en découlant éventuellement doivent donc avoir été impérativement acquittés.

Article 7 : Cotisations sociales

Si l'association emploie du personnel, elle devra s'affilier aux divers régimes obligatoires d'assurance maladie, vieillesse, accidents, prévoyance, ou GUSO, (Guichet Unique pour Spectacles occasionnels), pour les artistes, les musiciens et compléter le cadre ci-dessous.

Le non respect de cet article entrainera la résiliation pure et simple de cette convention.

Je soussigné(e), M....., Président(e) de l'association.....
certifie sur l'honneur que l'association.....

- Satisfait aux obligations légales et réglementaires liées à l'emploi de salarié(s) dans le cadre de ses activités.
- Paiera les contributions personnelles, mobilières, taxes professionnelles et autres cotisations de toute nature, le concernant personnellement et relatives à ses activités.

Joindre votre n° de Siret :

Joindre une attestation sociale à jour, en date du :

OU

- N'emploie pas de salarié(s) et m'engage à solliciter des personnes uniquement à titre bénévole ou des intervenants salariés d'un autre organisme.

Article 8 : Consignes d'utilisation

La Ville s'engage à contrôler régulièrement le mode d'utilisation des locaux notamment au regard des consignes d'utilisation spécifiques à ces derniers.

Ce règlement sera consultable sur place par voie d'affichage.

Article 9 : Activités sportives

Les associations sportives devront joindre à la présente convention la photocopie des diplômes de leur personnel encadrant : brevet d'Etat de la discipline ou brevets fédéraux. Les diplômes et l'affiliation fédérale lorsqu'elle existe, doivent être affichés.

L'association devra fournir également, le n° d'habilitation de la Fédération, le n° d'agrément DDJS de l'Hérault ainsi que le diplôme de l'intervenant.

Article 10 : Responsabilité et encadrement

Les utilisateurs des locaux sont placés sous la responsabilité des membres de l'association. L'encadrement devra avoir la qualification exigée par la réglementation en vigueur pour l'enseignement de la discipline concernée.

Par ailleurs, des membres de l'encadrement devront être présents en nombre suffisant du début à la fin des plages horaires attribuées par la Ville.

Article 11: Buvette

L'installation d'une buvette est réglementée par les articles L.333-1 et suivants et R.3332-4 et suivants du Code de la Santé Publique, l'arrêté du 22 août 1991, le décret 92-880 du 26 août 1992 modifié par le décret 93-846 du 8 juin 1993.

L'association devra se conformer strictement à la réglementation en vigueur. Toute installation lors d'une manifestation devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du Service des Affaires Commerciales de la Ville de Montpellier.

Article 12 : Communication et publicité

Toutes les banderoles, supports publicitaires, affiches, affiches programmes ou autres flyers sur le lieu de la manifestation devront être validés par la Ville.

La présence du logo de la Ville de Montpellier sur tous les supports ou documents en rapport avec cette convention est obligatoire.

L'organisateur communiquera la liste de ses sponsors et partenaires et précisera, s'il y a lieu l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public, des sanctions et pénalités sont prévues et une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 13 : Assurances et renonciation à recours

L'occupant doit obligatoirement souscrire une police d'assurances multirisques et en responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tout dommage pouvant être causés du fait de son occupation, y compris ceux causés aux tiers.

L'occupant devra également assurer ses biens propres.

L'attestation d'assurance devra être fournie au plus tard le jour de la signature de la convention.

L'occupant ainsi que son assureur renoncent à tout recours contre la Ville s'agissant des conséquences pécuniaires pouvant découler de tout incident.

Nom de la compagnie d'assurance :

Adresse :

Police n° Souscrite le :

Article 14 : Sous location-Cession

En aucun cas l'association ne pourra sous louer, prêter ou même céder les installations mise à disposition par la Ville.

Article 15 : Avenant

Toute modification substantielle intervenant dans l'application de cette convention devra faire l'objet d'un avenant préalable.

Article 16 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an non renouvelable.

Article 17 : Résiliation

En cas de non respect par l'association des dispositions de la présente convention, la convention sera résiliée sans aucune indemnisation, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans réponse dans un délai de deux semaines, notamment dans les cas suivants :

- non respect de la vocation des installations
- non respect de l'objet de la demande initiale
- non respect des règlements d'utilisation par les utilisateurs
- non respect des plannings d'utilisation déterminés par l'autorité municipale
- en cas de force majeure ou pour des motifs tenant à l'intérêt général ou à l'ordre public

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés à la DAT dès la résiliation. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

En outre, et dans ces cas de non respect, la Ville se réserve le droit de ne pas donner suite à toute demande ultérieure de la même association.

La convention sera enfin résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association.

Article 18 : Procédure d'urgence

En cas d'évènement grave, et lorsque le personnel municipal n'est pas présent, contacter les pompiers : n° de tél : 18, qui assureront le relais avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville.

Article 19 : Compétence juridictionnelle

Dans le cas où un litige interviendrait, lors de l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord à l'amiable, dans le délai de 15 jours après le délai de mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier, instance compétente en la matière.

Fait à Montpellier, le

Signature du Président

Précédée de la mention : Lu et approuvé

.....

Pour Madame le Maire

**Madame Sophie BONIFACE-PASCAL,
Adjointe au Maire, déléguée aux Maisons pour tous
et à la vie associative**

.....

4 PJ : Etat des lieux
Attestation d'assurance
Chèque de caution

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Mandat spécial

Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Perla DANAN rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages, et accord d'amitié et l'adhésion à différents réseaux de coopération décentralisée.

➤ Mission à Fès :

Désireuses de renforcer sans cesse une dynamique entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, les Villes de Montpellier et de Fès ont souhaité sceller ces relations amicales par un accord de jumelage en date du 14 juin 2003. Cet engagement se traduit depuis par des échanges concrets d'expériences, de techniciens, de citoyens, dans les domaines de la santé, de la culture, de l'éducation, de l'environnement...

Madame Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Adjointe au Maire déléguée au jumelage avec Fès, s'est rendue à Fès du 7 au 10 juin 2012 afin d'échanger sur les projets concrets qui seront mis en œuvre en 2012 et 2013.

Ce déplacement a eu pour objectifs de préparer la convention de coopération qui représenterait la déclinaison opérationnelle de l'accord de jumelage, de concrétiser et développer le jumelage entre les écoles Sedar Senghor de Montpellier et Ben Souda 1 de Fès, et d'amorcer le jumelage entre les quartiers Près d'Arènes de Montpellier et Fès Jdid de Fès.

Cette mission a également permis de préparer le 10^{ème} anniversaire de jumelage qui sera célébré en 2013.

Sur invitation de M. CHABAT, Maire de la Ville de Fès, Madame Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL a aussi assisté au Festival des Musiques Sacrées.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De qualifier cette mission de déplacement de Madame Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Adjointe au Maire déléguée au jumelage avec Fès, ainsi que le déplacement d'administratifs et de personnes extérieures qualifiées de ces thématiques, de mandat spécial ;
- D'autoriser Madame Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Adjointe au Maire déléguée au jumelage avec Fès à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ces déplacements sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

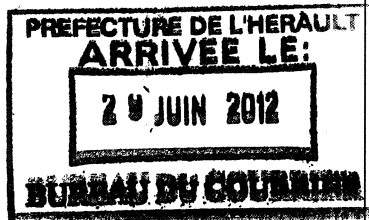
Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX



Direction Aménagement
Programmation
Planification - Urbanisation
nouvelle

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 309



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

QUARTIER DE LA POMPIGNANE

Lancement d'une procédure de zone d'aménagement concerté Objectifs et modalités d'association du public

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics mise en œuvre parallèlement aux projets de constructions nouvelles, la Ville de Montpellier a fait réaliser trois études urbaines portant sur le quartier de la Pompignane :

- deux études réalisées sur le centre de quartier en 2010 et 2011 par les architectes-urbanistes Nicolas BOUDIER et Daniel DELGADO (Atelier A5) qui visent une recomposition du bâti et du parcellaire existants dont le potentiel de mutation est non négligeable (supermarché, bureau de poste, centre commercial, ...). L'objectif est de renforcer la centralité de quartier, la mixité urbaine ainsi que la densification et l'amélioration des formes bâties et architecturales, en accompagnant ces transformations par un réaménagement de l'espace public dont le caractère routier est aujourd'hui trop marqué. Pour cela, la priorité sera donnée aux circulations douces et au renforcement de la liaison entre les rives du Lez et la partie haute du quartier, pour progressivement permettre la réappropriation par les habitants des espaces extérieurs de leur quartier ;
- une étude réalisée sur le plateau de la Pompignane en 2011 par l'agence d'architecture et d'urbanisme MDR, occupé par de grandes emprises à vocation industrielle et tertiaire (IBM, DELL, AREVA, ...), le domaine municipal de la Pompignane et la maison de retraite Pierre Laroque. Cette étude a permis de définir une vision globale d'aménagement de cet espace urbain, aujourd'hui introverti et isolé du reste du quartier de la Pompignane, à deux horizons temporels : un schéma directeur à long terme fixant les grands axes de composition interne au secteur et de maillage avec les quartiers environnants ; des plans de masse plus fins sur les franges ouest et nord du site susceptibles de muter plus rapidement, où serait privilégiée une mixité fonctionnelle par le développement d'opérations de logements, en articulation avec les lotissements de la Pompignane et les immeubles d'habitation de la ZAC Blaise Pascal.

Ces études ont conduit le Conseil municipal à adopter par les délibérations n° 2011/141 et 2011/142 en date du 28 mars 2011 des mesures conservatoires, en instaurant deux périmètres d'étude au titre de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme et couvrant le centre de quartier ainsi que le plateau de la Pompignane.

Au vu des conclusions de ces trois études, la Ville envisage à présent d'engager le réaménagement d'une partie du quartier de la Pompignane, suivant un périmètre plus large que ceux des études réalisées, intégrant notamment les berges du Lez et les abords de l'avenue de la Pompignane entre Castelnau et la rue du clos de la Ceresaie, le cœur de quartier autour du bureau de poste, du centre commercial et des résidences ACM, ainsi que la bordure ouest du plateau de la Pompignane, le long de la rue de Pinville.

Ce vaste secteur pourrait bénéficier en outre à l'horizon 2020 d'une desserte par la ligne 6 du tramway dont le principe défini par le SCoT reste à fixer dans le détail en matière de tracé.

Cette démarche d'aménagement s'inscrit par ailleurs dans la dynamique du projet Eco-Cité développé sur l'axe reliant Castelnau-le-Lez à Pérols en direction du littoral.

Le réaménagement urbain du quartier de la Pompignane s'inscrit dans le projet urbain et durable mené par la Ville et vise notamment les objectifs d'aménagement suivants :

- renouveler le quartier sur un principe de mixité urbaine et sociale, en associant notamment une recomposition du cœur de quartier et une urbanisation de la frange ouest du parc technologique de la Pompignane, en privilégiant la fonction logement sous forme d'habitations collectives, et en accueillant également des commerces de proximité sur le cœur de quartier, avec une densification urbaine et une requalification des espaces publics,
- garantir une couture urbaine avec les quartiers alentours mais aussi les secteurs urbanisés à moindre potentiel de mutation (lotissements, résidences et copropriétés, ...) situés à l'intérieur du quartier ;
- conférer au quartier de la Pompignane une image plus urbaine en rapport avec sa proximité avec le centre-ville, tenant compte des spécificités de la croissance démographique de la commune par la diversification de l'offre en matière de taille de logement au sein d'un parc dominé par les grands logements ;
- rétablir au travers d'une programmation adaptée une répartition plus équilibrée entre habitat locatif social et logements en accession à la propriété, en veillant notamment au développement d'une offre en matière de primo-accession et en logements de taille moyenne ;
- assurer le renouvellement et le maintien, voire le développement de l'offre commerciale de proximité et proposer des services de proximité aux différentes populations en interrogeant notamment le potentiel de mutation de l'actuel centre commercial de la Pompignane particulièrement vieillissant ;
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux piétons au bénéfice de ces derniers. Améliorer les liaisons douces internes au quartier et en direction notamment du centre-ville et de Port Marianne ;
- étudier les possibilités d'amélioration de desserte du quartier, notamment au regard des transports en commun ;
- développer des espaces publics support d'animation, récréatifs et sportifs partagés, constituant des lieux de vie pour les habitants du quartier ;
- améliorer la collecte et la gestion des eaux de pluie, en particulier sur la partie haute du quartier de la Pompignane ;
- créer un paysage urbain de qualité, qui pourra être en lien avec la gestion hydraulique des espaces à aménager, en s'appuyant sur le patrimoine végétal existant remarquable du quartier, notamment aux abords du Lez et du parc des Pastourelles.

Le réaménagement du quartier de la Pompignane selon les principes ci-avant décliné sera réalisé dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). En accompagnement du déroulement de la procédure, les modalités de concertation et d'association du public pourront être à minima les suivantes :

- une réunion publique,
- une mise à disposition du public du dossier pour une durée d'au moins 15 jours, accompagné d'un registre permettant de recueillir les observations de chacun,
- un article dans le journal municipal.

En référence au nom historique de ce quartier, et par sa capacité d'identification aisée des lieux, il vous est proposé aujourd'hui de désigner la ZAC sous l'appellation « ZAC de la Pompignane ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

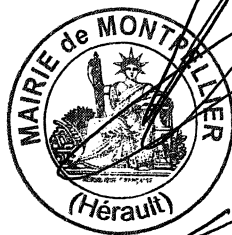
- d'adopter le principe du réaménagement du quartier de la Pompignane sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) ;
- d'approuver la désignation de cette zone d'aménagement concerté sous l'appellation « ZAC de la Pompignane » ;
- d'adopter les objectifs d'aménagement et les modalités de concertation du public qui vous sont proposés ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX



**Direction Aménagement
Programmation**
Planification - Urbanisation
nouvelle

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2012 / 310



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès)

Déclaration de projet

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La forte croissance démographique que connaît le territoire montpellierain depuis de nombreuses années a amené la Ville à réorganiser son développement urbain sur plusieurs secteurs, et notamment à l'est et au sud de son territoire avec le quartier Port Marianne et le projet de la Restanque, dans le quartier des Prés d'Arènes.

A l'interface des deux quartiers Port Marianne et Prés d'Arènes, une section de l'avenue du Pont Trinquat fait l'objet d'une intention d'élargissement sous forme d'emplacement réservé inscrit dans les documents d'urbanisme municipaux et ce, sans discontinuité depuis 1969 jusqu'à ce jour. Aujourd'hui, cet aménagement fait l'objet de l'emplacement réservé C11 du plan local d'urbanisme (PLU) approuvé par le conseil municipal le 2 mars 2006.

Aménagée sur la plus grande partie de son linéaire, cette avenue reliant le centre ville aux abords de l'autoroute A9 est actuellement une voie à double sens de circulation. Seule sa section comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès fonctionne à sens unique sur une longueur totale d'environ 360 mètres.

Plusieurs opérations d'urbanisation nouvelle ont été engagées ces dernières années dans ce secteur afin de répondre à la forte croissance démographique de la ville et à l'importante demande en logements nouveaux. Dans le prolongement du quartier d'Antigone, la réalisation du quartier Consuls de Mer a d'ores et déjà permis la construction de près de 3 000 logements, de bureaux, de commerces de proximité, ainsi que de nombreux équipements publics, dont notamment, le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, un poste de police municipale, un grand parc public de 4 ha, un important ouvrage d'assainissement pluvial sur le ruisseau des Aiguerelles et le nouvel hôtel de ville de Montpellier inauguré le 12 novembre 2011. Le secteur de Port Marianne reste aujourd'hui en pleine mutation et plusieurs quartiers nouveaux sont en cours d'achèvement ou programmés à court terme (Richter, Jacques Cœur, Parc Marianne, Rive gauche...).

Cette dynamique urbaine du secteur ainsi que la réalisation d'équipements structurants pour l'ensemble du territoire, tels que le nouvel hôtel de ville, les lignes 3 et 4 du tramway mises en service le 7 avril 2012 ou le pont de la République programmé pour 2014, rendent aujourd'hui nécessaire l'aménagement de la section de l'avenue du Pont Trinquat comprise entre le chemin de Moularès et la rue des Acconiers.

Dans le cadre des procédures relatives à la déclaration d'utilité publique (DUP) de cet aménagement ainsi qu'à la cessibilité des parcelles nécessaires à sa réalisation, deux enquêtes ont été organisées conjointement du 19 mars au 18 avril 2012.

En application des articles L.123-1 et R.123-1 du code de l'environnement, les travaux d'investissement de l'ensemble du projet de réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat portant sur un montant d'investissement supérieur à 1 900 000 € HT, l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique valait enquête pour la protection de l'environnement.

En application de l'article L.126-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet a fait l'objet d'une enquête publique s'inscrivant dans le cadre de l'article L.123-1 du même code, *« l'organe délibérant de la collectivité territoriale responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée »*.

Ce même article précise que la déclaration de projet doit comporter les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général ainsi que, le cas échéant, les modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique et des observations émises. La déclaration de projet doit également prendre en considération l'étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement.

La présente délibération a pour objet de répondre au dit article.

L'intérêt général du projet de réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat est avéré :

- la réalisation du projet de réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat contribue à l'achèvement des liaisons inter-quartiers entre les Près d'Arènes et Port Marianne, destinés à rééquilibrer vers l'est et le sud le développement de Montpellier, dans le prolongement d'opérations déjà réalisées ou en cours de réalisation (Antigone, Richter, Consuls de Mer, Jacques Cœur, Parc Marianne, Rive Gauche, Restanque,...) ;
- le projet de réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat fait partie intégrante du réseau viaire structurant du projet urbain Port Marianne et répond de manière planifiée, raisonnée et durable aux besoins de déplacements inhérents aux évolutions urbaines et démographiques de ce secteur de la ville. Il est aujourd'hui rendu nécessaire pour assurer, sur la rive droite du Lez, le prolongement de la rue des Acconiers, l'avenue Théroigne de Méricourt et du Pont de la République qui seront mis en service en 2014. En termes de circulation, cet aménagement permettra également de soulager les carrefours Ernest Granier et Moularès/Antonelli, les études ayant montré que ces carrefours risquaient d'atteindre leur limite de capacité à l'horizon 2015 ;
- les travaux envisagés contribueront à l'amélioration de la desserte des opérations déjà réalisées ou en cours de réalisation sur la rive droite du Lez dans le cadre de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ;
- le projet intègre la problématique de la place raisonnée de la voiture en ville en privilégiant les modes de déplacement doux et en sécurisant les déplacements des usagers du domaine public par l'élargissement des trottoirs et l'aménagement de pistes cyclables qui assureront un bouclage avec les itinéraires cyclables existants.

L'étude d'impact réalisée sur le projet d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat a été portée à la connaissance du Conseil municipal le 28 mars 2011 à l'occasion de l'arrêt du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération. Cette étude d'impact a permis de mettre en évidence les principaux enjeux de l'opération, ses contraintes et incidences sur le milieu naturel, le paysage, l'ambiance sonore ou encore les déplacements dans le secteur d'étude. L'étude montre que ces impacts restent très limités sur les milieux naturels, le projet étant situé dans une zone anthropisée et urbanisée de longue date, à proximité

immédiate de zones urbaines denses. Les impacts les plus caractéristiques feront l'objet de mesures compensatoires permettant d'en limiter les effets.

En application de l'article R.122-13 du code de l'environnement, l'étude d'impact a été transmise, pour avis, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement. Celle-ci a formulé son avis sur l'étude d'impact par courrier en date du 4 octobre 2011.

Toutes les remarques contenues dans cet avis ont été prises en compte et ont donné lieu à une modification de l'étude d'impact avant enquête publique.

Les principales modifications apportées à l'étude d'impact peuvent être résumées comme suit :

- réalisation d'un complément d'étude pour préciser le volet acoustique, notamment en matière de mesures compensatoires envisagées ;
- description plus précise des mesures de limitation des nuisances en période de chantier afin de préciser les actions envisagées par la Ville pour limiter les perturbations induites par le projet sur les propriétés riveraines et la circulation durant les travaux ;
- clarification des paragraphes concernant les impacts en matière de pollution atmosphérique et d'effet de serre, afin de repositionner le projet dans une logique d'ensemble conforme au plan de déplacement urbain (PDU) ;
- réalisation d'un complément au volet 3 « *Analyse des impacts du projet sur l'environnement et mesures de suppression ou réduction* » afin de confirmer l'absence d'impact du projet sur les sites Natura 2000 les plus proches.

Au cours de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique organisée du 19 mars au 18 avril 2012, l'utilité publique de l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat n'a fait l'objet d'aucune opposition de la part de la population.

Soulignant la pertinence du projet d'aménagement et la qualité de la concertation engagée très en amont par la Ville avec les riverains, le commissaire enquêteur a conclu son rapport en formulant un avis favorable sans réserve sur la réalisation de l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat, sur la demande de déclaration d'utilité publique de l'opération et sur la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Ainsi, au vu de cet avis, les résultats de l'enquête publique n'ont pas conduit à modifier le projet soumis à la consultation du public.

En conséquence, il vous est demandé :

- d'adopter la déclaration de projet relative à l'aménagement de la section de l'avenue du Pont Trinquat comprise entre le chemin de Moularès et la rue des Acconiers ;
- de prononcer l'intérêt général de cette opération ;
- de dire que la présente déclaration de projet pourra être consultée à l'hôtel de ville, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Helène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012

Direction Aménagement
Programmation
Planification - Urbanisation
nouvelle

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 311



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer (Phase III)

Déclaration de projet

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La forte croissance démographique que connaît le territoire montpellierain depuis de nombreuses années a amené la Ville à organiser son développement dans le cadre d'un vaste projet urbain dont l'opération Port Marianne, développée sur plus de 400 hectares à l'est de Montpellier, constitue un des éléments principaux.

Ce développement urbain, initié au début des années 1980 avec le projet Antigone, s'est poursuivi au cours des années 1990 par la réalisation des quartiers Richter et Consuls de Mer. Ce dernier s'étend le long de la rive droite du Lez dans le prolongement du quartier d'Antigone et a d'ores et déjà permis la construction de près de 3 000 logements, de bureaux, de commerces de proximité, ainsi que de nombreux équipements publics, dont notamment, le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, un poste de police municipale, un grand parc public de 4 ha, un important ouvrage d'assainissement pluvial sur le ruisseau des Aiguerelles, ainsi que le nouvel hôtel de ville de Montpellier inauguré le 12 novembre 2011.

La réalisation de cette opération sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) s'est organisée en trois périmètres successifs depuis 1993 portant sa superficie totale à environ 25 hectares. Le dernier en date, qui couvre le secteur situé dans le prolongement sud du nouvel hôtel de ville et de son parc ainsi qu'une série de parcelles à l'ouest de l'avenue Germaine Tillion et au nord du Chemin de Moularès, a fait l'objet d'un dossier de réalisation approuvé par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2011. Son aménagement a été confié pour partie (secteur « Acconiers ») à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par un avenant n°7 à la concession d'aménagement approuvé par délibération du Conseil municipal du 9 février 2009.

Dans le cadre des procédures préalables à la réalisation de ce nouveau quartier, une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) et une enquête parcellaire concernant le secteur « Acconiers » ont été organisées conjointement du 28 février au 30 mars 2012. En application des articles L.123-1 et R.123-1 du

code de l'environnement, les travaux d'investissement routier de l'ensemble de la phase III de la ZAC portant sur un montant d'investissement supérieur à 1 900 000 € HT, cette enquête publique valait enquête pour la protection de l'environnement.

En application de l'article L.126-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet a fait l'objet d'une enquête publique s'inscrivant dans le cadre de l'article L.123-1 du même code, « *l'organe délibérant de la collectivité territoriale responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée* ».

Ce même article précise que la déclaration de projet doit comporter les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général ainsi que, le cas échéant, les modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique et des observations émises. La déclaration de projet doit également prendre en considération l'étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement.

La présente délibération a pour objet de répondre audit article.

L'intérêt général de l'opération ZAC Port Marianne-Consuls de Mer (phase III) est avéré :

- La réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase III) fait partie du vaste projet urbain Port Marianne initié il y a plus de vingt ans et destiné à rééquilibrer vers l'est le développement de Montpellier, dans le prolongement d'opérations déjà réalisées telles que Antigone, Richter et Consuls de Mer, ou en cours de réalisation comme Jacques Cœur, Parc Marianne ou Rive Gauche ;
- L'opération vient achever l'aménagement du quartier des « Consuls de Mer » et assurer une continuité urbaine de la ZAC existante dans le prolongement du front bâti le long du carrefour entre l'avenue du Pr. Etienne Antonelli et l'avenue Germaine Tillion ;
- L'opération participe aussi au projet d'élargissement et de réaménagement de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat. Ce projet d'aménagement fait partie intégrante du réseau viaire structurant du projet urbain Port Marianne et répond de manière planifiée, raisonnée et durable aux besoins de déplacements inhérents aux évolutions urbaines et démographiques de ce secteur de la ville. Il est aujourd'hui rendu nécessaire pour assurer sur la rive droite du Lez le prolongement de l'avenue Théroigne de Méricourt et du Pont de la République qui seront mis en service en 2014 ;
- L'opération contribue à répondre au besoin important en logements neufs exprimé sur la Ville, du fait notamment de la forte attractivité du territoire montpelliérain et de l'arrivée massive et continue de nouveaux habitants ;
- L'opération répond également à l'objectif de mixité sociale introduite par la loi « *Solidarité et renouvellement urbains* » dite SRU, et de production de 750 logements sociaux par an fixé par le programme local de l'habitat (PLH) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Pour cela, son programme de construction prévoit la réalisation de logements sociaux, de logements dits intermédiaires et de logements en accession libre en proportions équivalentes ;
- L'opération intègre la problématique de la mixité des fonctions urbaines en proposant des logements diversifiés et des commerces de proximité ;
- Le projet privilégie les modes de déplacement doux grâce à sa desserte directe par les 1^{ère}, 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway et par l'aménagement d'un réseau de pistes cyclables et de voies piétonnes reliées entre elles et au reste de la ville.

L'étude d'impact réalisée sur le projet d'extension de ZAC a permis de mettre en évidence ses principaux enjeux, contraintes et incidences sur le milieu naturel, le paysage, l'ambiance sonore ou encore les déplacements. L'étude montre que ces impacts restent très limités sur les milieux naturels, le projet étant situé dans une zone anthropisée de longue date, à proximité immédiate de zones urbaines denses. Les impacts les plus caractéristiques font l'objet de mesures compensatoires permettant d'en limiter les effets.

Antérieurement à la présente délibération de déclaration de projet, le Conseil municipal a déjà pris en considération cette étude d'impact à l'occasion de l'arrêt du dossier préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération qui lui a été soumis lors de sa séance du 20 juin 2011.

En application de l'article L.122-1 du code de l'environnement, l'étude d'impact a été transmise, pour avis, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), autorité administrative

de l'Etat compétente en matière d'environnement. Cette transmission étant restée sans réponse après le délai réglementaire de deux mois suivant la date de saisine, le dossier a fait l'objet d'un avis favorable tacite, confirmé par courrier de la DREAL en date du 29 décembre 2011.

Au cours de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, l'utilité publique de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase III) n'a fait l'objet d'aucune opposition de la part de la population.

Soulignant le bien fondé du projet engagé par la Ville, le commissaire enquêteur a conclu son rapport en formulant un avis favorable sur la réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase III), sur la demande de déclaration d'utilité publique de l'opération et sur la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Ainsi, au vu de cet avis, les résultats de l'enquête publique n'ont pas conduit à modifier le projet soumis à la consultation du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la déclaration de projet relative à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase III) ;
- de prononcer l'intérêt général de cette opération ;
- de dire que la présente déclaration de projet pourra être consultée à l'hôtel de ville, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012



Direction Aménagement
Programmation
Planification - Urbanisation
nouvelle

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 312



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature ROXIM Management (lot 20)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand, axe des architectures du 21^{ème} siècle à Montpellier.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la réalisation d'un espace spécialisé dans le domaine de la détente et de la remise en forme ainsi que des commerces, conçus par l'agence Philippe STARCK sur le lot 20 de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne, situé en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et ouvert sur le parc Georges Charpak, en vis-à-vis du show room RBC.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de ROXIM Management en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

ROXIM Management
Espace Pitot
230, place Jacques Mirouze – Bât. E
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot 20,
ZAC Port Marianne – Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SB n°34a, 35a et 36a, d'une superficie totale de 1 090 m².

- Nature du projet :

Espace affecté à la détente et la remise en forme ainsi qu'à des commerces, conçu par l'agence Philippe STARCK.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 3 000 m² SDP

Surface maximale autorisée : 3 200 m² SDP

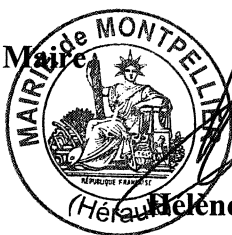
La SERM précise que la candidature de ROXIM Management prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de ROXIM Management en vue de la réalisation d'un espace spécialisé dans le domaine de la détente et de la remise en forme ainsi que des commerces, conçus par l'agence Philippe STARCK sur le lot 20 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Helène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne- Consuls de Mer Extension Vente à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) Lots L1 et L2, parcelle DS 619 partie Avenue Germaine Tillon

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La zone d'aménagement concerté Port Marianne-Consuls de Mer, engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, a fait l'objet d'une extension au sud, au-delà de l'avenue du Professeur Antonelli. Le dossier de création de la ZAC intégrant cette extension (phase 2) a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2004 et le dossier de réalisation approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2005.

Ce périmètre accueille autour de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un parking public, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, un programme hôtelier, un bassin d'orage, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez.

Dans le périmètre de cette extension, la SERM, aménageur de la ZAC au titre de la concession d'aménagement du 9 mai 1994, de ses avenants, de la convention publique d'aménagement en date du 6 septembre 2001 et de ses avenants, doit commercialiser les lots L1 et L2 pour un programme immobilier et, pour acquérir la maîtrise foncière du sol, doit acquérir à la Ville parties de la parcelle DS 619 (portions b et c), d'une superficie respective de 92 m² et 322 m², déterminée par document d'arpentage.

La cession de ce foncier est envisagée au prix de 55 €/m², conforme à l'estimation des services fiscaux, soit, pour 414 m², 22 770 €. La SERM supportera les frais d'acte, qui sera établi par Maître André Bonnary, notaire dans cette opération, et de division parcellaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

-d'accepter la vente par la Ville à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), dans le cadre de la zone d'aménagement concerté Port Marianne-Consuls de Mer extension (phase 2), de parties de la parcelle

DS 619 (portions b et c), d'une superficie respective de 92 m2 et 322 m2, déterminées par document d'arpentage, au prix de 55 €/m2, soit pour 414 m2, un montant de 22 770 €, conforme à l'estimation des services fiscaux,

-de dire que la SERM supportera les frais d'acte établi par Maître André Bonnary, notaire dans cette opération et de division parcellaire,

-de dire que cette recette sera imputée sur le budget de la Ville réservé à cette opération,

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON
ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Brigade d'évaluation domaniale – centre Administratif Chaptal

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

TÉLÉPHONE : 04 67 22 62 67

MÉL. pascal.bonnaire@dgifp.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Pascal BONNAIRE

Téléphone : 04 67 22 62 66

Télécopie : 04 67 22 62 69

Montpellier , le 20 avril 2012

SAEM SERM

Émile Richter

45 place Ernest Granier

CS 29502

34960 MONTPELLIER cedex 2



Objet : ZAC Consuls de mer extension.

Référence : dossier n° 2012 172 V 0673

- 1- **Projet :** Cession par la ville de Montpellier à la SERM.
- 2- **Propriétaire :** Ville de Montpellier.
- 3- **Situation des biens :** Parcelles cadastrées DS 619b et 619c pour une contenance respective de 92 m² et 322 m² situées à MONTPELLIER.
- 4- **Urbanisme applicable :** Zone 6 AU-3 du PLU approuvé le 2 mars 2006 et mis à jour en dernier lieu le 24 mai 2011.
Parcelles comprises dans le périmètre de la ZAC Consuls de mer extension (ZAC habitation et activités).
- 5- **Valeur vénale des biens :**
Compte tenu de la superficie et de la configuration des parcelles susvisées, le prix d'acquisition envisagé, soit 55 € le m² (22 770 €) est conforme à leur valeur vénale.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du département de l'Hérault,
L'inspecteur des Finances Publiques


Pascal BONNAIRE





Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Z.A.C. Port Marianne-Parc Marianne extension Vente de terrains à la S.E.R.M. avenue Raymond Dugrand parcelles cadastrées SB 35p et SB 36p

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil Municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne-Parc Marianne. Le dossier de création a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2006. L'extension de cette Z.A.C., destinée à recevoir principalement un programme de logements, consiste à urbaniser, dans le prolongement de la Z.A.C. initiale, un secteur de 15 hectares intégrant :

- le parc public Georges Charpak
- les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone
- l'ensemble du secteur délimité par l'avenue Nina Simone au nord, la rue du Mas de Barles à l'est, l'autoroute A9 au sud et la rue du Mas Rouge à l'ouest.

La Ville est propriétaire des terrains cadastrés SB 35 et SB 36 situés rue du Mas Rouge, acquis à titre de réserve foncière représentant une superficie de 921 m² et inclus dans la ZAC « Port Marianne-Parc Marianne extension ».

Afin de poursuivre la commercialisation des lots de la Z.A.C., la S.E.R.M. souhaite acquérir une emprise de 309 m² issue de la parcelle cadastrée SB 35 et une emprise de 612 m² issue de la parcelle cadastrée SB 36.

Les services fiscaux ont évalué ces terrains situés en zone 12AU-2 du Plan Local d'Urbanisme à 75 €/m² en s'appuyant sur les derniers jugements pris dans des secteurs comparables (zones AU) situés dans d'autres projets de ZAC. Ces jugements ont mené à une évolution des prix des terrains nus non aménagés jugée excessive par la Ville au regard de celle constatée parallèlement pour l'ensemble des prix immobiliers et fonciers sur le territoire communal.

Aussi, il est proposé de céder ces terrains à la S.E.R.M. à un prix moindre fixé à 55 €/m². Ce prix correspond à la valeur des terrains en nature de terre actuellement non équipés proposée par la S.E.R.M. et la Ville à des propriétaires pour l'acquisition de biens dans des zones AU similaires situées dans les projets de ZAC de la Ville.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est proposé au Conseil Municipal :

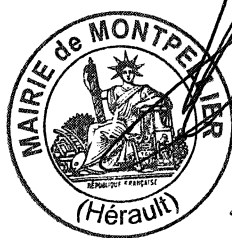
- de céder à la S.E.R.M. les parcelles cadastrées SB 35p et SB 36p d'une superficie d'environ 921 m² au prix de 55 €/m², soit 50.655 € environ,
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'acte de vente aux frais de la S.E.R.M. et de demander la suppression du statut de la copropriété existant sur la parcelle cadastrée SB 35,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

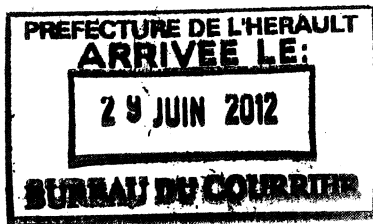
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX





Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde Vente à la S.E.R.M. de terrains Parcelles cadastrées SD 94p, SD 114p, et SD 115 p

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal du 30 mars 1998, la Ville a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.) l'aménagement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde.

La Ville est propriétaire des terrains cadastrés SD 94, SD 114 et SD 115 situés rue Léonard de Vinci acquis à titre réserve foncière dans le périmètre de cette Z.A.C..

Afin de poursuivre la commercialisation des lots de la Z.A.C., la S.E.R.M. souhaite acquérir une partie de ces parcelles représentant une superficie de 2844 m² :

Parcelles	Surfaces
SD 94	102 m ²
SD 114	655 m ²
SD 115	2087 m ²
total	2844 m²

Par avis du 24 février 2012, les services fiscaux ont évalué ces terrains situés en zone 10 AU du Plan Local d'Urbanisme à 75 €/m² en s'appuyant sur les derniers jugements pris dans des secteurs comparables (zones AU) situés dans d'autres projets de ZAC. Ces jugements ont mené à une évolution des prix des terrains nus non aménagés jugée excessive par la Ville au regard de celle constatée parallèlement pour l'ensemble des prix immobiliers et fonciers sur le territoire communal.

Aussi, il est proposé de céder ces terrains à la S.E.R.M. à un prix moindre fixé à 55 €/m². Ce prix correspond à la valeur des terrains en nature de terre actuellement non équipés proposée par la S.E.R.M. et la Ville à des propriétaires pour l'acquisition de biens dans des zones AU similaires situées dans les projets de ZAC de la Ville.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la cession à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine d'une partie des parcelles cadastrées SD 94, SD 114 et SD 115 représentant une superficie de 2844 m², au prix de 55 €/m, soit 156.420 €,
- de demander à l'office notarial de Baillargues d'établir l'acte de cession aux frais de la S.E.R.M.,
- de dire que cette recette sera imputée sur le budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault

Montpellier, le 24 février 2012.



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL

Mairie de Montpellier
Département urbanisme et aménagement
Direction de l'urbanisme opérationnel
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER cedex 2

Réception sur rendez-vous

29 FEV. 2012

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

FO Dds DP C

MAIRIE DE MONTPELLIER
SERVICE COURRIER

29 FEV. 2012

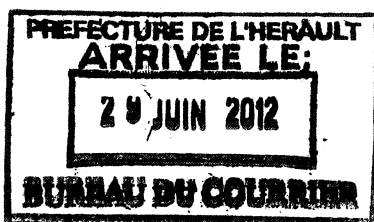
ARRIVÉE

Objet: ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde.

Affaire suivie par Mme Grezoux.

Référence: dossier n° 2012.172V0300.

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Situation des biens :** Parcelles cadastrées SD 94, 114 et 115 pour une contenance de 2 844 m2 située avenue du Mondial 98 à Montpellier.
- 3- **Propriétaire :** Ville de Montpellier.
- 4- **Description sommaire :** Terrain nu et non aménagé de forme rectangulaire.
- 5- **Urbanisme applicable :** Zone 10 AU-1 dans le périmètre de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde : zone partiellement équipée destinée à une urbanisation future essentiellement sous forme d'habitat collectif avec mixité urbaine(habitation, activités).
- 6- **Evaluation des biens :** (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)
La valeur vénale des parcelles faisant l'objet de la demande, à aménager dans le cadre d'une ZAC mixte à dominante habitation, peut être estimée à 213 300 €, sur la base d'un prix unitaire de 75 € le m2.



Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,


Pascal BONNAIRE



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Z.A.C. "Port Marianne-Jacques Coeur extension" Vente de terrains à la S.E.R.M. parcelles cadastrées SB 119p, SB 120p et SB 122p

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil Municipal a concédé à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine la réalisation du quartier Jacques Cœur. Par délibération du 7 octobre 2004, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de la Zone d'Aménagement Concerté « Port Marianne-Jacques Cœur extension ». Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet la réalisation du quartier jusqu'à la rue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, totalisera 1500 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par acte notarié du 28 novembre 2005, la Ville a cédé à la S.E.R.M. les emprises nécessaires à la réalisation de cette ZAC. La S.E.R.M. a commencé la commercialisation de l'îlot H et il s'avère que, pour des raisons techniques, l'implantation des bâtiments a dû être légèrement modifiée. Par conséquent, la S.E.R.M. demande à la Ville l'acquisition d'une bande de terrain supplémentaire de 80 m² issue des parcelles cadastrées SB 119, SB 120 et SB 122, propriétés de la Ville situées au niveau de la place Pablo Picasso et de la rue Théroigne de Méricourt.

Les services fiscaux ont estimé cette emprise foncière de 80 m² à 55 €/m², soit un montant total de 4.400 €.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est proposé au Conseil Municipal :

- de céder à la S.E.R.M. une bande de terrain de 80 m² issue des parcelles cadastrées SB 119, SB 120 et SB 122 situées au niveau de la place Pablo Picasso et de la rue Théroigne de Méricourt représentant respectivement une superficie de 32 m², 36 m² et 12 m², pour un montant de 55 €/m², soit un montant total de 4.400 €,
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'acte de vente aux frais de la S.E.R.M.,

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

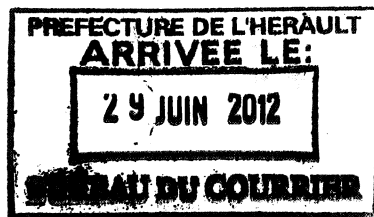
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX





Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 4A FDI Promotion

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieuoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de **FDI Promotion**.

Maître d'ouvrage : FDI Promotion
123Bis, avenue de Palavas
34966 MONTPELLIER Cedex 2

Localisation du projet : Section PB n°84p et 86p

Surface du lot : 4.635 m²

Nature du projet : 89 logement collectifs

SHON envisagée : 6.200 m² SHON
dont 1.205 m² SHON en accession à la propriété aidée
et 1.242 m² SHON en accession intermédiaire
6.500 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

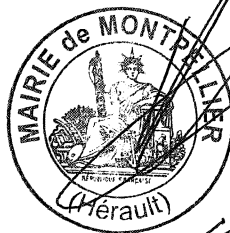
- d'agréer la candidature de FDI Promotion,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX





Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 3A BELIN Promotion

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de **BELIN Promotion**.

Maître d'ouvrage : BELIN Promotion

81, boulevard Carnot
BP 98509
34685 TOULOUSE Cedex 6

Localisation du projet : Section PB n°78p, et 79p et 84p

Surface du lot : 2.119 m²

Nature du projet : 69 logement collectifs
+ locaux commerciaux ou professionnels

SHON envisagée : 5.841 m² SHON
dont 886 m² SHON en accession à la propriété aidée
et 886 m² SHON en accession intermédiaire
6.130 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature de BELIN Promotion,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.
Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012





Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Quartier Cévennes Secteur Lodève-Liberté

Instauration d'un périmètre d'étude (art. L 111-10 du code de l'urbanisme) Approbation

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Depuis 20 ans, le développement de la ville de Montpellier s'appuie sur l'aménagement d'un réseau de transport en commun performant qui fédère les quartiers et permet de recomposer et de revaloriser le tissu existant et de développer de nouveaux espaces urbains.

Situé à l'extrémité sud-ouest du quartier des Cévennes, le secteur « Lodève-Liberté » est directement concerné par la mise en service en avril dernier de la ligne 3 du tramway qui le longe sur toute sa façade nord et le dessert en deux stations.

D'une superficie totale d'environ 30 hectares, ce secteur est délimité par plusieurs voies :

- au nord l'avenue de Lodève,
- au sud l'avenue de la Liberté,
- à l'ouest l'avenue des Garrats et la rue Maurice Ravel,
- et à l'est la rue de la Taillade.

Il se compose de quatre entités principales :

- le centre commercial Casino-Celleneuve (4,7 ha),
- le Château de la Piscine et son parc (8,5 ha),
- un ensemble de logements et bureaux (11,5 ha), propriété du Ministère de la Défense jusqu'à récemment, comprenant :
 - la résidence de Lattre de Tassigny et la résidence du Maréchal Juin accueillant les personnels de la gendarmerie et du Ministère de la Défense,
 - l'établissement administratif de la Société Nationale Immobilière (SNI, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations), longtemps gestionnaire du site,
 - des bureaux du Ministère de la Défense (SGA, EID, EG),

- et la caserne de gendarmerie de Celleneuve (3 ha).

Ce site, quasi entièrement compris dans le périmètre de la ZPPAUP « quartier Arceaux - Avenue de Lodève - La Piscine », fait l'objet d'un ensemble de mutations fortes :

- le départ fin 2011 de la gendarmerie, repositionnée sur le site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie de Montpellier, et la désaffectation du site,
- l'acquisition des deux résidences du Ministère de la Défense par la SNI, jusqu'à présent gestionnaire du parc de logements, et le souhait de la SNI de regrouper ses bureaux au sein d'une nouvelle structure pouvant accueillir 250 salariés,
- la restructuration du centre commercial Casino vieillissant, en cours de réflexion.

La conjugaison de ces phénomènes a conduit la ville à lancer une réflexion urbaine et paysagère sur les perspectives de transformation maîtrisée du secteur « Lodève-Liberté » dans une démarche durable et globale. En outre, ce moment charnière semble opportun pour s'interroger sur le devenir du secteur du Château de la Piscine et accompagner son évolution.

Aujourd'hui composé de quatre entités très distinctes et hermétiques, mais bénéficiant d'une très bonne desserte, d'une proximité avec le centre-ville et d'un riche patrimoine bâti et paysager, le site d'étude doit désormais être appréhendé de manière globale et réarticulé avec le reste de la ville. Situé à l'interface de plusieurs quartiers (Celleneuve, Petit Bard, Chamberte, Alco), ce secteur a vocation à générer des interactions sociales et à rayonner grâce à son parc sur une partie de l'ouest montpelliérain. Cinq enjeux ont été identifiés :

→ Réinscrire le site dans son contexte urbain : recomposer une trame urbaine plus perméable, structurée en lien avec la ligne 3 du tramway

- en rompant avec la logique de cloisonnement,
- en innervant le nouveau quartier et en le réarticulant avec son environnement urbain.

→ Recomposer un tissu urbain plus dense dans une optique de diversité sociale et de mixité des usages et fonctions (logements, bureaux, services, équipements, centre commercial, espaces verts, etc.)

- en développant une offre de logement mixte (mixité sociale et typologique),
- en offrant des équipements et des services de proximité.

→ Transformer la polarité commerciale dans une logique plus urbaine et plus économe du territoire.

→ Préfigurer un parc urbain à fort rayonnement en s'appuyant sur le patrimoine existant.

→ Favoriser les liens inter-quartier.

Dans ce contexte, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. Afin de ne pas compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement future, il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instaurer un périmètre d'étude au sens de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisations de travaux, de construction ou d'installation qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur « Lodève-Liberté »,
- d'instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme,

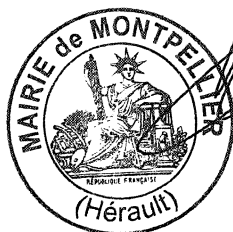
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

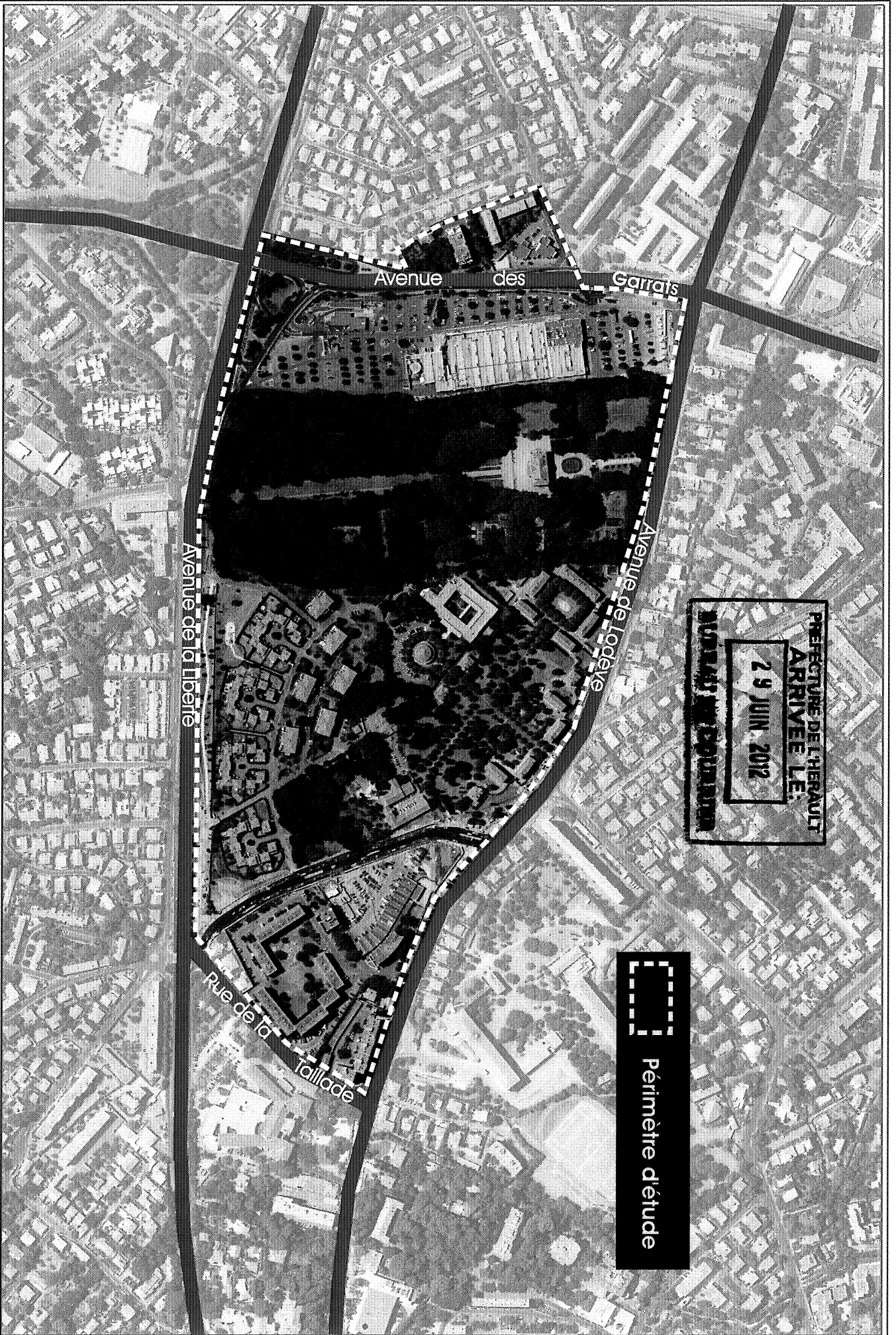
Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX





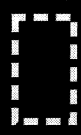
0 10 20 40 60 80 100
Mètres



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE L.E.

29 JUN 2012

MONTPELLIER



Périmètre d'étude

M

Montpellier ville et ses environs



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Foncier Boulevard de la Perruque Résidence Parc des Bruyères I et II Echange foncier

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du projet immobilier sur le site de « l'ancien tri postal », la Ville a contacté la résidence du Parc des Bruyères I et II, afin d'étudier le tracé de l'ensemble des voies du secteur, pour redéfinir une desserte du quartier plus cohérente.

La première étape a été le déclassement de la voie publique, située à l'arrière du site, par délibération du Conseil municipal en date du 25 juillet 2011. Cette emprise est aujourd'hui divisée en trois nouvelles parcelles cadastrées DV 601 – DV 602 – DV 603.

La deuxième étape de cette « requalification » de l'espace public consiste à permettre un échange foncier avec la résidence « le Parc des Bruyères I et II, entre la parcelle DV 602 de 207 m² appartenant à la Ville et la parcelle DV 604 de 198 m² appartenant à la copropriété.

Compte tenu de la faible différence entre les m² échangés, la Ville propose un échange sans soulte.

Pour les besoins du salaire de Monsieur le Conservateur des hypothèques, les emprises concernées ont été évaluées à 60€/m² par le service des domaines.

Cet échange foncier permettra à la Ville de sécuriser la sortie véhicules du « site » sur le boulevard de la Perruque, et la copropriété disposera ainsi d'une contre-allée privative.

La copropriété Parc des Bruyères I et II a voté un accord sur cette transaction en assemblée générale et a donné mandat au syndic SOGICO pour représenter ses intérêts.

Maître CAULIER notaire à Baillargues travaille sur tout le site de l'ancien tri postal, pour le compte du promoteur de l'opération. Il sera également chargé de l'échange foncier avec la copropriété, aux frais de la Ville.

Après étude de cette affaire, nous vous proposons :

- d'accepter l'échange foncier, sans soulte, avec le Parc des Bruyères I et II, entre les parcelles cadastrées DV 602 et DV 604,
- de saisir Maître CAULIER, notaire à Baillargues, pour rédiger l'acte notarié au frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet: Echange ville/Parc des bruyères I et II.

Affaire suivie par Mme Bourrat.

Référence: dossier n° 2012.172V0265.

Montpellier, le 31 janvier 2012.

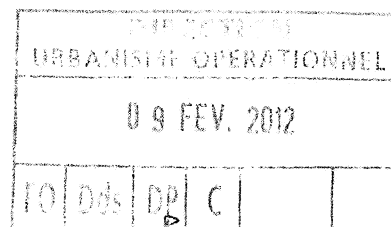
Mairie de Montpellier

Direction de l'urbanisme opérationnel

Service foncier opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2



1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.

2- **Situation des biens :** Emprise cadastrée DV 602 située avenue des Prés d'arènes.

3- **Urbanisme applicable :** Zone 2U1-1c du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006 avec dernière mise à jour par A.M du 24 mai 2011.

4- **Opération envisagée :** Parcelle de 207 m2 formant une bande inconstructible d'environ 100 m pour une largeur moyenne de l'ordre de 2 m environ à échanger avec une emprise de 198 m2 issue de la parcelle DV 338.

5- **Evaluation des biens :**

Dans le cadre de l'échange envisagé, la valeur vénale des emprises faisant l'objet de l'échange est estimée à 60 € le m2.



Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.



Foncier Opération de renouvellement urbain Grand Cœur "Lafeuillade" vente à la SERM

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain Grand Cœur, la SERM a acquis, à la demande de la Ville, le terrain situé à l'angle de l'avenue de la Liberté et de la rue Lafeuillade. Il s'agit de la parcelle HX 27 de 2 148 m².

La SERM prévoit de diviser l'unité foncière en deux lots :

- Le lot A sera remis à l'Association Foncière Logement qui souhaite réaliser environ 20 logements collectifs dans le cadre du projet ANRU,
- Le lot B est destiné à la production de logements sociaux publics neufs.

Afin de « corriger » les limites parcellaires de l'assiette constructible, la Ville a procédé au déclassement du domaine public communal d'un espace libre, non aménagé, d'une superficie de 878 m², accolé au terrain propriété de la SERM.

L'enquête publique de déclassement a eu lieu du 18 novembre 2011 au 2 décembre 2011, et le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au déclassement d'une emprise de 878 m² pour son incorporation au domaine privé de la Ville, à condition « *que l'aménagement futur du carrefour soit étudié le plus possible en concertation avec les habitants du quartier, et améliore l'état actuel, surtout en ce qui concerne la circulation des piétons* ».

Ces remarques ont été prises en compte dans le projet de réaménagement du carrefour, et la SERM propose d'acquérir une emprise de 742 m² incluse dans le périmètre objet de l'enquête publique. Il convient maintenant de constater la désaffectation, et de procéder au déclassement du domaine public de ce terrain par délibération du conseil municipal.

Le cabinet de géomètres Bottraud Barbaroux a travaillé sur ce dossier, et sera chargé de rédiger les documents nécessaires auprès des services du cadastre.

Les services fiscaux ont évalué ce terrain à 340 000 € compte tenu des droits à construire qui y sont affectés. La SERM a accepté les conditions de la transaction, et a désigné Maître Bonnary pour rédiger l'acte de transfert de propriété, à ses frais.

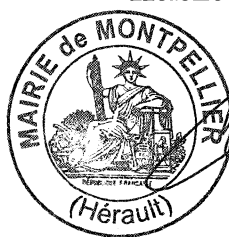
Après étude de cette affaire, il est proposé :

- De constater la désaffectation d'une emprise de 742 m², rue Lafeuillade, et de prononcer son déclassement du domaine public communal,
- De solliciter du cabinet de géomètres Bottraud Barbaroux la nouvelle numérotation cadastrale de cette emprise,
- De vendre ce terrain désaffecté et déclassé du domaine public à la SERM, pour un montant de 340 000 €, conformément à l'estimation des services fiscaux,
- De saisir Maître Bonnary, notaire de la SERM sur cette opération, pour rédiger l'acte de transfert de propriété, aux frais de la SERM,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier Principal Municipal à encaisser la recette correspondante sur le budget de la Ville,
- D'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

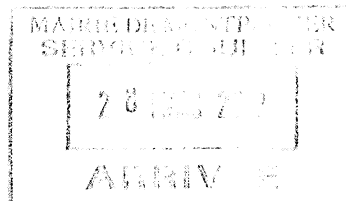
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012



Hélène MANDROUX



Direction Générale des Finances Publiques de
la Région Languedoc-Roussillon et du Montpellier, le 22 mars 2012
Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

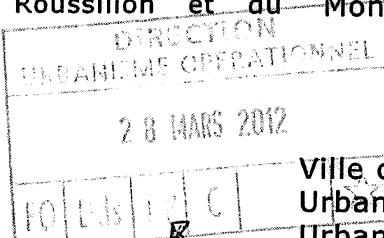
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 0 467 226 266

télécopie : 0 467 226 269

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr



Ville de Montpellier
Urbanisme Aménagement
Urbanisme Opérationnel
Domanialité Publique
1 Place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Objet: Parcelle HX 27

V/réf. : Mme Patricia BOURRAT

N/réf. : dossier 2012-172V0593

- 1 - Service consultant : ville de Montpellier.
- 2 - Objet et but de la consultation : demande d'estimation de la valeur vénale d'un terrain nu en nature de délaissé, cadastré HX 27, emprise de 878 m2 sur le domaine public, avenue de la Liberté/rue de La Feuillade, quartier Figuerolles, et ce, dans le cadre d'un déclassement du domaine public communal et de l'Opération Grand Cœur ; la Ville propriétaire envisageant la cession à la SERM.
- 3 - Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Montpellier.
- 4 - Situation locative : libre.
- 5 - Description sommaire des biens : terrain nu en friche, en nature de délaissé, en forme de croissant situé aux abords de l'avenue de la Liberté ; constructibilité possible parce qu'adjonction à la partie de terrain constructible immédiatement de la parcelle HX 27.
- 6 - Origine de propriété : non recherchée
- 7 - Urbanisme : en zone 1U1-1fw du PLU en vigueur, COS NR, possibilité de 4000 m2 de SHON.
- 8 - Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés :

Après étude et enquête, compte tenu de la constructibilité aléatoire, des règles de prospect, et eu égard à l'observation du marché foncier de biens similaires, la valeur vénale du terrain faisant l'objet de la demande est de l'ordre de 340 000€.



Pour l'Administratrice Générale des Finances
publiques,

L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Direction Urbanisme
Opérationnel
Domanialité publique

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 322



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Foncier rue Ferdinand Barre Le Clos de l'Hirondelle Acquisition "ROXIM"

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'opération « le Clos de l'Hirondelle », en limite du PAE (Programme Aménagement Ensemble) Marqueroze Multisites, la société ROXIM Promotion a réalisé un ensemble immobilier « Le Parc aux Hirondelles » ainsi qu'une partie de la voie desservant son opération.

Il s'agit d'une portion de la rue Ferdinand Barre, cadastrées EK 244, EK 246, EK 247, et EK 254.

A ce jour, les travaux sont terminés et la société ROXIM propose de céder la portion de voie ainsi réalisée à la Ville, afin de l'intégrer dans son domaine public communal, et permettre une jonction publique entre le boulevard Paul Valéry et la rue Gaston Bachelard.

Le transfert de propriété se fera à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien cédé, à savoir de la voirie.

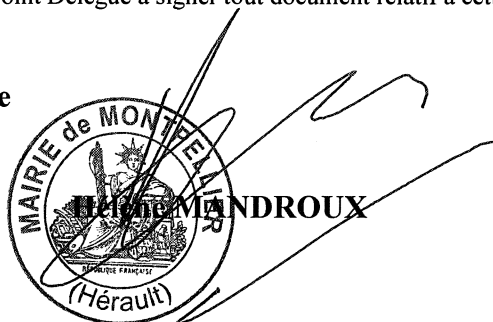
Maître Claron, notaire à Montpellier, a été désigné par la société Roxim, comme étant en charge de leur opération. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'acquiescer auprès de la société ROXIM Promotion, les parcelles intégrées dans la rue Ferdinand Barre à l'euro symbolique,
- De dire que cette voie sera intégrée dans le domaine public communal, dès que la Ville en sera propriétaire,
- De saisir Maître Claron, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- D'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 26/06/2012



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Foncier Elargissement avenue du Pic Saint-Loup Propriété de Madame SOULIE

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'instruction du permis de construire délivré le 18 mars 2005 au bénéfice des époux SOULIE, pour la réalisation d'une maison, il a été négocié l'acquisition du terrain nécessaire à l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup, opération C8 du Plan Local d'Urbanisme.

Il s'agit maintenant, d'acquérir une emprise de terrain de 87 m², nouvellement cadastrée AP 341.

Par courrier du 25 mai 2012, la propriétaire a accepté le prix de 50 €/m², soit un total de 4 350,00 € (quatre mille trois cent cinquante euros) pour 87 m². Les crédits nécessaires pour cette acquisition sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains ».

Dès que la Ville sera propriétaire, des travaux d'aménagement seront engagés, pour permettre la réalisation d'un trottoir plus large.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de Madame SOULIE. Il sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée AP 341, d'une contenance de 87 m², au prix de 50 €/m², soit un total de 4 350 €, afin de permettre l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup, conformément à l'opération C8 du PLU.

- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

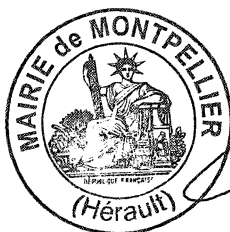
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012





Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009 et du 13 décembre 2010.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

M. ou Mme COTTET MOINE, 3 rue Leenhardt	3.509,98 €
M. Michel GUILLOT, 33 rue Saint Louis	5.015,86 €
SCI Villa des Roses C/O Mme Mireille SARRAN, 11-15 rue Rambaud	6.444,57 €
A.B.L. SARL 12 rue Alfred Bruyas	2.394,76 €
SDC 9 rue Mathieu Dumas S/C Bilan Patrimoine, 9-9bis rue Général M. Dumas (50 % de la subvention)	2.865,00 €
SDC 53 cours Gambetta S/C Bilan Patrimoine (50 % de la subvention)	1.188,49 €
Syndicat des copropriétaires de l'immeuble 14 rue Dessalle Possel (50 % de la subvention)	1.759,69 €
M. Christian AMPHOUX, 5 rue Subleyras (50 % de la subvention)	1.007,56 €
H.I.G. Le Beaulieu, 457 rue Auguste Broussonnet (50 % de la subvention)	1.785,96 €
M. ou Mme Clément GIROU, 1 rue Anterrieu (50 % de la subvention)	3.794,48 €
M. ou Mme FERNANDEZ Gilbert, 55 cours Gambetta (solde de la subvention)	1.021,34 €
M. Jacques COUSTAN, 71 rue du Faubourg Figuerolles (solde de la subvention)	1.673,38 €
Total	32.461,07 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

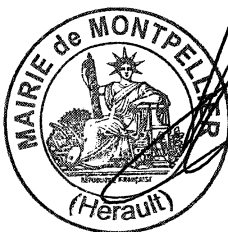
- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 32.461,07 € correspondant aux 12 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Relais hertziens de télécommunications installés sur les infrastructures du service public de l'eau

Suivi des conventions d'occupation par la Ville Signature d'une convention Ville/ Agglomération



Michaël DELAFOSSE rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce en lieu et place de ses communes membres, la compétence « eau potable ».

Conformément aux dispositions de l'article L 1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire pour l'ensemble des biens transférés. Elle possède à ce titre tous les pouvoirs de gestion, autorise l'occupation des biens remis et en perçoit l'ensemble des produits y compris lorsque la convention d'occupation aurait été conclue, avant la date du transfert, par la Commune propriétaire.

Le service public de l'eau potable dispose sur la commune de Montpellier, de nombreux châteaux d'eau qui constituent, le plus souvent des points hauts présentant un intérêt pour l'installation de relais téléphoniques gérés par des opérateurs.

Les conventions d'occupation temporaire du domaine public conclues à ce titre entre la Ville de Montpellier et les opérateurs de téléphonie mobile relèvent désormais du pouvoir de gestion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de la valorisation financière et du bon entretien des équipements qui lui ont été transférés.

Ces équipements, bases d'implantation des relais établis par les opérateurs, participent aussi à la couverture téléphonique du territoire intercommunal.

Au titre de ses compétences générales et dans le respect des transferts opérés à la Communauté d'Agglomération en matière de haut débit, la Ville de Montpellier participe à l'optimisation et au développement d'un réseau de communication téléphonique hertzien performant bénéficiant à l'ensemble de sa population.

Afin d'assurer de manière coordonnée et rationalisée ces missions de valorisation des biens transférés et de développement de réseaux téléphoniques, dans l'intérêt général, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitent que le suivi des conventions d'occupation du domaine public

relatives aux relais hertziens de télécommunications installés sur les infrastructures du service public de l'eau soit géré par les services de la Ville de Montpellier compte tenu de leur connaissance à la fois de ces installations et de la couverture téléphonique de la Ville.

L'ensemble de ces missions sont assurées en coordination et sous le contrôle de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Compte tenu des biens et des personnes affectés par la Ville de Montpellier pour la réalisation de cette mission, le montant de la redevance annuelle à verser par la Communauté d'Agglomération à la Ville de Montpellier est fixé d'un commun accord à 220 000 € jusqu'à concurrence de la gestion simultanée de 30 conventions avec des opérateurs sur le service public de l'eau potable.

Passé ce seuil il sera procédé à la modification du montant de la redevance par avenant à la présente convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention ci-jointe, à passer entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette de la redevance annuelle ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012



**CONVENTION
DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE**



ENTRE :

D'UNE PART,

LA VILLE DE MONTPELLIER, représentée par habilité(e) à signer la présente convention en vertu de la délibération n°....du,

ET

D'AUTRE PART,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER, représentée par habilité(e) à signer la présente convention en vertu de la délibération n°.... du

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L1321.2 ; L 5211-4-1 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°..... transférant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'exercice de la compétence eau potable à compter du 1^{er} janvier 2010.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Préambule :

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce en lieu et place de ses communes membres, la compétence « eau potable ».

L'exercice de cette compétence emporte à cette date, transfert de l'ensemble des biens et des personnels affectés à ce service.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est substituée de plein droit, à la date du transfert, aux communes propriétaires des équipements et biens affectés au service public de l'eau dans leurs droits et obligations découlant des contrats qu'elles ont pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services.

Conformément aux dispositions de l'article L 1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire pour l'ensemble des biens transférés. Elle possède à ce titre tous les pouvoirs de gestion, autorise l'occupation des biens remis et en perçoit l'ensemble des produits y compris lorsque la convention d'occupation aurait été conclue, avant la date du transfert, par la Commune propriétaire.

Le service public de l'eau potable dispose sur la commune de Montpellier, de nombreux châteaux d'eau et stations nécessaires à l'alimentation de la population.

Ces ouvrages constituent, le plus souvent des points hauts qui présentent un intérêt pour l'installation de relais téléphoniques gérés par des opérateurs, tels que définis dans le cadre du Code des postes et télécommunications électroniques.

A ce titre, 12 conventions d'occupation temporaire du domaine public ont été conclues à ce jour entre la Ville de Montpellier et les opérateurs de téléphonie mobile et relèvent désormais du pouvoir de gestion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de la valorisation financière et du bon entretien des équipements qui lui ont été transférés.

Ces équipements, bases d'implantation des relais établis par les opérateurs, participent aussi à la couverture téléphonique du territoire intercommunal.

Au titre de ses compétences générales et dans le respect des transferts opérés à la Communauté d'Agglomération en matière de haut débit, la Ville de Montpellier participe à l'optimisation et au développement d'un réseau de communication téléphonique hertzien performant bénéficiant à l'ensemble de sa population.

Afin d'assurer de manière coordonnée et rationalisée ces missions de valorisation des biens transférés et de développement de réseaux téléphoniques, dans l'intérêt général, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitent que le suivi des conventions d'occupation du domaine public relatives aux relais hertziens de télécommunication, ainsi que le traitement de toutes les demandes des opérateurs concernant ces conventions ou de nouvelles demandes d'installation sur les infrastructures du service public de l'eau soient gérés par les services de la Ville de Montpellier compte tenu de leur connaissance à la fois de ces installations et de la couverture téléphonique de la Ville..

La présente convention a pour objet de définir les conditions financières et techniques de cette mise mission.

Article 2 : Description de la prestation :

Dans le cadre de la présente convention, les services compétents de la Ville de Montpellier participent au suivi des conventions d'occupation du domaine public conclues avec les opérateurs.

A ce titre ils veillent tout particulièrement :

- à la bonne gestion des antennes téléphoniques implantées sur les infrastructures du service public de l'eau potable situées sur le territoire de la commune de Montpellier.
- à la prise en charge de toutes les demandes des opérateurs concernant toutes nouvelles demandes d'implantation sur les infrastructures du service public d'eau potable,
- à l'analyse et à l'éventuelle mise en œuvre de toute demande de modification ou de compléments des conventions en vigueur,
- au respect des obligations d'entretien et de maintenance incombant aux bénéficiaires des autorisations d'occupation du domaine public.

A la demande des opérateurs, ou à la demande de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le cas échéant sur la base de leurs propositions, les services compétents de la Ville de Montpellier négocient et établissent, sous le contrôle des services compétents de la Communauté d'Agglomération, les nouveaux projets de conventions ou d'avenants aux conventions qui seront soumis à l'approbation des instances compétentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

-Ils réalisent un suivi technique de tous les équipements nécessaires à la bonne mise en œuvre technique des conventions d'occupation du domaine public et relevant des obligations de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

- Ils établissent, le cas échéant, des propositions de renouvellement

- Ils définissent en concertation avec le délégataire du service public de l'eau, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les opérateurs de télécommunication, les modalités d'accès et de réalisation éventuelle de travaux de maintenance, dans le cadre de conventions tripartites.

L'ensemble de ces missions est assuré en coordination et sous le contrôle de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Des réunions bimensuelles sont à minima organisées pour assurer cette coordination.

Article 3 : Biens et Conventions pris en compte dans la présente convention de mise à disposition (annexe 1).

Les biens pris en compte dans la présente convention sont définis dans les documents joints en annexe :

- la liste des équipements ayant fait l'objet de conventions d'occupation du domaine avec des opérateurs de réseau, et leurs avenants
- les conventions conclues avec les opérateurs de réseaux et l'ensemble de leurs annexes notamment techniques.
- Les nouvelles conventions ou avenants conclus postérieurement à la signature de la présente convention de mise à disposition, dans les conditions définies à l'article 2
- Les nouveaux équipements relevant de ces nouvelles conventions ou avenants.

Article 4 : Biens et services de la Ville de Montpellier affectés aux missions définies

Dans le cadre de la présente convention, la Ville de Montpellier s'engage à mettre en œuvre tous les biens mobiliers nécessaires à l'exercice des missions telles que définies à l'article 2.
De même elle s'engage à affecter tous les agents nécessaires à l'exercice de cette mission.

Article 5 : Représentant des services mis à disposition au titre de la présente convention :

Madame le Maire de Montpellier désignera un représentant des services mis à disposition de la Communauté d'Agglomération au titre de la présente convention.

A ce titre, le Président de la Communauté d'Agglomération par l'intermédiaire du Directeur Général des Services, du Directeur Général Adjoint ou du Directeur de Pôle compétent lui adresse toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie à la Ville de Montpellier au titre de la présente convention. Il pourra lui donner sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature pour l'exécution des missions de gestion courante confiées au titre de la présente convention notamment concernant les relations avec les opérateurs. La conclusion des conventions d'occupation du domaine public et de leurs avenants éventuels relève des pouvoirs de l'assemblée délibérante ou le cas échéant du Bureau ou du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délégation. Seuls le Président ou le Vice-président compétent sont habilités à les signer.

Article 6 : Assurance Responsabilité Civile :

Préalablement à la signature de la présente convention et au moins 1 mois avant sa date anniversaire de renouvellement, la Ville de Montpellier s'engage à transmettre une attestation établie par la compagnie d'assurance prestataire ou son mandataire précisant que la responsabilité de la Ville de Montpellier, au titre de l'exercice de la présente convention, est couverte par son assurance multirisque pour tous les dommages susceptibles d'être causés aux tiers ainsi qu'aux biens et équipements relevant de la compétence de la Communauté d'Agglomération.

Cette attestation devra préciser :

- les principales garanties,
- le plafond des remboursements,
- les franchises,
- les principales exclusions.

Article 7: Détermination de la redevance :

Compte tenu des biens et des personnes affectés par la Ville de Montpellier pour la réalisation de cette mission le montant de la redevance annuelle à verser par la Communauté d'Agglomération à la Ville de Montpellier est fixée d'un commun accord à 220 000 € jusqu'à concurrence de la gestion simultanée de 30 conventions avec des opérateurs sur le service public de l'eau potable. Passé ce seuil il sera procédé à la modification du montant de la redevance par avenant à la présente.

Article 8 : Modalités de versement des remboursements :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier procédera au remboursement des frais engagés par la Ville de Montpellier au titre de la présente convention comme suit :

50 % du montant de la redevance au 1^{er} juillet de l'année en cours.

30 % du montant de la redevance au 1^{er} décembre de l'année en cours.

20 % après remise dans un délai d'un mois par la Ville de Montpellier d'un bilan d'activité tel que défini à l'article 9.

Article 9 Bilan d'activité :

A l'issue de chaque année, et au plus tard le 31 mars de l'année suivante, le représentant de la Ville de Montpellier, tel que désigné à l'article 5 adressera au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier un bilan retraçant :

- les travaux et interventions de maintenance réalisées par site et par conventions le cas échéant.
- Les principales observations quant à l'exécution des conventions d'occupation du domaine public par les opérateurs.
- Les faits marquants et éventuellement les dysfonctionnements.

Ce bilan établira aussi :

- un programme prévisionnel des actions à mettre en œuvre pour la nouvelle année en cours.
- Des propositions d'évolution contractuelle concernant tout ou partie des conventions voire de nouvelles conventions.
-

Article 10 : Durée de la convention :

La présente convention est conclue à compter de signature au 31 décembre 2012 et pour les années 2013 et 2014.

Les parties pourront procéder à la résiliation de la présente convention par courrier avec accusé de réception, notifié au plus tard à l'autre partie le 1^{er} juillet.

Cette résiliation interviendra sans indemnité, au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Fait à Montpellier le

**Le Président de la Communauté
D'Agglomération de Montpellier**

**Le Maire de la Ville
de Montpellier**

J.-P MOURE

H. MANDROUX

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

NUMERISATION DES PLANS DU PATRIMOINE SCOLAIRE Attribution et autorisation de signer le marché

Jean-Louis GELY rapporte :

Afin de mettre en place une chartre graphique du patrimoine scolaire, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser la numérisation des plans des écoles.

Pour exécuter ce service, il a été lancé un appel d'offres ouvert selon l'article 33, 3ème alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics. Ce marché suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics à bons de commande.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises ont été les suivants :

- Valeur technique évaluée d'après le mémoire technique : 40%
- Prix des prestations : 60%

La commission d'appel d'offre en date du 9 mai 2012, a décidé d'attribuer ce marché à l'entreprise désignée ci-dessous pour son offre économiquement avantageuse :

- Entreprise GINGER PARERA, pour un montant minimum de 50 000€ HT et maximum de 150 000€ HT sur une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avis de la Commission d'appel d'offres en date du 9 mai 2012;
- d'imputer la dépense correspondante sur le budget investissement 2012 de la Ville :
Fonction 90212-90211, Nature 2031;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012



Direction Travaux et
Maintenance Action
Solidaire
Administration et
Comptabilité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 327

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Ecole maternelle Anne Frank - Construction d'une salle polyvalente. Demande d'autorisation de déposer un permis de construire. Demande de subventions

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil du public au sein des sites dédiés à l'enseignement et suite à une augmentation des effectifs, il est envisagé de construire une salle polyvalente en extension de l'école maternelle Anne Frank sise 686, avenue du Pont Trinquat à Montpellier, pour une utilisation à compter de septembre 2012.

Ce projet sera réalisé par l'implantation de modules préfabriqués.

La durée prévisionnelle de cette intervention est estimée à 2 mois, et la mise en place de cette salle polyvalente nécessite au préalable le dépôt d'un permis de construire.

Les travaux seront effectués par les entreprises titulaires du marché à bon de commande de fourniture et pose de modules préfabriqués. Le montant de cette opération est estimé à 155 000€ TTC, les crédits nécessaires à cette opération étant inscrits au budget investissement 2012 de la Ville, nature 2313 – fonction 90211.

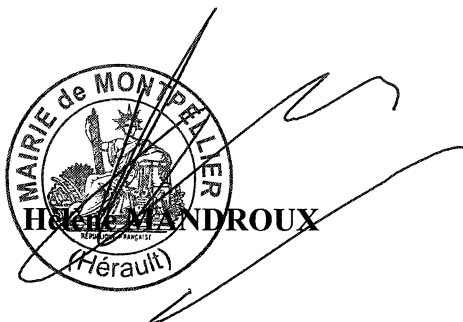
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'opération et les procédures ci-dessus indiquées;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à déposer la demande de permis de construire et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Participation de la collectivité à la complémentaire santé des agents par la voie de la labellisation

Serge FLEURENCE rapporte :

Le décret 2011-1474 du 8 novembre 2011 fixe les modalités de la participation de l'employeur à la protection sociale complémentaire des agents. Cette participation peut être accordée soit au titre de contrats et règlements auxquels un label a été délivré, soit au titre d'une convention de participation, après mise en concurrence.

Par la délibération du 25 juillet 2011, la ville de Montpellier avait fait le choix d'opter pour la voie de la labellisation, en la limitant à trois mutuelles : la MNT, Intérieure et Eovi.

Suite à la parution du décret 2011-1474, la Ville a décidé de poursuivre dans le choix de la labellisation : cela implique d'étendre la participation à l'ensemble des agents de la Ville adhérents à une mutuelle qui aura reçu la labellisation. Les prestataires habilités par l'Autorité de contrôle prudentiel à remettre les labels, publieront au plus tard la liste des organismes labellisés le 10 août 2012, sur le site de la DGCL.

Les critères de la participation que la Ville de Montpellier a validés sont les suivants :

- Participation pour les actifs mensualisés (retraités non éligibles), en position d'activité (sont exclus les agents en détachement, disponibilité), ayant une ancienneté minimale de 6 mois dans la collectivité et un taux d'emploi de 50 % au moins
- Une participation au titre de la part de l'agent
- Une prise en compte du revenu fiscal de référence de l'agent
- Une participation forfaitaire quel que soit le contrat souscrit par l'agent (limite : la participation ne peut être supérieure à la cotisation), avec un montant différencié au regard de la tranche de revenu fiscal de référence, et 4 tranches de revenu identifiées.

Les montants forfaitaires proposés au regard des tranches de revenu fiscal de référence restent inchangés et sont les suivants :

- 0 à 16 900 € : 18 € par mois
- 16 900 € à 20 420 € : 15 € par mois

- 20 420 € à 26 550 € : 12.5 € par mois
- Supérieur à 26 550 € : 10 € par mois
-

Les fourchettes de ces tranches de revenu fiscal de référence pourront être réactualisées chaque année afin de prendre en compte l'évolution du point d'indice de la fonction publique.

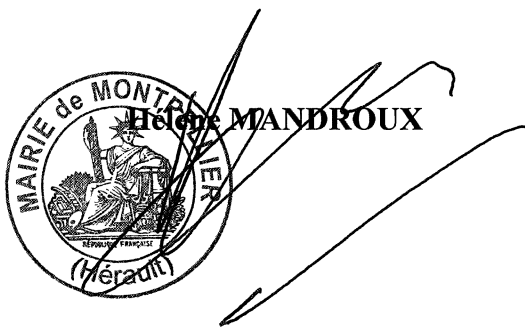
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter le principe de la participation financière de l'employeur à la mutuelle santé par la voie de la labellisation ;
- De mettre en œuvre la participation pour l'ensemble des agents adhérents à une mutuelle labellisée, à compter du 1er septembre 2012 ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Echelon spécial des cadres d'emplois de catégorie C

Serge FLEURENCE rapporte :

Le décret 2012-552 du 23 avril 2012 a étendu la possibilité d'accès à l'échelon spécial existant dans l'échelle indiciaire afférente au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à l'ensemble des grades relevant de l'échelle 6 des autres cadres d'emplois de la catégorie C (opérateurs des activités physiques et sportives, agents sociaux, ATSEM, garde champêtre, auxiliaires de puériculture, auxiliaires de soin, adjoints administratifs, adjoints du patrimoine, adjoint d'animation).

Jusqu'à ce texte, seuls les adjoints techniques principaux de 1^{ère} classe bénéficiaient en effet de l'accès au 8^e échelon dit échelon spécial, par l'avancement d'échelon (3 ans d'ancienneté au 7^{ème} échelon pour le mini et 4 ans pour le maxi). Le 7^{ème} échelon était l'échelon terminal pour l'ensemble des autres grades de catégorie C relevant de l'échelle indiciaire 6.

Toutefois les modalités d'accès à l'échelon spécial institué par le décret 2012-552 se distinguent de celles applicables aux adjoints techniques principaux de 1^{ère} classe puisqu'elles s'apparentent à celles applicables à un avancement de grade, et non à un simple avancement d'échelon.

En effet, la condition de 3 ans d'ancienneté dans le 7^{ème} échelon est nécessaire mais ne suffit pas : les agents qui remplissent cette condition doivent en outre figurer sur un tableau d'avancement, après avis de la Commission administrative paritaire.

Comme pour l'avancement de grade, la collectivité doit au préalable délibérer sur un ratio après avis du CTP.

Le ratio correspond au pourcentage maximum des promouvables (agents remplissant la condition de 3 ans d'ancienneté au 7^{ème} échelon de l'échelle 6) qui pourraient être inscrits au tableau annuel d'avancement de grade.

Le décret ne prévoit ni ratio plancher ni ratio plafond.

Afin de donner à cette mesure tout son sens et d'ouvrir à tous les agents de catégorie C le bénéfice de l'avancement à l'échelon spécial dont bénéficient les adjoints techniques, il est proposé de fixer ce ratio à 100 %.

Ce ratio fixe le pourcentage maximum d'agents qui peuvent être inscrits au tableau. Il fixe donc une limite supérieure mais n'entraîne pas d'obligation de nomination, et donc d'inscription automatique de tous les promouvables au tableau d'avancement.

En effet, l'inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial reste liée à l'appréciation de la valeur professionnelle et certains agents pourront donc faire l'objet d'un avis défavorable, comme c'est déjà le cas le cas pour l'accès à un avancement d'échelon à la durée minimum.

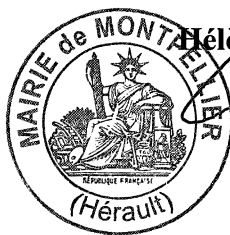
Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal d'adopter les dispositions suivantes:

- Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des grades terminaux des cadres d'emplois de catégorie C représentés au sein de la collectivité, à l'exception du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, pouvant bénéficier de l'inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial est déterminé par application du taux de 100 % à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.
Ce taux est un taux plafond dans la limite duquel seront établis les tableaux d'avancement à l'échelon spécial après avis de la Commission administrative paritaire compétente.
- L'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes est prévue par la présente délibération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012



Hélène MANDROUX

Direction des Ressources
Humaines
Gestion Prévisionnelle des
Postes et des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 330

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE rapporte :

I - Créations de postes :

Filière administrative :

Rédacteur : création d'un poste.

Filière animation :

Adjoint d'Animation 2^{ème} classe : création de 11 postes à temps complet.

Filière sécurité :

Chef de service de police municipale : création d'un poste.

II - Suppressions de postes :

Filière animation :

Adjoint d'Animation 2^{ème} classe : suppression de 11 postes à temps non complet.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012



Hélène MANDROUX
(Hérault)

TABLEAU DES EFFECTIFS SIMPLIFIE - DCM DU 25.06.2012

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 21/05/2012	DONT NON-COMPLET	TOTAL POURVU AU 28/05/2012	DONT TPS NOT COMPLET	EFFECTIF POURVU TITULAIRE au 28/05/2012	CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NOT COMPLET	SUPPRESSIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NOT COMPLET	SOLDE EFFECTIFS BUDGETAIRES APRES CREATIONS / SUPPRESSIONS
FILIERE ADMINISTRATIVE											
EMPLOI FONCTIONNEL DE DGS	A	1		1		1					1
EMPLOI FONCTIONNEL DE DGAS	A	5		4		3					5
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE	A	0		0		0					0
ADMINISTRATEUR	A	7		6		3					7
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE ADMINISTRATEURS	A	13	0	11	0	7	0	0	0	0	13
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	7		5		4					7
ATTACHE PRINCIPAL	A	29		30		28					29
ATTACHE	A	118		111		44					118
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	1		0							1
CE ATTACHES	A	155	0	146	0	76	0	0	0	0	155
REDACTEUR CHEF	B	48		29		29					48
REDACTEUR PRINCIPAL	B	30		23		23					30
REDACTEUR	B	48		39		30	1				49
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0							0
CE REDACTEURS	B	126	0	91	0	82	1	0	0	0	127
ADJOINT ADMIN PRINC 1ERE CLASSE	C	31		28		28					31
ADJOINT ADMIN PRINC 2EME CLASSE	C	41		43		43					41
ADJOINT ADMINISTRATIF 1ERE CLASSE	C	120		124		123					120
ADJOINT ADMINISTRATIF 2EME CLASSE	C	346		315		309					346
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0							0
CE ADJOINTS ADMINISTRATIFS	C	538	0	510	0	503	0	0	0	0	538
SOUS-TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE		832	0	758	0	668	1	0	0	0	833
FILIERE ANIMATION				0							0
ANIMATEUR PPAL 1CL	B	4		4		4					4
ANIMATEUR PPAL 2CL	B	0		0		0					0
ANIMATEUR	B	9		8		4					9
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0							0
CE ANIMATEURS	B	13	0	12	0	8	0	0	0	0	13
ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	0		0		0					0
ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	1		1		1					1
ADJOINT D'ANIMATION 1ERE CLASSE	C	11		8		8					11
ADJOINT D'ANIMATION 2EME CLASSE	C	392	242	369	228	296	11	0	11	11	392
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0							0
CE ADJOINTS D'ANIMATION	C	404	242	378	228	305	11	0	11	11	404
SOUS-TOTAL FILIERE ANIMATION		417	242	390	228	313	11	0	11	11	417
FILIERE CULTURELLE				0							0
CONSERVATEUR DU PATRIMOINE CHEF	A	1		1		1					1
CONSERVATEUR DU PATRIMOINE	A	0		0		0					0
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE CONSERVATEURS	A	1	0	1	0	1	0	0	0	0	1
ATTACHE CONSERVATION	A	1		1		1					1
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE ATTACHES CONSERVATION	A	1	0	1	0	1	0	0	0	0	1
ASSISTANT DE CONSERVATION PPAL 1E CL	B	1		1		1					1
ASSISTANT DE CONSERVATION PPAL 2E CL	B	3		2		2					3

TABLEAU DES EFFECTIFS SIMPLIFIE - DCM DU 25.06.2012

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 21/05/2012	NON-COMPLET DONT	TOTAL POURVU AU 28/05/2012	DONT TPS NO	EFFECTIF POURVU TITULAIRE au 28/05/2012	CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NO	SUPPRESSIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NO	SOLDE BUDGETAIRES APRES CREATIONS / SUPPRESSIONS
ASSISTANT DE CONSERVATION 1E CL	B	1		0		0					1
ASSISTANT DE CONSERVATION 2ECL	B	0		0		0					0
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	1		0							1
CE ASSISTANTS CONSERVATION	B	7	0	3	0	3	0	0	0	0	7
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 1E CL	C	0		0		0					0
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 2EME CL	C	0		0		0					0
ADJOINT DU PATRIMOINE 1ERE CLASSE	C	1		1		1					1
ADJOINT DU PATRIMOINE 2EME CLASSE	C	6		6		6					6
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0							0
CE ADJOINT DU PATRIMOINE	C	7	0	7	0	7	0	0	0	0	7
SOUS-TOTAL FILIERE CULTURELLE		16	0	12	0	12	0	0	0	0	16
FILIERE MEDICO-SOCIALE				0							0
BIOLOGISTE-VETERINAIRE-PHARMACIEN HORS CL	A	1		1		0					1
BIOLOGISTE-VETERINAIRE-PHARMACIEN 2CL	A	1		0		0					1
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE BIOLOGISTES,VETERINAIRES ET PHARMACIENS	A	2	0	1	0	0	0	0	0	0	2
PSYCHOLOGUE HORS CLASSE	A	1		1		1					1
PSYCHOLOGUE DE CLASSE NORMALE	A	2		2		1					2
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE PSYCHOLOGUES	A	3	0	3	0	2	0	0	0	0	3
MEDECIN HORS CLASSE	A	0		0		0					0
MEDECIN 1CL	A	1		1		0					1
MEDECIN 2CL	A	3		2		1					3
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE MEDECINS	A	4	0	3	0	1	0	0	0	0	4
REEDUCATEUR CADRE SANTE	A	0		0		0					0
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE REEDUCATEUR CADRE SANTE	A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PUERICULTRICE CADRE SANTE SUP	A	5		4		4					5
PUERICULTRICE CADRE SANTE	A	13		7		7					13
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE PUERICULTRICES CADRE SANTE	A	18	0	11	0	11	0	0	0	0	18
PUERICULTRICE CLASSE SUPERIEURE	A	16		16		16					16
PUERICULTRICE CLASSE NORMALE	A	22		18		16					22
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE PUERICULTRICES	A	38	0	34	0	32	0	0	0	0	38
INFIRMIER CLASSE SUPERIEURE	B	1		1		1					1
INFIRMIER CLASSE NORMALE	B	3		0		0					3
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	2		0							2
CE INFIRMIERS	B	6	0	1	0	1	0	0	0	0	6
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF PPAL	B	6		4		4					6
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	B	2		2		1					2
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0							0
CE ASSISTANTS SOCIO-EDUCATIFS	B	8	0	6	0	5	0	0	0	0	8
EDUCATEUR CHIEF JEUNES ENF	B	15		13		13					15
EDUCATEUR PRINCIPAL J ENFTS	B	2		2		2					2

TABLEAU DES EFFECTIFS SIMPLIFIE - DCM DU 25.06.2012

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 21/05/2012	DONT NON-COMPLET	TOTAL POURVU AU 28/05/2012	DONT TPS NOI COMPLET	EFFECTIF POURVU TITULAIRE au 28/05/2012	CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NOI COMPLET	SUPPRESSIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NOI COMPLET	SOLDE EFFECTIFS BUDGETAIRES APRES CREATIONS / SUPPRESSIONS
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	B	39		38		31					39
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0							0
CE EDUCATEURS JEUNES ENFANTS	B	56	0	53	0	46	0	0	0	0	56
MONITEUR-EDUCATEUR	B	1		1		1					1
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0							0
CE MONITEURS EDUCATEURS	B	1	0	1	0	1	0	0	0	0	1
REEDUCATEUR CLASSE SUP	B	0		0		0					0
REEDUCATEUR CLASSE NORMALE	B	1		1		1					1
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0							0
CE REEDUCATEURS	B	1	0	1	0	1	0	0	0	0	1
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 1ERE CL	C	14		12		12					14
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 2EME CL	C	53		47		47					53
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1ERE CLASSE	C	235		220		182					235
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0							0
CE AUXILIAIRES DE PUERICULTURE	C	302	0	279	0	241	0	0	0	0	302
AGENT SPECIAL ECOLE MAT PRINCIPAL 1 ERE CL	C	1		1		1					1
AGENT SPECIAL ECOLE MAT PRINCIPAL 2EME CL	C	25		26		26					25
AGENT SPECIAL ECOLE MAT 1 CL	C	295		286		276					295
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0							0
CE AGENTS SPEC. ECOLES MATERNELLES	C	321	0	313	0	303	0	0	0	0	321
SOUS-TOTAL FILIERE MEDICO-SOCIALE		760	0	706	0	644	0	0	0	0	760
FILIERE SECURITE				0							0
DIRECTEUR DE POLICE MUNICIPALE	A	0		0		0					0
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE DIRECTEUR DE PM	A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHEF SERVICE PAL 1CL	B	1		1		1					1
CHEF SERVICE PAL 2CL	B	2		1		1					2
CHEF SERVICE	B	2		3		3	1				3
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0							0
CE CHEF DE SERVICE DE PM	B	5	0	5	0	5	1	0	0	0	6
CHEF DE POLICE MUNICIPALE	C	0		0		0					0
BRIGADIER CHEF PRINCIPAL	C	57		56		56					57
BRIGADIER	C	48		46		46					48
GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	C	27		20		20					27
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0							0
CE AGENTS DE PM	C	132	0	122	0	122	0	0	0	0	132
SOUS-TOTAL FILIERE SECURITE		137	0	127	0	127	1	0	0	0	138
FILIERE SPORTIVE				0							0
CONSEIL TERR APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE	A	0		0		0	0				0
CONSEIL TERR APS PRINCIPAL 2EME CLASSE	A	1		1		1					1
CONSEIL TERR APS	A	3		3		3					3
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE CONSEILLERS APS	A	4	0	4	0	4	0	0	0	0	4
EDUCATEUR PRINCIPAL 1ere CLASSE	B	11		11		11					11
EDUCATEUR PRINCIPAL 2eme CLASSE	B	2		2		2					2
EDUCATEUR APS	B	5		4		4					5

TABLEAU DES EFFECTIFS SIMPLIFIE - DCM DU 25.06.2012

GRADE OU EMPLOI	CAT	EFFECTIF BUDGETAIRE CM DU 21/05/2012	DONT NON-COMPLET	TOTAL POURVU AU 28/05/2012	DONT TPS NOI COMPLET	EFFECTIF POURVU TITULAIRE au 28/05/2012	CREATIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NOI COMPLET	SUPPRESSIONS DE POSTES SUITE A L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION	DONT TPS NOI COMPLET	SOLDE BUDGETAIRES APRES CREATIONS / SUPPRESSIONS
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	0		0							0
CE EDUCATEURS APS	B	18	0	17	0	17	0	0	0	0	18
OPERATEUR A P S PRINCIPAL	C	2		2		2					2
OPERATEUR A P S QUALIFIE	C	2		1		1					2
OPERATEUR A P S	C	3		3		3					3
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0							0
CE OPERATEURS APS	C	7	0	6	0	6	0	0	0	0	7
SOUS-TOTAL FILIERE SPORTIVE		29	0	27	0	27	0	0	0	0	29
FILIERE TECHNIQUE				0							0
EMPLOI FONCTIONNEL DE DGST	A	1		1		1					1
INGENIEUR EN CHEF CL EXCEPT.	A	10		5		5					10
INGENIEUR EN CHEF CL NORM.	A	14		14		14					14
INGENIEUR PRINCIPAL	A	50		46		42					50
INGENIEUR	A	39		30	1	19					39
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	A	0		0							0
CE INGENIEURS	A	114	0	96	1	81	0	0	0	0	114
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ere CLASSE	B	64		59		59					64
TECHNICIEN PRINCIPAL 2eme CLASSE	B	76		64		63					76
TECHNICIEN	B	33		33		19					33
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	B	3		0							3
CE TECHNICIENS SUP	B	176	0	156	0	141	0	0	0	0	176
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	44		37		37					44
AGENT DE MAITRISE	C	137		126		126					137
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0							0
CE AGENTS DE MAITRISE	C	181	0	163	0	163	0	0	0	0	181
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER CLASSE	C	92		95		95					92
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	136		137		137					136
ADJOINT TECHNIQUE 1ERE CLASSE	C	209		163		163					209
ADJOINT TECHNIQUE 2EME CLASSE	C	1187	7	1183	6	1107					1187
POSTES DU CADRE D'EMPLOIS A POURVOIR	C	0		0							0
CE ADJOINTS TECHNIQUES	C	1624	7	1578	6	1502	0	0	0	0	1624
SOUS-TOTAL FILIERE TECHNIQUE		2095	7	1993	7	1887	0	0	0	0	2095
COLLABORATEURS DE CABINET				0							0
COLLABORATEURS DE CABINET		7		5		0	0	0	0	0	7
SOUS-TOTAL COLLAB. CABINET		7	0	5	0	0	0	0	0	0	7
TOTAL		4293	249	4018	235	3678	13	0	11	11	4295

341



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2012

Max LEVITA rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2012 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	AACT - Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales	180 €
920	6281	ADULLACT - Association Développeurs Utilisateurs Logiciels Libres	4 500 €
920	6281	AEECL - Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	1 750 €
920	6281	AFVPZ - Association Francophone des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	23 €
920	6281	Agropolis International	20 000 €
920	6281	ANPZ - Association Nationale des Parcs Zoologiques	570 €
920	6281	Association des Archivistes Français	110 €
920	6281	ASTEE - Association Scientifique & Technique pour l'Eau & l'Environnement	240 €

920	6281	AVENIO Utilisateurs	60 €
920	6281	AVPU - Association des Villes pour la Propreté Urbaine	2 100 €
920	6281	Biennale des Jeunes Créateurs	1 575 €
920	6281	CEPA - Conservatoire des Espèces et des Populations Animales	1 250 €
920	6281	Devoirs et Droits de l'Homme et du Citoyen	76 €
920	6281	EAZA - Européen association of Zoos and Aquarias	1 843 €
920	6281	Ensemble contre la peine de mort	1 580 €
920	6281	FING - Fondation Internet Nouvelle Génération	4 200 €
920	6281	FNCCR - Fédération Nationale Collectivités Concédantes et Régies	4 600 €
920	6281	ICA - Conseil International des Archives	150 €
920	6281	ICLEI - Conseil International pour les Initiatives Locales	2 500 €
920	6281	Ideal Connaissances	2 700 €
920	6281	ISIS - International Species Informations Systems	1 080 €
920	6281	Ordre des vétérinaires	330 €
920	6281	Réseau Français des Villes Educatrices	715 €
920	6281	SIG LR - Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc Roussillon	300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 52 432 € sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) Fixation du coefficient multiplicateur pour 2013

Max LEVITA rapporte :

Suite à la directive européenne 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de la taxation des produits énergétiques et de l'électricité, la loi NOME n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 a fixé une nouvelle organisation du marché de l'électricité.

Ainsi, en matière de dispositions relatives à la taxation de l'énergie, le régime applicable au profit des communes a été modifié : à compter du 1^{er} janvier 2011, la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité (TCCFE) a remplacé la Taxe Locale sur l'Electricité (TLE).

La TLE, collectée à Montpellier jusqu'en 2010 par les fournisseurs d'électricité et reversée à la Ville, résultait de l'application du taux de 8% aux montants facturés aux consommateurs.

La TCCFE est quant à elle assise sur les quantités consommées et un nouveau cadre juridique a été institué, avec :

1/ Un barème :

0,75 €/MWh pour les consommations non professionnelles,

0,75 €/MWh pour les consommations professionnelles pour une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA,

0,25 €/MWh pour les consommations professionnelles pour une puissance souscrite supérieure à 36 kVA et inférieure ou égale à 250 kVA.

2/ Un coefficient multiplicateur de transition (pouvant aller de 0 à 8 pour les communes) :

Prévu pour 2011 compte tenu de la publication tardive de la loi, le coefficient multiplicateur a permis d'exempter les collectivités où la TLE était déjà instaurée de délibérer, afin de garantir le maintien de la recette en transposant les taux en vigueur.

Ainsi, pour la Ville de Montpellier, un coefficient multiplicateur de 8 a été appliqué en 2011 et la transition entre l'ancien et le nouveau dispositif assurée.

La transposition opérée demeure valable pour les années ultérieures tant qu'une nouvelle délibération ne l'a pas modifiée ou rapportée : le coefficient multiplicateur appliqué en 2012 à Montpellier est de 8. Il apparaît néanmoins nécessaire, à l'issue de la période de transition de l'année 2011, transposée en 2012, de prendre une nouvelle délibération formelle en matière de TCCFE

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De confirmer et fixer à 8 le coefficient multiplicateur appliqué aux tarifs de référence,
- De charger Madame le Maire ou l'Adjoint aux Finances de notifier cette décision aux services préfectoraux, et de les autoriser à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TRODEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Tarifs 2012 - Modifications

Max LEVITA rapporte :

Au nom de la Commission, Max Lévitte rapporte :

Considérant la délibération n° 2011/ 689 du conseil municipal du 16 décembre 2011 relative au tarifs 2012, il est proposé au Conseil municipal de modifier les tarifs suivants :

- 1) Les redevances d'occupation du domaine public pour les échafaudages et matériels de chantiers
- 2) La modification du zonage des terrasses
- 3) Les tarifs du parking Hôtel de Ville

1. Les redevances d'occupation du domaine public pour les échafaudages et matériels de chantiers

Il est proposé au Conseil municipal de modifier les tarifs relatifs aux redevances d'occupation du domaine public :

- pour les échafaudages et matériels de chantiers en intégrant une redevance forfaitaire de 56 € par m² pour 3 mois d'occupation au-delà des 6 premières semaines, renouvelable
- pour les chantiers de ravalement en appliquant le tarif de base de 4.30 € TTC par m² et par semaine lorsque des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France impliquent une augmentation de la durée d'occupation au-delà des 6 premières semaines.

Echafaudages et matériels de chantier	
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, grues, treuils, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection: m² de sol occupé ou projeté au sol. Poulies, écoperches, cordes à nœud, goulottes d'évacuation: l'unité de 2m² forfaitaires.	
Redevance par semaine et par m2 de sol occupé pour les 6 premières semaines	4.30 € TTC
Redevance par semaine et par m2 de sol occupé à partir de la 7ème semaine et au-delà	14.75 € TTC
Redevance forfaitaire par m² pour 3 mois renouvelable au-delà des 6 premières semaines	56.00 € TTC
Chantier de ravalement : redevance par semaine et par m2 de sol occupé en cas de prescription des ABF ayant pour conséquence de rallonger la durée du chantier (au-	4.30 € TTC

2. La modification du zonage des terrasses (Cf : plan de zonage joint en annexe)

Il est proposé au Conseil municipal de modifier la tarification du secteur : place du nombre d'Or, place du Millénaire et les rues adjacentes avec un passage de zone 2 à une tarification en zone 3.

3. La modification de tarification du parking hôtel de Ville

Il est proposé au conseil municipal de modifier les tarifs relatifs à la tarification du parking de l'hôtel de Ville :

1. En permettant la refacturation trimestrielle des places de parking aux agents municipaux, aux élus et pour le pool des véhicules Ville par la régie de recettes du Parking envers la Ville.
2. En intégrant un tarif en cas de perte de la carte d'abonnement du parking de 15 €.

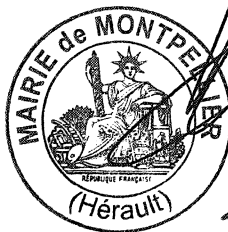
En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'adopter les tarifs qui vous sont proposés.
- De préciser qu'il sera applicable à compter de la transmission de la présente délibération aux services préfectoraux,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012



Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Attributions et réaffectations de subventions Exercice 2012

Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et actions, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

1) Attributions de subventions :

Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative :

Code	Association	IFM	Montant
3679	Bout'Entrain	M	700 €
2331	Comité de quartier Mosson	M	2 000 €
5460	Collectif de Coordination des Comités de Quartier	F	500 €
5460	Collectif de Coordination des Comités de Quartier	M	500 €
122	Majorettes de Montpellier dites Major's Girls	M	2 000 €
Total			5 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la réussite éducative :

Code	Association	IFM	Montant
5011	Cantar e Dansar	F	7 000 €
2037	Anima	F	2 000 €
5012	Compagnie Minibus	M	3 000 €
3628	Adages Espace Famille	M	4 000 €
1596	Association Culturelle Jumelage Montpellier Tlemcem	F	2 000 €
1035	OCCE CRDEP 34	M	1 000 €
3461	Convergences 34	F	1 500 €
3746	Uni'Sons	M	3 000 €
3777	Cité Citoyenne	F	2 000 €
3012	International Education Association of Montpellier Outbond	F	500 €
	OCCE Copernic	M	400 €
Total			26 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages:

Code	Association	IFM	Montant
5008	Casa Amadis	M	1 500 €
5392	MEF 34	M	700 €
3342	Montpellier Hérault Québec	M	500 €
Total			2 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre du sport :

Code	Association	IFM	Montant
687	AIDER	M	1 500 €
406	Echecs Club Montpellier	M	2 000 €
	Team Marcou	M	8 000 €
3367	Association Génération Millénaire	M	1 000 €
102	Football Club du Petit Bard	M	2 000 €
Total			14 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attribution de subvention dans le cadre de la Petite Enfance :

Code	Association	IFM	Montant
2477	Crèche Bamboubulle	I	9 000 €
Total			9 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 906.

Attribution de subvention dans le cadre du droit au logement :

Code	Association	IFM	Montant
5591	CNL Région Languedoc Roussillon	M	1 000 €
Total			1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 16191, nature 6574, chapitre 928.

Attribution de subvention dans le cadre de la santé :

Code	Association	IFM	Montant
	AFFDO – Association Française pour les Familles de Donneurs d’Organes	M	30 000 €
Total			30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 17566, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre des Finances :

Code	Association	IFM	Montant
1863	Media Forma Sud	M	10 000 €
1763	SOS Rétinite	F	2 000 €
Total			12 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

Code	Association	IFM	Montant
5598	CNRS Génopolys	I	50 000 €
Total			50 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 900.

2) Réaffectation de subvention :

Il est proposé au Conseil Municipal de réaffecter la subvention de projet attribuée au GIP DSUA pour un montant de 12 500 € :

Code	Association	IFM	Montant
3486	GIP DSUA	M	12 500 €
Total			12 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2331, 65738, chapitre 928.

3) Report d'affectation de subvention :

Subvention dans le cadre de la qualité de l'espace public :

Code	Association	Nature subv.	Accordé	A reporter
4031	Etat des Lieux	F	850 €	850 €
Total				850 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

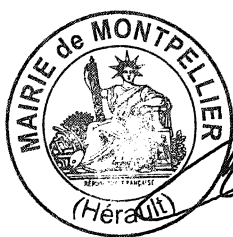
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions, ou le cas échéant, de la lettre notifiée en 2011;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et 20422 pour l'investissement ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012





CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera minimum 2 versements ;

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Montant attribué :€

Thématique :

Code bénéficiaire :



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiairereprésentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiairepoursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiairea sollicité une subvention de euros pour le projet :.....

Considérant que le projet d'équipement de la structure bénéficiairecontribue au développement de la politique de la Ville et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de ce projet.

Le montant total de cette dépense s'élève ainsi à € TTC.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

La subvention est versée à la structure bénéficiaire au fur et à mesure de la transmission des justificatifs de dépenses relatifs à l'équipement subventionné.

Ces justificatifs de dépenses correspondent à la copie des factures revêtue de la mention payée et de la signature du (de la) Président(e) de la structure bénéficiaire.

Le montant de chaque versement est calculé au prorata d'avancement du projet d'équipement. Chaque versement ne pourra être inférieur à 10% du montant total alloué.

Les pièces 1 et 2 sont obligatoires avant tout premier versement.

Le solde de la subvention ne pourra être versé qu'après réception par la Ville de Montpellier des pièces 3, 4, 5 et 6.

- Pièce n°1 : La présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux
- Pièce n° 2 : Un relevé d'identité bancaire
- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant
- Pièce n°4 : Le rapport d'activités 2011
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation de l'équipement
- Pièce n°6 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du président

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 3,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de

Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 24 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :€
Thématique :



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiairereprésentée par.....,
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiairepoursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiairea sollicité une subvention de euros pour le projet

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière deet qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaireune subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet ;
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaires'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces demandées à l'article 3,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :€
Thématique :

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de l'association dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de l'Association,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

**Direction Energie Moyens
Techniques**
Achats et Production
Graphique

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2012 / 336

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Achat d'une machine offset 4 couleurs Autorisation de signer le marché

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat d'une machine offset 4 couleurs destinée à équiper le service Production Graphique de la ville.

Cet appel d'offres ouvert n° 2H69 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics.

Le marché est composé d'1 seul lot.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- prix 60%
- valeur technique de l'offre 36%
- valeur de reprise proposée 4%

La commission d'appel d'offres du 22 mai 2012 a attribué ce marché à la société :

- SIPROUDHIS, 37540 SAINT CYR SUR LOIRE

pour l'acquisition d'une machine offset RYOBI 524 GX, associée au logiciel de pré-réglage CIP3 installé sur un PC inclus dans l'offre, et la reprise de l'ancienne machine couleur offset RYOBI, 2 couleurs, pour un montant de 2 000,00 € HT.

Le marché est conclu à compter de la date de notification, pour un montant total de 312 000,00 € HT.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget investissement 2012 de la Ville : nature 2183, chapitre 900.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Nettoyage et entretien des locaux du Centre Municipal Garosud, de divers locaux municipaux, de la vitrerie et des bardages de l'hôtel de ville Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat du nettoyage et entretien des locaux du Centre Municipal Garosud, de divers locaux municipaux, de la vitrerie et des bardages de l'hôtel de ville.

Cet appel d'offres ouvert n° 1H64 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ces marchés sont sans minimum et sans maximum, ils suivent les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Ces marchés d'un montant total estimé de 205 000 € HT/an sont répartis en 3 lots :

Désignations des lots et descriptifs des besoins	Montants des commandes estimés / an € HT
Lot n°1 : Nettoyage et entretien des locaux du Centre Municipal Garosud	80 000
Lot n°2 : Nettoyage et entretien de divers locaux municipaux	100 000
Lot n°3 : Nettoyage de la vitrerie et des bardages de l'Hôtel de Ville	25 000

Les marchés sont conclus de la notification jusqu'au 31/12/2012 pour la première période, ils sont ensuite renouvelables par tacite reconduction pour 2013, 2014 et 2015. Ils peuvent donc être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- valeur technique de l'offre 60%
- prix 40%

La commission d'appel d'offres du 29 mai 2012 a attribué ces marchés aux sociétés :

- DERICHEBOURG, 94478 BOISSY ST LEGER, pour le lot 1,
- SUD SERVICES, 34171 CASTELNAU LE LEZ, pour le lot 2,
- ALPIROC, 34150 GIGNAC, pour le lot 3

Les crédits sont inscrits aux budgets fonctionnement de la Ville : nature 6283 toutes fonctions.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser le prélèvement des sommes correspondantes sur les imputations budgétaires citées plus haut ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26/06/2012



Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Réforme de matériels et véhicules

Max LEVITA rapporte :

1) Réforme de véhicules : service Parc Auto

Suite à l'acquisition des véhicules pour l'exercice 2012, il convient de réformer les véhicules remplacés dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente estimés par le service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

2) Réforme de matériels informatiques : service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2012, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne pouvant être directement déposé en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de dépolluer les écrans et de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 2 rue Jacques Draparnaud 34 000 MONTPELLIER a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Il est donc proposé de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

3) Réforme de matériels : service Restaurants Scolaires

Suite à l'acquisition de quatre fours et d'une nouvelle chaîne de conditionnement il convient de réformer les matériels désignés ci-dessous. Ils seront mis en déchetterie vu leur état de vétusté.

- 4 fours mixte à gaz (1993) – Marque CLEVELAND – Type : TWG 220 - 20 niveaux GN 2/1 équipé filtre à graisse + sonde
- 12 Chariots d'approche CLEVELAND TWG 220

- 12 Echelles amovibles CLEVELAND TWG 220
- 2 Thermofilmeuses universelles RESTOP 3
- 4 Convoyeurs
- 5 Empreintes RESCAPLAST/RESCAFRAIS

4) Réforme de matériels : service DAP

Suite à l'état de vétusté des matériels (désignés ci-dessous), il convient de les réformer.

- 1 scie circulaire mise à prix 200 €
- 1 aspirateur mise à prix 50 €

Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire d'un site internet spécialisé. Les frais seront d'environ 10% sur les matériels effectivement vendus.

5) Réforme de mobiliers et matériels : service Achats et Production Graphique

Suite au déménagement des services au nouvel hôtel de Ville, il convient de réformer les mobiliers ci-dessous.

- 1 table lumineuse.

Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire d'un site internet spécialisé.

Les frais seront d'environ 10% sur le matériel effectivement vendu.

- 9 tables
- 1 bureau
- 16 chaises

Ces équipements seront donnés à titre gracieux aux associations suivantes qui en ont fait la demande :

- Justice pour le Petit Bard (2 tables + 4 chaises)
- Secours Populaire (2 tables + 4 chaises)
- Association des Retraités de Paul Valéry (3 tables + 1 bureau + 4 chaises)
- Association Sportive Celleneuve (ASC) (2 tables + 4 chaises)

Cette cession s'apparente à une subvention en nature et devra être valorisée dans les comptes de l'association, ainsi que dans le compte administratif de la Ville. La valeur vénale moyenne est de 300 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de déclarer réformés, ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe,
- d'autoriser la vente des véhicules et matériels réformés du service Parc Auto aux enchères,
- d'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement,
- d'autoriser la mise en déchetterie des matériels du service Restaurants scolaires,
- d'autoriser la mise en vente par l'intermédiaire d'un site internet de matériels du service DAP et SAPG,
- d'autoriser la cession de mobiliers à titre gracieux aux quatre associations mentionnées ci-dessus,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012



REFORME MATERIELS ET VEHICULES

Type	Marque et modèle	Code parc	Immatriculation	Date mise en service	Kilométrage	Commentaire	Estimation
VTT	GITANE VTT ROCKS 12T	36	121101VRF0	01/04/2003		Epave	0 €
Berline	PEUGEOT 106	314	1610ZQ34	17/12/2001	160 000	Véhicule inondé	300 €
Fourgonnette	RENAULT KANGOO	691	7894YG34	30/09/1998	117 000	Vétuste / système GPL HS	300 €
Fourgonnette	CITROEN BERLINGO	709	2672YS34	28/10/1999	93 000	Vétuste / système GNV HS	300 €
Fourgon	RENAULT TRAFIC	866	1648YS34	22/10/1999	160 000	Vétuste	400 €
Fourgon	RENAULT TRAFIC	886	8856YX34	11/05/2000	108 000	Vétuste	400 €
Plateau	IVECO 35U8	904	5977XP34	30/07/1996	141 000	Vétuste	400 €
Nacelle	EGI	969	388ALZ34	09/03/2005	32 000	Manque de fiabilité	5 000 €
Banc alternateur / Démarreur	MOTOPLAT / CV 21 LE		559	1984		Matériel obsolète	200 €
Karcher	KARCHER IPX5		24597	2001		Hors service	0 €
Equilibreuse	RAVAGLIOLI s.p.a G120 I		n° série 01788			Problème étalonnage	100 €

REFORME Imprimantes

N° de série	Désignation	Constructeur	N° de série	Désignation	Constructeur
891FHPG	Optra E323	LEXMARK	790YKB4	Optra T640	LEXMARK
0048740	Optra M410	LEXMARK	WNC310619	Phaser 7400DN	XEROX
4521385	Optra M410	LEXMARK	VDY899220	Phaser 3150	XEROX
4556840	Optra M410	LEXMARK	68c5609	Optra T610	LEXMARK
68N8138	Optra T610	LEXMARK	RPC180692	Phaser 8400N	XEROX
891FKFZ	Optra E323	LEXMARK	68Q9488	Optra T610	LEXMARK
68C5652	Optra T610	LEXMARK	68C5654	Optra T610	LEXMARK
991DBCH	Optra T630	LEXMARK	VDY884434	Phaser 3150	XEROX
991BD2W	Optra T630	LEXMARK	7910R6R	Optra T640	LEXMARK
68B0859	Optra T610	LEXMARK	08145	Optra E322	LEXMARK
AF30002165	Stylus Color 3000	EPSON	VDY964034	Phaser 3150	XEROX
720K3P9	Optra E330	LEXMARK	68c5092	Optra T610	LEXMARK
890PV8P	Optra E322	LEXMARK	620B7L5	E350	LEXMARK
3806GLD	Optra E330	LEXMARK	0111111111	Optra E321	LEXMARK
790Y6DB	Optra T640	LEXMARK	VDY898932	Phaser 3150	XEROX
890QZ1C	Optra E322	LEXMARK	VDY899219	Phaser 3150	XEROX
WNC757785	Phaser 7400DN	XEROX	VDY899215	Phaser 3150	XEROX
WNC757704	Phaser 7400DN	XEROX	VDY898427	Phaser 3150	XEROX
7910RCP	Optra T640	LEXMARK	VDY898420	Phaser 3150	XEROX
620B7LG	Optra E350d	LEXMARK	CNVM225222	LaserJet 5L	HEWLETT PACKARD
620B96W	Optra E350	LEXMARK	6209C0T	Optra E350D	LEXMARK
890HKKN	Optra E322	LEXMARK	RPC158113	Phaser 8400	XEROX
89085L5	Optra E322	LEXMARK	CN5581H101	Deskjet 3940	HEWLETT PACKARD
SG7951J0YY	DeskJet 890C	HEWLETT PACKARD	REU766109	Phaser 5500	XEROX
4521340	Optra M410	LEXMARK		Optra T610	LEXMARK
4520117	Optra M410	LEXMARK	VDY898431	Phaser 3150	XEROX
890QZ01	Optra E322	LEXMARK	VDY898913	Phaser 3150	XEROX
890PTVW	Optra E322	LEXMARK	VDY898912	Phaser 3150	XEROX
99192VN	Optra T630	LEXMARK	68-L9780	Optra T610	LEXMARK
890pv8q	Optra E322	LEXMARK	9922YC8	Optra T630	LEXMARK
68B0862	Optra T610	LEXMARK	720K3P1	Optra E330	LEXMARK
68S6124	Optra T610	LEXMARK	6209MLW	Optra E350d	LEXMARK
6856124	Optra T610	LEXMARK	DCA161658	Phaser 6360DN	XEROX
68S6123	Optra T610	LEXMARK	VDY900733	Phaser 3150	XEROX
720k0r6	Optra E330	LEXMARK	620896Y	Optra E350d	LEXMARK
890HM84	Optra E322	LEXMARK	3806G4T	Optra E330	LEXMARK
68S6081	Optra T610	LEXMARK	6209CBZ	Optra E350D	LEXMARK
68S6119	Optra T610	LEXMARK	620B93H	E350D	LEXMARK
68S6120	Optra T610	LEXMARK	790YK80	Optra T640	LEXMARK
RPC162460	Phaser 8400	XEROX	6209CLV	Optra E350D	LEXMARK
68B0860	Optra T610	LEXMARK	0031447	Optra M410	LEXMARK
68s6318	Optra T610	LEXMARK	68-R9352	Optra T610	LEXMARK
N4PG2700	Optra T610	LEXMARK	??	Optra E350d	LEXMARK
9916TPH	Optra T630	LEXMARK	620898F	Optra E350d	LEXMARK
890HWG5	Optra E321	LEXMARK	620F5MH	Optra E350d	LEXMARK
89148HF	Optra E322	LEXMARK	620L45B	Optra E350d	LEXMARK
991GN81	Optra T630	LEXMARK	6209NZX	E350d	LEXMARK
68B5634	Optra T610	LEXMARK	6209M3W	E350d	LEXMARK
8802NLD	Optra E321	LEXMARK	6209P0N	Optra E350d	LEXMARK
4547998	Optra M410	LEXMARK	89 FHMB	Optra E323	LEXMARK
890HM7B	Optra E322	LEXMARK	7910RC0	Optra T640	LEXMARK
890HWBF	Optra E321	LEXMARK	620 3g5	E352Dn	LEXMARK
6856320	Optra T610	LEXMARK	620 1MHD	Optra E350d	LEXMARK
68-S6319	Optra T610	LEXMARK	8901 TVM	Optra E322	LEXMARK
991BD2P	Optra T630	LEXMARK	7910 3DH	Optra T640	LEXMARK
8900555	Optra E323	LEXMARK	792037B	Optra T640	LEXMARK
es5k038533	Stylus Photo 1290	EPSON	79100DH	Optra T640	LEXMARK
4500361	Optra M410	LEXMARK	792087B	Optra T640	LEXMARK

REFORME Unités Centrales

Fabricant	Numéro de série	Modèle	Fabricant	Numéro de série	Modèle
Dell Inc.	7J8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	6MC3K2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	4J8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	HF8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	6G8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	B6XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	D581L1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	48XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	3H8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	37XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	1J8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	28XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	57XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	1481L1J	OptiPlex GX280
Dell Inc.	FNPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	2H8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	CNPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	96XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	2NPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	77XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	2BX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	DDMHK2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	3CX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	3VMHK2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	CDX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	2VMHK2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	1H8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	FDMHK2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	JJ8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	DJ21L1J	OptiPlex GX280
Dell Inc.	H5XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	D481L1J	OptiPlex GX280
Dell Inc.	C8XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	9881L1J	OptiPlex GX280
Dell Inc.	58B9R2J	OptiPlex 745	Dell Inc.	1H8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	5LXLH1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	G8XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	GBH842J	Precision WorkStation 380	Dell Inc.	15XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	CV8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	GH8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	9FB9R2J	OptiPlex 745	Dell Inc.	F8XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	JFB9R2J	OptiPlex 745	Dell Inc.	HH8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	8DLXB3J	Precision WorkStation 390	Dell Inc.	35XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	BDLXB3J	Precision WorkStation 390	Dell Inc.	BJ8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	8JD8Y2J	OptiPlex 745	Dell Inc.	JH8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	6LC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	17XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	9PPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	J6XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	2H21L1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	66XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	J981L1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	JLXKM2J	Precision WorkStation 390
Dell Inc.	77MRW1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	9DX3K2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	D981L1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	16XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	6J8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	28XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	5J8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	37XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	3RPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	F6XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	6NPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	8781L1J	OptiPlex GX280
Dell Inc.	7PPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	C6XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	5NPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	48XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	BNPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	4K8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	1RPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	CH8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	JCX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	9H8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	BDX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	45XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	HBX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	D8XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	4DX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	3PC3K2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	9MC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	8NC3K2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	8PC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	65XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	2MC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	7H8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	DNC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	46XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	GNC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	6H8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	DGX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	96XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	BHX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	85XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	B5XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	F6XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	8PPHG2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	CH8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	77XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	2BX3K2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	8MC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	9LC3K2J	OptiPlex GX520

REFORME Unités Centrales

Fabricant	Numéro de série	Modèle	Fabricant	Numéro de série	Modèle
Dell Inc.	DNC3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	2LXLH1J	OptiPlex GX280
Dell Inc.	J099Q1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	HG8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	F881L1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	27XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	67XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	G7XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	8G8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	4H8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	6K8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	18XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	DV8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	BH8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	2J8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	8J8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	GJ8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	3K8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	GFX3K2J	OptiPlex GX520	Dell Inc.	8H8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	F5XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	BG8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	B6XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	FG8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	HF8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	B8XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	8X0YK1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	9J8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	G481L1J	OptiPlex GX280	Dell Inc.	FJ8YW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	J5XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	38XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	97XYW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	C5XYW1J	OptiPlex GX620
Dell Inc.	DH8YW1J	OptiPlex GX620	Dell Inc.	41GLF2J	OptiPlex GX520
Dell Inc.	N/A	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	36XYW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	D6XYW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	J7XYW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	3MC3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	2PC3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	25XYW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	HNPHG2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	F5XYW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	FV8YW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	6RPHG2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	2PPHG2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	8LC3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	CGX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	FDX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	2GX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	4GX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	GBX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	6BX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	4HX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	2NC3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	CFX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	6DX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	C9X3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	DBX3K2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	HJ8YW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	DPPHG2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	BV8YW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	4581L1J	OptiPlex GX280			
Dell Inc.	F781L1J	OptiPlex GX280			
Dell Inc.	GNPHG2J	OptiPlex GX520			
Dell Inc.	HG21L1J	OptiPlex GX280			
Dell Inc.	85XYW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	86XYW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	75XYW1J	OptiPlex GX620			
Dell Inc.	H481L1J	OptiPlex GX280			
Dell Inc.	4Q21L1J	OptiPlex GX280			

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Association « Maison de Montpellier à CHENGDU » Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale

Max LEVITA rapporte :

L'association « Maison de Montpellier à Chengdu » a pour but d'assurer la gestion de la Maison ouverte à Chengdu, ville jumelle de Montpellier. Elle suscite l'animation indispensable à l'action de la Maison au plan culturel, touristique, technique et économique. Elle assure également la promotion de la Ville de Montpellier, de son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, et du dynamisme de son artisanat notamment à travers la promotion de produits artisanaux de Montpellier et de son agglomération.

Conformément aux nouvelles dispositions statutaires de l'association adoptées de l'Assemblée générale extraordinaire du 28 février 2012, la Ville de Montpellier, en qualité de membre actif, a vu le nombre de ses représentants au sein de l'Assemblée générale de l'Association de la Maison de Montpellier à Chengdu, passer d'un à quatre membres représentant le Conseil Municipal.

Pour faire suite à cette évolution statutaire, il convient donc de procéder à la désignation de nouveaux représentants.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner les représentants de la Ville dans cette instance.

Ont été élus :

- Perla Danan,
- Michel Aslanian,
- Jean-Louis Gely,
- Jacques Touchon.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 26/06/2012

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Convention relative à la vérification des conditions du regroupement familial

Max LEVITA rapporte :

La procédure de regroupement familial est définie par le décret n° 2011-1049 du 6 septembre 2011 pris pour l'application de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 qui précise le rôle de chaque intervenant :

- l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) est désormais « guichet unique » pour le dépôt des demandes de regroupement familial,
- le Maire vérifie si les conditions de logement et de ressources sont remplies,
- le Préfet prend la décision finale qui est communiquée par l'OFII aux autorités concernées, notamment au maire du domicile de la famille étrangère.

La mission de vérification des conditions de logement et de ressources peut être confiée à des agents spécialement habilités des services de la commune ou, à la demande du Maire, à l'OFII. La Ville de Montpellier a adopté cette dernière solution depuis 2005.

Toutefois, le décret précité a introduit un nouvel article codifié au R 421-15-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) ainsi rédigé : « *Le recours du maire aux services de l'OFII peut faire l'objet d'une convention d'organisation conclue avec le directeur général de l'office* ». Par courrier du 18 janvier 2012, l'OFII demande à Madame le Maire de formaliser cette délégation par une convention tripartite.

D'une durée d'un an, reconductible par tacite reconduction, cette convention définit les niveaux de délégation, niveau I : enquête logement seule, niveau II enquête logement et enquête ressources. Elle permettra de pérenniser la délégation du Maire à l'OFII (niveau II).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'adjoint délégué, à signer cette convention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 26/06/2012



CONVENTION RELATIVE A LA VÉRIFICATION DES CONDITIONS DU REGROUPEMENT FAMILIAL

Entre

Le Préfet de L'HERAULT

**Le Directeur Territorial à Montpellier
de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration**

et

Le Maire de Montpellier

Vu la loi n°2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et la nationalité,
Vu le décret n°2011-1049 du 06 septembre pris pour l'application de la loi n°2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et la nationalité et relatif aux titres de séjour,
Vu la circulaire n° NOR INT/D/06/00009/C du 17 janvier 2006 relative au regroupement familial des étrangers,
Vu la circulaire n° NOR IOCL1130031C du 21 novembre 2011 relative aux modalités d'application du décret n°2011-1049 du 06 septembre pris pour l'application de la loi n°2011-672 du 16 juin 2011 et relatif aux titres de séjour,
Vu l'article R.421-15-1 du Code de l'Entrée, du Séjour Et du Droit d'Asile,

Le Préfet de l'Hérault, désigné dans la présente par Le Préfet de l'Hérault, Mr BALAND

L'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) représenté par Eric ROSE, Directeur Territorial de l'OFII à Montpellier, désigné dans la présente par L'OFII

et

Le Maire de la commune de MONTPELLIER, désigné dans la présente convention par Le Maire

La loi n°2003-119 du 26 novembre 2003 a confié aux maires un rôle éminent dans la procédure de regroupement familial puisqu'il est chargé depuis lors de la vérification des conditions de logement et de ressources.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des échanges d'informations entre le Maire et l'OFII concernant cette procédure de regroupement familial en permettant une uniformisation des pratiques et une dématérialisation de ces échanges qui à terme faciliteront les processus d'informations.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Afin de :

- Prendre en compte la demande de l'étranger dans les meilleures conditions
- Communiquer au demandeur dès le dépôt de sa demande qui du Maire ou de l'OFII effectuera les enquêtes
- Organiser au mieux la vérification des conditions de ressources et de logement

Le Maire a la possibilité de déléguer à l'OFII tout ou partie des enquêtes selon les 2 niveaux de délégation définis ci-dessous:

Niveau I - l'enquête logement

Niveau II - l'enquête logement et l'enquête ressources

Le choix du Maire concernant ce niveau de délégation est défini à l'article 2.

Cette délégation concerne les dossiers de regroupement familial déposés par des ressortissants étrangers relevant du CESEDA et résidant dans la commune de Montpellier conformément à l'article R.421-11 du CESEDA.

Article 2 : Modalités d'application

Pour informer le Maire d'une demande de regroupement familial déposée par un ressortissant étranger résidant dans sa commune, l'OFII lui adresse de manière dématérialisée (ou par courrier) le CERFA n° 11436*04 « demande de regroupement familial » dès le dépôt du dossier.

☐ Niveau I - le Maire délègue à l'OFII la réalisation de l'enquête logement seule

- a) Le maire s'engage à vérifier les conditions de ressources dans le délai de deux mois à compter de la transmission au Maire du CERFA par l'OFII.
- b) L'OFII s'engage à vérifier les conditions de logement dans le même délai et à transmettre au Maire le compte rendu de son enquête.
- c) Au vu des éléments portés sur les comptes-rendus des enquêtes logement et ressources, le maire s'engage à émettre un avis motivé sur ces documents ainsi que sur le CERFA et à les retourner dans un délai maximal de 15 jours (à compter de la date d'envoi de ces documents) à l'OFII par voie dématérialisée (à l'adresse suivante :@ofii.fr) ou par courrier pour transmission au Préfet.

☒ Niveau II - le Maire délègue à l'OFII la réalisation des enquêtes logement et ressources

- a) L'OFII s'engage à vérifier les conditions de ressources et de logement dans le délai de deux mois à compter de la transmission au Maire du CERFA.
- b) L'OFII s'engage à transmettre les comptes-rendus des enquêtes logement et ressources au Maire dans le délai imparti.
- c) Au vu des éléments portés sur les comptes-rendus des enquêtes logement et ressources, le Maire s'engage à émettre un avis motivé sur ces documents ainsi que sur le CERFA et à les retourner dans un délai maximal de 15 jours (à compter de la date d'envoi de ces documents) à l'OFII pour transmission au Préfet.

Les signataires de la présente convention gèrent, chacun en ce qui le concerne, l'approvisionnement auprès de l'imprimeur Berger Levraut et le financement des formulaires « enquête logement » et « enquête ressources ».

Article 3 : Cas particuliers

Dans certains cas particuliers qu'il lui appartient de définir, le Maire se réserve la possibilité d'effectuer l'ensemble des enquêtes même s'il a opté à l'article 2 pour une délégation de niveau II ou de saisir l'OFII aux fins d'effectuer les enquêtes logement et ressources même s'il opté à l'article 2 pour une délégation de niveau I.

Il doit dans ce cas en informer l'OFII dès réception du CERFA.

Article 4 : Compléments d'instruction

L'OFII procède à des compléments d'enquêtes si :

- Le Maire n'a rendu aucun avis exprès sur les enquêtes qu'il a réalisées ou l'avis est intervenu au-delà du délai imparti de deux mois.
- Le Maire a rendu un avis motivé mais le calcul des ressources n'a pas été effectué conformément aux termes de la circulaire du 17 janvier 2006: il n'a notamment pas été

réalisé sur la base du brut (à l'exclusion des retraités pour lesquels le calcul s'effectue sur le net) ou sur la période de référence appropriée.

- Le Maire a rendu un avis motivé mais les vérifications des conditions de logement sont incomplètes.

L'OFII en informe le Maire.

Article 5 : Formation des intervenants

L'OFII peut, sur demande du maire, former les personnels de la mairie aux modalités de réalisation des enquêtes logement et ressources.

Article 6 : Transmission d'informations

L'OFII s'engage à transmettre au Maire, par voie dématérialisée ou par courrier, pour tous les dossiers de regroupement familial déposés :

- La décision du Préfet (favorable ou défavorable)
- La date de délivrance du visa de long séjour valant titre de séjour (VLSTS) ainsi que la date de validation par l'OFII de ce VLSTS pour le conjoint bénéficiaire
- Un état statistique annuel des compléments d'enquêtes réalisés par l'OFII
- Un état statistique annuel des dossiers de regroupement familial concernant sa commune

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de un an à compter de sa signature. Elle pourra être renouvelée par tacite reconduction. En cas de non-renouvellement ou de résiliation avant terme, à la demande de l'une des deux parties, par lettre recommandée avec accusé réception, un préavis de trois mois doit être respecté.

Fait en trois exemplaires,

A Montpellier, le

Le Préfet de
Montpellier

Le Directeur Territorial
de l'OFII à Montpellier

Eric ROSE

Le Maire de la commune
de Montpellier



Liberté • Égalité • Fraternité

MAIRIE DE MONTPELLIER
DEPARTEMENT
ACTION SOLIDAIRE



OFII
OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION
ET DE L'INTÉGRATION

25 JAN. 2012

REF

transmis :

*ou) Mari de notre ville - Paris a pu
et de notre ville - Paris a pu
celle correspond à ce que
Madame le Maire, nous faisons déjà...*

20-07-10

*A examiner en opportunité
et à présenter au
Maire en C.D.*

In 25/01

Montpellier, le 18 janvier 2012

Par décret n°2011-1049 du 6 septembre 2011 pris pour l'application de la loi n°2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et la nationalité et relatif aux titres de séjour, la procédure de regroupement familial applicable aux ressortissants étrangers non communautaires relevant du CESEDA, a été modifiée sur quelques points.

- L'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) est désormais « guichet unique » pour le dépôt des demandes de regroupement familial.
- L'OFII est chargé de communiquer la décision du Préfet aux autorités concernées notamment au maire du domicile de la famille étrangère.
- En ce qui concerne l'instruction de la demande et plus particulièrement la vérification des conditions du regroupement familial, l'article R.421-11 du CESEDA n'a pas été modifié.

En revanche, le décret précité a introduit un nouvel article codifié au R.421-15-1 ainsi rédigé : « Le recours du maire aux services de l'Office français de l'immigration et de l'intégration peut faire l'objet d'une convention d'organisation conclue avec le directeur général de l'office. ».

Cette nouvelle possibilité offerte par la réglementation vise à organiser au mieux la vérification des conditions du regroupement familial. En effet, lorsque le maire souhaite confier la réalisation des enquêtes logement et/ou ressources à l'OFII, les modalités de cette dernière peuvent être définies dans la convention et permettre ainsi une gestion optimale des enquêtes dans le respect du délai réglementaire de deux mois mentionné au R.421-11.

Madame le Maire, si vous le souhaitez, l'OFII de Montpellier se tient à votre disposition pour le conventionnement, vous pouvez contacter à cette fin Monsieur Motte à roger.motte@ofii.fr. En l'absence de réponse de votre part et/ou de demande de conventionnement, l'enquête logement et ressource sera réalisée par vos services.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait que l'OFII n'est plus chargé d'approvisionner les mairies pour les formulaires d'enquêtes logement et ressources. Pour votre information, ces imprimés sont disponibles auprès de l'imprimerie Berger Levraut (03 83 38 83 83).

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

La Directrice Territoriale
adjointe
Par procuration
Caroline NIZARD

Direction Réglementation
Publique
Service Affaires Civiles Militaires
et Funéraires

Mairie de Montpellier
1 Place Francis Ponge
34064 Montpellier Cedex 2
Téléphone 04 67 34 70 00
Fax 04 67 34 59 80

Montpellier, 15 juillet 2005
Réf. HP/PR-37/05

Ville de



Montpellier

Le Maire de la Ville de Montpellier

A

Monsieur Alain HONNET
Délégué Régional de l'ANAEM
4, rue Jules Ferry
34000 Montpellier

Objet : Regroupement familial

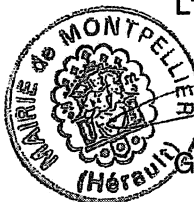
Monsieur le Délégué Régional,

Comme suite à la communication de Monsieur Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, en date du 27/06/2005, anticipant la circulaire ministérielle d'application des nouvelles dispositions relatives au contrôle des ressources et logement des requérants au regroupement familial, je vous informe que la ville de Montpellier est dans l'impossibilité de diligenter les enquêtes pré-citées.

Je requiers, en conséquence, votre concours pour l'ensemble des dossiers que vous serez amené à instruire.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Régional, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué



Ghislaine BEGIN

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat Ville – Services départementaux incendie et de secours

Jacques TOUCHON rapporte :

La Ville de Montpellier propose au public une « échappée belle » en pleine nature aux portes Nord de la ville. En effet, avec une superficie de 80 hectares et 11 km de chemins, le parc zoologique et la Réserve de Lez accueillent chaque année près de 600 000 visiteurs dont une très grande majorité de familles avec de jeunes enfants. Les enfants des écoles et des centres de loisirs y trouvent également des ressources culturelles et scientifiques. Les 30 hectares du bois de Montmaur qui présentent un cadre exceptionnel pour la pratique sportive et la promenade sont elles aussi assidûment fréquentées.

Ces espaces boisés de garrigue présentent ainsi que tout lieu similaire dans notre région méditerranéenne des risques en matière de feux de forêt, risques contre lesquels il convient de se prémunir au maximum.

Dans ce but, le Parc Darwin entend mettre en œuvre tous les moyens propres à assurer cette sécurité. Au-delà des moyens humains et matériels mobilisés en propre, la Ville de Montpellier a donc souhaité s'appuyer sur les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

Cet appui porte d'une part sur la mise à disposition d'un véhicule d'intervention léger avec un équipage de 2 personnes tous les après-midis de 13h00 à 20h00, en période de risque sévère, très sévère et exceptionnel, et d'autre part sur la mise en place d'un circuit court d'information sur l'analyse du risque météo associé à un ordre d'opération concernant le SDIS comme les services de la ville.

Ainsi, entre 17h et 18h pendant la période à risque, un contact quotidien sera mis en place entre la Direction du Parc Darwin et le CODIS / PC Feu pour prendre connaissance du dernier bulletin prévisionnel et en déduire les mesures opérationnelles à mettre en place. Un contact quotidien aura également lieu le matin avant 10 heures afin d'adapter les mesures de sécurité du parc Darwin, du bois de Montmaur et de la réserve naturelle aux évolutions des conditions de risques.

Exceptionnellement, le CODIS pourra interrompre la mise à disposition du véhicule et des personnels en cas de nécessité de mobilisation de l'ensemble de ses moyens pour faire face à une situation opérationnelle difficile . La direction du Parc Darwin prendra alors les mesures de sécurité en conséquence.

Ces dispositions font l'objet de deux conventions, l'une concernant les jours de semaine, l'autre concernant les dimanches et jours fériés, pour un montant journalier sur la période estivale de 455 €TTC pour les jours de semaine, et de 497 € TTC pour les dimanches et jours fériés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la démarche présentée, ainsi que les deux modèles de convention joints en annexe,
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville,
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX





CONVENTION

Entre: Le Service Départemental d'Incendie et de secours de l'Hérault, régulièrement représenté par Michel Gaudy, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S

Et: MAIRIE - Hôtel de Ville
34000 MONTPELLIER

Il est convenu ce qui suit

Le SDIS de l'Hérault peut-être sollicité par des tiers pour assurer des prestations spécifiques n'entrant pas dans le cadre des missions dévolues au SDIS et définie par l'article 2 de la Loi N°96.369 du 03 mai 1996. L'article 42 permet au SDIS de prévoir une participation des bénéficiaires de la prestation, aux frais des services rendus.

Article 1 : Objet de la convention

- Mise à disposition d'un service de sécurité
 - Nature de la manifestation: ZOO - Service de sécurité jour ouvré
 - Date - Horaire et Lieux
- de 13 h à 19 h jour ouvré
à compter du 1/07/12 jusqu'à la fin de la saison feux de forêts 2012

Article 2 : Disponibilité opérationnelle

Le bénéficiaire reconnaît que les moyens mis à sa disposition conservent une disponibilité opérationnelle intégrale au bénéfice du service public de secours, en cas de besoins. Le bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance que les moyens mis à sa disposition peuvent être retirés à tout moment pour les motifs sus-cités et sans préavis, en cas de service de sécurité sapeurs-pompiers imposé par une commission de sécurité, il s'engage à faire cesser sa manifestation immédiatement suite au départ des moyens visés par la présente convention. La facturation des moyens est alors établie au prorata temporis ; le bénéficiaire déclare dans la présente, renoncer à tout recours aux frais de dédommagement contre le SDIS 34.

Article 3 : Description des moyens

Description des véhicules	Nombre d'heures d'opération en journée			
	Personnel	Jour	Nuit	Total
CCFL	1	6	0	6

Article 4 : Dispositions financières

La participation du bénéficiaire aux frais de mise à disposition des moyens est conforme au tableau de tarification établi par délibération du Conseil d'Administration du SDIS N°2011-057 du jeudi 30 juin 2011

Article 5 : Prise en charge alimentaire et hébergement

La restauration et l'hébergement éventuels des personnels mis à disposition sont à la charge du bénéficiaire. Toutefois, le Sdis peut fournir ces prestations qui seront alors facturées dans la présente convention

Article 6 : Responsabilité civile - prêt de matériel

En cas de prêt de matériel, seul le bénéficiaire, déclare par la présente être titulaire d'une assurance couvrant les dommages éventuels qu'il causerait à un tiers ainsi que les dommages qu'il causerait à ces matériels du fait de leur utilisation ou de leur emploi

Article 7 : Annulation - Coordonnées

En cas d'annulation de la manifestation (sportive ou culturelle), l'organisateur devra prendre contact avec le CODIS 34 au 04 67 10 30 30. Cette information devra être transmise au plutôt, et dans tous les cas, deux heures au plus tard avant le début de la manifestation. Il en sera de-même, dans le cas où les moyens du SDIS seraient en retard.

Article 8 : Tarification :

Le montant des frais inhérents à la prestation à assurer est détaillé dans le tableau suivant :

Véhicules		CCFL	Prix TTC pour ce véhicule
1	-----	-----	600,00 €
0	-----	Forfait administratif moins de 3 véhicules	50,00 €

Article 9 : Informations complémentaires :

Un ordre d'opération accompagnant la convention financière sera élaboré par le SDIS et contresigné par le directeur général des services de la ville de Montpellier pour les mesures qui la concernent

Pour les collectivités territoriales qui contribuent au budget du sdis, une réduction de 30 % est appliquée sur l'ensemble des éléments facturés.

le présent état est arrêté à la somme de Quatre cent cinquante-cinq euros

Après signature de la convention et réalisation de la prestation, le SDIS fera parvenir une facture détaillée ainsi qu'un titre de recette correspondant afin de procéder au règlement

Bon pour accord: **Date:**

Pour le Président par délégation

Le Directeur du SDIS

Signature du bénéficiaire :



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
Service Opérations
Groupement Gestion des Risques

CONVENTION

Entre: Le Service Départemental d'Incendie et de secours de l'Hérault, régulièrement représenté par Michel Gaudy, Président du Conseil d'Administration du S.D.I.S

Et: MAIRIE - Hôtel de Ville
34000 MONTPELLIER

Il est convenu ce qui suit

Le SDIS de l'Hérault peut-être sollicité par des tiers pour assurer des prestations spécifiques n'entrant pas dans le cadre des missions dévolues au SDIS et définie par l'article 2 de la Loi N°96,369 du 03 mai 1996. L'article 42 permet au SDIS de prévoir une participation des bénéficiaires de la prestation, aux frais des services rendus.

Article 1 : Objet de la convention

_ Mise à disposition d'un service de sécurité

- Nature de la manifestation: ZOO - Service de sécurité jour férié ou dimanche

- Date - Horaire et Lieux

de 13 h à 19 h jour férié ou dimanche

à compter du 1/07/12 jusqu'à la fin de la saison feux de forêts 2012

Article 2 : Disponibilité opérationnelle

Le bénéficiaire reconnaît que les moyens mis à sa disposition conservent une disponibilité opérationnelle intégrale au bénéfice du service public de secours, en cas de besoins.

Le bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance que les moyens mis à sa disposition peuvent être retirés à tout moment pour les motifs sus-cités et sans préavis, en cas de service de sécurité sapeurs-pompiers imposé par une commission de sécurité, il s'engage à faire cesser sa manifestation immédiatement suite au départ des moyens visés par la présente convention. La facturation des moyens est alors établie au prorata temporis ; le bénéficiaire déclare dans la présente, renoncer à tout recours aux frais de dédommagement contre le SDIS 34.

Article 3 : Description des moyens

Désignation du véhicule	Personnel	Nombre d'heure (Exprimé en décimale)			
		Jour	Nuit	Férié	Cumul Total
CCFL	1	0	0	6	6

Article 4 : Dispositions financières

La participation du bénéficiaire aux frais de mise à disposition des moyens est conforme au tableau de tarification établi par délibération du Conseil d'Administration du SDIS N°2011-057 du jeudi 30 juin 2011

Article 5 : Prise en charge alimentaire et hébergement

La restauration et l'hébergement éventuels des personnels mis à disposition sont à la charge du bénéficiaire. Toutefois, le Sdis peut fournir ces prestations qui seront alors facturées dans la présente convention

Article 6 : Responsabilité civile - prêt de matériel

En cas de prêt de matériel, seul le bénéficiaire, déclare par la présente être titulaire d'une assurance couvrant les dommages éventuels qu'il causerait à un tiers ainsi que les dommages qu'il causerait à ces matériels du fait de leur utilisation ou de leur emploi

Article 7 : Annulation - Coordonnées

En cas d'annulation de la manifestation (sportive ou culturelle), l'organisateur devra prendre contact avec le CODIS 34 au 04 67 10 30 30. Cette information devra être transmise au plutôt, et dans tous les cas, deux heures au plus tard avant le début de la manifestation. Il en sera de-même, dans le cas où les moyens du SDIS seraient en retard.

Article 8 : Tarification :

Le montant des frais inhérents à la prestation à assurer est détaillé dans le tableau suivant :

Véhicules		Prix TTC pour ce véhicule	
1	CCFL		660,00 €
0	Forfait administratif moins de 3 véhicules		50,00 €

Prix TTC pour cette convention 497 €

Article 9 : Informations complémentaires :

Un ordre d'opération accompagnant la convention financière sera élaboré par le SDIS et contresigné par le directeur général des services de la ville de Montpellier pour les mesures qui la concernent

Pour les collectivités territoriales qui contribuent au budget du sdis, une réduction de 30 % est appliquée sur l'ensemble des éléments facturés.

le présent état est arrêté à la somme de Quatre cent quatre-vingt-dix-sept euros

Après signature de la convention et réalisation de la prestation, le SDIS fera parvenir une facture détaillée ainsi qu'un titre de recette correspondant afin de procéder au règlement

Bon pour accord:

Pour le Président par délégation
Le Directeur du SDIS

Date:

Signature du bénéficiaire :

Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

Garantie d'emprunt Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine-Ovalie

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concertée « Ovalie », confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4 M€ pour financer cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier. Il s'agit de financer essentiellement l'acquisition de terrains et de travaux d'aménagement foncier dans le respect de l'environnement, avec une attention particulière dans tous les traitements de voiries, de cœur d'îlot, de parcs publics.

Aussi, après avoir consulté plusieurs établissements financiers, la SERM a retenu :

Pour 2 M€, la proposition de la Caisse d'Epargne.

Les caractéristiques de l'emprunt sont les suivantes :

- Montant : 2 M€
- Durée : 7 ans
- Taux fixe de 3,38 % sans différé d'amortissement

Pour 2 M€, la proposition de la Société Générale.

Les caractéristiques de l'emprunt sont les suivantes :

- Montant : 2 M€
- Durée : 7 ans
- Taux fixe lors du tirage du marché soit environ 3,54 % avec 2 ans de différé

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 3,2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :


- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse d'Epargne à hauteur de 2 M€ et auprès de la Société Générale à hauteur de 2 M€, aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26/06/2012

Hélène MANDROUX

The image shows the official circular seal of the Municipality of Montpellier (Hérault). The seal features a central figure, likely a personification of Justice or Liberty, holding a torch and a scale. The text "MAIRIE de MONTPELLIER" is written around the top half of the circle, and "(Hérault)" is at the bottom. Below the seal is a large, stylized handwritten signature in black ink.

CM 25/6/2012

**Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal.**

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision	Synthèse de la décision
2011/0522	D'attribuer le marché de location de modules préfabriqués pendant les travaux de réhabilitation des locaux du service Administration des Cimetières à l'entreprise HEXIS pour un montant de 7657 € HT
2012/0180	D'attribuer le marché concernant les exhumations administratives des concessions perpétuelles en état d'abandon et à la reprise administrative des concessions temporaires échues non renouvelées par les familles dans le délai légal au cimetière St Lazare à l'entreprise la Centrale du Funéraire pour un montant de 45940 € HT
2012/0183	De signer avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention de partage des coûts d'électricité, de gaz et d'eau en raison de l'absence de réseaux séparés entre le Stade de la Mosson (propriété de la Communauté d'Agglomération) et les terrains annexes de la Mosson (propriété de la Ville), pour une durée de trois ans à compter du 1 ^{er} janvier 2012.
2012/0202	D'attribuer le marché "fourniture de tee-shirts et casquettes" à l'entreprise GECKO pour un montant de 20 632€ HT, pour récompenser les associations sportives.
2012/0203	D'autoriser ASF à réaliser des travaux sur les terrains Villes concernés par la réalisation de l'A9bis. Ces terrains seront cédés à ASF.
2012/0207	D'attribuer le marché à bons de commande relatif à la location de matériel de sonorisation des manifestations à caractère commercial : Estivales, marché de Noël, Antigone de l'Artisanat, animations ambulantes etc... pour une durée de 1 an et d'un montant minimum de 20 000 € HT et maximum 75 000 € HT, à l'entreprise Audio-Technic.
2012/0216	D'attribuer le marché " prestations de courtage aux enchères sur internet de matériels réformés par la Ville" à la société AGORASTORE pour un montant total de commandes maximum de 30 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.
2012/0218	De confier le contrôle des ouvrages extérieurs de défense incendie à l'entreprise SARP MEDITERRANEE pour un montant annuel minimum de 45 000 € HT et maximum de 90 000 € HT pour une durée de un an reconductible une fois.

- 2012/0220** Pour le bon fonctionnement de la régie, il convient de modifier la régie prolongée pour l'encaissement des divers produits liés à l'exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville en augmentant le montant de l'encaisse autorisé.
- 2012/0221** D'exercer le droit de préemption, sur la propriété SALAGER située 250 avenue Vincent Auriol, cadastrée section AO 68p, pour un montant de 62.800 € plus 6.978 € de commission.
- 2012/0222** D'attribuer un MAPA concernant la maintenance des vélos attribués aux agents de notre collectivité dans le cadre de la réalisation du plan de déplacement d'entreprise (PDE) à l'association Le Vieux Biclou, pour une durée initiale de 1 an reconductible 3 fois sans minimum mais avec un maximum de 85 000 € HT sur la durée totale.
- 2012/0223** De signer avec Réseau Ferré de France l'avenant n° 2 à l'autorisation d'occupation en date du 18 juillet 1997 portant sur le changement de gestionnaire du terrain situé le long de la voie de la SNCF à hauteur du Corum destiné à la création d'un chemin piétonnier.
- 2012/0224** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MILLOT
- 2012/0225** A la suite d'un projet d'extension, d'approuver la convention de participation aux équipements publics entre la Ville de Montpellier et Monsieur Marc CHAUVET, propriétaire d'une Villa Vanille (lot 7B) sur la ZAC MALBOSC.
- 2012/0226** D'attribuer un marché, passé selon une procédure adaptée, au bureau d'études "Atelier Sites" pour la réalisation d'une étude paysagère pour un montant de 17667.60 € HT concernant la ZAC du Coteau.
- 2012/0227** D'attribuer le marché "achat de matériel de bureau" à la société DACTYL BURO, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 85 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.
- 2012/0228** D'attribuer le marché "achat de scooters 4 temps à grandes roues de petites cylindrées, de pièces détachées et accessoires" à la société MOTO CENTER 34 pour un montant total de commandes sans minimum et de 45 000 € HT maximum, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.
- 2012/0229** De prolonger pour une durée de six mois du 1er juillet au 31 décembre 2012, le contrat de location avec la Région Languedoc-Roussillon pour l'immeuble situé Espace Richter, 1 avenue de la mer.
- 2012/0230** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour la réalisation et diffusion de trois catalogues d'exposition pour le Pavillon Populaire aux éditions Hazan pour un montant de 56070 € (offre de base) et 2000 € (options 1 et 2) HT
- 2012/0231** D'adopter l'avenant n°1 au marché de réalisation du gradinage de l'auditorium du centre d'art contemporain la Panacée, concernant la transmission universelle du patrimoine de l'entreprise ERI à l'entreprise BOISSON.
- 2012/0232** Pour assurer le bon fonctionnement des régies des Accueils Loisirs Sans Hébergement(ALSH) au sein du service éducation de la Direction de la Réussite Éducative, et compte tenu de l'ouverture d'une régie centrale d'avances, il convient créer des sous régies d'avances pour les centres de loisirs.

- 2012/0233** D'attribuer les marchés "achat de matériel de puériculture et de mobilier pour les crèches" aux sociétés :
- ECL PUERICULTURE, pour le lot 1, pour un montant total maximum de commandes de 12 000 € HT
 - AUTOUR DE BEBE 34, pour le lot 2, pour un montant total maximum de commandes de 8 000 € HT
 - WESCO, pour le lot 3, pour un montant total maximum de commandes de 35 000 € HT
 - WESCO, pour le lot 4, pour un montant total maximum de commandes de 15 000 € HT
 - WESCO, pour le lot 5, pour un montant total maximum de commandes de 10 000 € HT
- pour une durée d'un an à compter de sa notification.
- 2012/0234** De passer un contrat d'entretien préventif et de maintenance des installations de froid industriel de la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires avec la SAS SOLANREF pour un montant annuel de 13.000,00€ HT.
- 2012/0235** De mettre à disposition de la Préfecture de l'Hérault le théâtre Jean Vilar pour l'arbre de Noël 2012.
- 2012/0237** De rattacher la gestion des concessions d'occupation du domaine public au Service des Affaires Economiques de la Direction de l'Espace Public et de modifier la régie "Occupation du Domaine Public" du service de l'Occupation du Domaine Public en conséquence.
- 2012/0238** De confier le marché "Elaboration de fiches de travaux pour les immeubles protégés au titre des monuments historiques dans le cadre de la révision du secteur sauvegardé" à Monsieur Alexandre Mélissinos, architecte urbaniste, pour un montant de 40 451.88 € H.T.
- 2012/0239** D'attribuer un marché concernant l'évolution du progiciel de gestion financière Astre dans le cadre du projet de dématérialisation du circuit comptable à la société GFI Progiciels pour un montant de 121504 € HT.
- 2012/0241** D'attribuer le marché de services à bons de commande avec un minimum de 9 000,00 Euros H.T. et un maximum de 36 250,00 Euros H.T. pour une durée de 18 mois, portant sur la médiation de proximité urbaine à l'association de Médiation Montpelliéraine
- 2012/0243** De signer un contrat de cessions de droit d'exploitation de spectacle avec la compagnie Katung pour le spectacle Pantomime dans le cadre de la participation du projet Cité du Corps Humain à la Fête de la Biodiversité les 24 et 25 mai 2012 pour un montant de 600 €.
- 2012/0245** D'approuver un avenant concernant des prestations supplémentaires en terme de rédaction, maquettes, photographies au marché de prestations en vue d'un ouvrage sur l'urbanisme à Montpellier. Le coût de l'ensemble des prestations en augmentation s'élèvera à 8824,09 €.
- 2012/0247** De mettre à disposition de l'association Languedocienne pour la Jeunesse des locaux destinés à l'accueil des enfants dont les parents participent à un parcours d'insertion.
- 2012/0248** D'acquérir le bail commercial propriété de la Société ORTHOPEDIE RICHTER située 6 rue du Faubourg du Courreau cadastrée section BX 450 pour un montant de 30000 € plus les frais liés à cette acquisition.
- 2012/0255** D'attribuer le marché "achat de protections mobilier spécifiques petite enfance" à la société WATTELEZ pour un montant de commandes sans minimum et maximum de 15 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa notification.

- 2012/0257** La société BST consultant ayant assuré l'AMO (Assistance à Maitrise d'Ouvrage) de la Ville de Montpellier, dans le cadre de la modernisation des moyens d'encaissement, dans les régies de recettes, et l'informatisation des régies nécessitant des déploiements informatiques complémentaires, il convient de contracter un avenant au marché 9M357 qui aura une incidence financière maximum de 8550 € HT.
- 2012/0258** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée relatif à la Direction Artistique de la manifestation ZAT! de 2012 à 2014, pour un montant global de 111 201.20 € HT à Monsieur Pascal Le Brun Cordier.
- 2012/0259** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Société Générale Méditerranéenne de Travaux (GMT).
- 2012/0260** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Sociétés NOLU, REALITES et SANOPSY



**Location de modules préfabriqués pour accueil du
public et administration des cimetières pour la période
d'aménagement des locaux du service ADC**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation 2011/2188/TR du 2 septembre 2011 donnant délégation à Madame Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Adjointe déléguée

Considérant :

- Que, pendant les travaux de réhabilitation des locaux du service Administration des Cimetières à Grammont, il y a lieu de procéder à la location de modules préfabriqués pour y installer le service et accueillir le public pour une durée de 3 mois environ, le temps nécessaire à l'achèvement des travaux
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 et 71 des Marchés Publics en date du 28 septembre 2011, l'entreprise HEXIS, située ZI Horizons Sud, 34110 FRONTIGNAN a proposé les moyens techniques les mieux adaptés ainsi que l'offre économique la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de prestation précitée à l'entreprise HEXIS, située ZI Horizons Sud, 34110 FRONTIGNAN pour un montant de 7657€ H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville – Chapitre 920.
- D'autoriser Mme l'Adjoint déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

4 juin 2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée

Amina BENOARGHA JAFFIOL

Publiée le : 05/06/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour les exhumations administratives des
concessions reprises par la Ville- 2012-2013.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation 2011/2188/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation à Madame BENOARGHA-JAFFIOL, Adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au cimetière St Lazare aux exhumations administratives des concessions perpétuelles en état d'abandon reprises par la Ville et des concessions temporaires échues, non renouvelées par les familles dans le délai légal de 2 ans après l'échéance.
- Que les matériaux déposés sur ces concessions seront enlevés et évacués du cimetière et les dépouilles déposées à l'ossuaire du même cimetière.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 7 février 2012, référencée 2M66, conformément aux articles 28 et 71 du code des Marchés Publics, l'entreprise La Centrale du Funéraire, domiciliée à CASTELNAU LE LEZ 34170, 586 avenue de l'Europe a été la seule entreprise à déposer un dossier de candidature et a présenté une offre économiquement avantageuse et répondant aux besoins exprimés.

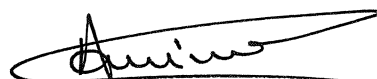
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché des prestations précitées à l'entreprise La Centrale du Funéraire pour l'année 2012 et jusqu'à fin mai 2013 pour un montant de 45 940 € H.T.
- Que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville Nature 62878 Fonction 920262 ;
- D'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le *4 juin 2012*

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée**

Amina BENOARGHA JAFFIOL



Publiée le : *05/06/2012*
Notifiée le :

**STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 1998
Convention de mise à disposition de locaux et de
partage des coûts d'électricité, de gaz et d'eau
Ville de Montpellier / Communauté d'Agglomération
de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- que le transfert d'équipements à la Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié les modalités de gestion et d'utilisation de ces équipements ;
- que l'utilisation partielle des équipements par la Ville pour son activité ou ses besoins propres nécessite une convention pour le partage des coûts en l'absence de réseaux distincts d'électricité, de gaz et d'eau entre les installations du Stade de la Mosson transféré à l'Agglomération et les terrains annexes de la Mosson (propriété de la Ville) ;
- qu'un compteur divisionnaire pour l'eau, posé à la limite de propriété entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier, permettra d'établir les consommations de chaque collectivité ;

Décide en conséquence :

- de renouveler avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la convention de partage des charges d'électricité, de gaz et d'eau en l'absence de réseaux séparés, à compter du 1^{er} janvier 2012 et pour une durée de 3 ans ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 9/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Patrick VIGNAL

Publiée le : 10/5/2012

Notifiée le :

STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 98

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE PARTAGE DES COUTS

Entre

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER,
représentée par son Président, autorisé à signer la présente convention
en vertu d'une délibération de la Communauté d'Agglomération en date du 27 octobre 2011,

Ci après dénommée « la Communauté d'Agglomération »
d'une part,

et

LA VILLE DE MONTPELLIER,
représentée par son Maire, autorisée à signer la présente convention
en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales.
Ci après dénommée « la Ville »
d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE DES MOTIFS

Par délibérations des 18 septembre et 22 octobre 2002, la Communauté d'Agglomération a défini l'intérêt communautaire et précisé les équipements relevant de cette définition devant être transférés. L'inventaire des modalités de gestion et d'utilisation des équipements a mis en évidence l'imbrication de ces équipements avec des équipements communaux (réseaux en communs) mais également une utilisation partielle des équipements par la commune pour son activité ou ses besoins propres.

Afin de faciliter la gestion du transfert d'équipement, il est convenu d'un commun accord avec la Commune de Montpellier du dispositif conventionnel suivant :

ARTICLE 1 OBJET

La présente convention a pour objet de régler les modalités de mise à disposition, au profit de la Ville de Montpellier des locaux désignés à l'article 2 et détaillés en annexe.

Elle vise également à répartir les coûts qui pourraient résulter de cet usage, mais également de ceux résultant de l'absence de réseaux de fluides séparés pour les terrains annexes appartenant à la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISE A DISPOSITION

La Communauté d'Agglomération autorise et met à disposition de la ville de Montpellier **des locaux techniques (personnels, matériels, espace de rangement) situés au sein du complexe de Football de la Mosson « Mondial 98 »**. Cette mise à disposition est justifiée pour permettre, de manière transitoire, aux équipes techniques de la ville (affectées à l'entretien des stades annexes) de continuer à bénéficier de locaux pour exercer leurs activités quotidiennes.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION

Les parties gèrent de manière autonome les espaces dont elles ont la responsabilité et dont les usages n'interfèrent pas sur le fonctionnement de l'équipement.

Les parties conviendront des modalités particulières d'utilisation des locaux mis à disposition : conditions et horaires d'accès, remise des clés, contraintes spécifiques.

La Ville est responsable des seuls dommages qui lui seraient imputables causés lors de l'utilisation des locaux mis à sa disposition. Elle s'engage à prendre l'ensemble des assurances nécessaires à couvrir les risques inhérents à cet usage et fournira les justificatifs nécessaires aux services de la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition de locaux est consentie à titre gratuit.

En ce qui concerne les terrains annexes et du fait de l'absence de compteurs distincts entre le Stade de la Mosson et ceux-ci, un partage des charges d'électricité, de gaz et d'eau sera établi.

La ville de Montpellier, bénéficiaire de la mise à disposition, remboursera l'ensemble des coûts d'usage de l'équipement dûment justifié.

De plus, elle remboursera à la Communauté d'Agglomération les charges d'électricité et de gaz et d'eau relevant de la gestion de ses propres équipements.

Le calcul de ces charges sera déterminé d'un commun accord entre les parties en fonction des critères suivants : la superficie, le volume, la durée d'utilisation, le coût d'équipements similaires.

Pour l'eau le comptage sera effectué à partir d'un compteur divisionnaire posé à la limite de propriété entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier.

Les critères et le montant de cette charge seront arrêtés annuellement au moment de la facturation établie par la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 5 : DUREE, MODALITES DE RESILIATION

La présente convention est établie à compter du 01 janvier 2012 et pour une durée de trois ans. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois avant la date d'échéance de la convention.

Fait à Montpellier le

Lu et approuvé

Le Président de la Communauté d'Agglomération,

Fait à Montpellier le

Lu et approuvé

Le Maire,

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la fourniture de tee-shirts et casquettes**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de récompenser les associations sportives dans le cadre de leurs manifestations ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 02 mars 2012 :
- L'entreprise GECKO propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 2M180 à l'entreprise GECKO, sise 70 Z.A. de Labranères – 40400 ONDRES, pour un montant de 20 632 € H.T., soit 24 675.88 € T.T.C.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, nature : 6232, fonction : 92415, ligne : 1859.

Montpellier, le 31/5/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Patrick VIGNAL

Publiée le : 10/5/2012

Notifiée le :

FONCIER
Autorisation donnée à ASF
Pour la réalisation de travaux sur les terrains de la
Ville concernés par le projet de dédoublement de
l'Autoroute A9

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret du 30 avril 2007 déclarant les travaux de dédoublement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier d'utilité publique et urgents;
- Vu le 7^{ème} avenant à la concession octroyée à ASF le 7 février 1992, approuvé par décret du 1^{er} mars 2002;

Considérant :

- Que dans le cadre de la réalisation du déplacement de l'Autoroute A9 la Ville va devoir vendre à ASF 17,54 ha de terres lui appartenant. Il s'agit des parcelles cadastrées sur la Commune de Montpellier SN 14p, 4p, 12p, SO 10p, SP 4p, ST 4p, 5p, 6p, 7p, SW 15p, 19p, OA 5p (lots 1, 3, 6, 8 et 44 de la copropriété des Jardins d'Anne), sur la Commune de Mauguio DI 22p, 23p et 24;
- Qu'afin de réaliser les travaux de construction du dédoublement de l'autoroute A9, ASF concessionnaire désigné par l'Etat pour réaliser ce projet, a demandé à la Ville de l'autoriser à commencer lesdits travaux sur les terrains devant être prochainement cédés au titre de la déclaration d'utilité publique;
- L'intérêt général du projet et son urgence, notamment en matière de sécurité routière;
- Que les parcelles ST 4p, 5p, 6p, 7p, SN 4p et SP 4p, font l'objet d'une convention d'occupation précaire consentie par la Ville au profit du Groupement Agricole d'Exploitation en Commun LA ROSEE.

Décide en conséquence :

- d'autoriser ASF, ou toute entreprise mandatée par elle, à commencer tous travaux nécessaires à la réalisation du dédoublement de l'autoroute A9, sur les parcelles propriété de la Ville et cadastrées sur la Commune de Montpellier SN 14p, 4p, 12p, SO 10p, SP 4p, ST 4p, 5p, 6p, 7p, SW 15p, 19p, OA 5p (lots 1, 3, 6, 8 et 44 de la copropriété des Jardins d'Anne), sur la Commune de Mauguio DI 22p, 23p et 24;

- Qu'ASF fera son affaire personnelle des indemnisations pour perte de culture que son activité pourrait provoquer à l'encontre du GAEC LA ROSEE.

Montpellier, le - 9 MAI 2012

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le : 10/5/2012

Notifiée le :



**Marché Public à Procédure Adaptée relatif à la
location de matériel de sonorisation des manifestations
à caractère commercial**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'assurer la sonorisation de diverses manifestations à caractère commercial actuellement organisées par le service des Affaires Economiques de la Ville : Estivales, marché de Noël, Antigone de l'Artisanat, animations ambulantes etc... ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du CMP, en date du 17 février 2012 l'entreprise Audio-Technic – sise 3, rue Gaston Planté, 34790 Grabels – a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en :

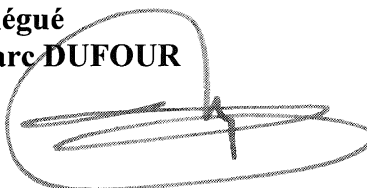
- D'attribuer le marché n° 2M 87 relatif à la location de matériel de sonorisation des manifestations à caractère commercial la SARL Audio-Technic pour une durée d'un (1) an et pour un montant maximum HT de 75 000 €, soit 89 700 € TTC ;
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution ou le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget des Affaires Economiques au titre de l'année 2011- CRB 127 - nature 6135 -

Décide en conséquence :

Montpellier, le 15/05/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Marc DUFOUR

Publiée le : 16/05/2012
Notifiée le :





**Direction Energie Moyens
Techniques**
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 812/0216

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour des prestations de courtage aux enchères
sur internet de matériels réformés par la Ville**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations de courtage aux enchères sur internet de matériels réformés par la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M252), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 16/03/2012, la société AGORASTORE, 75011 PARIS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société AGORASTORE pour un montant total maximum de commandes de 30 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6231 chapitre 920.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 07/05/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 09/05/2012

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Marché à bons de commande
Contrôle de conformité des équipements extérieurs de
défense incendie**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2178 du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au contrôle des ouvrages extérieurs de défense incendie de la Ville
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 et 27 du code des marchés publics, en date du 9 janvier 2012,
- L'entreprise SARP MEDITERRANNEE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise **SARP MEDITERRANNEE** pour un montant annuel minimum de 45 000 € HT et maximum de 90 000 € HT pour une durée de un an reconductible une fois.
- D'autoriser Madame le maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget plan 1 de la Ville.

Nature 2315

Fonction 816

Programme 50086

Montpellier, le 14/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 15/5/2012
Notifiée le :



Direction de l'Architecture et de l'Immobilier
Modification de la régie de recettes pour l'exploitation
du parking du nouvel Hôtel de ville de Montpellier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu les articles L222-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant l'exploitation des SPIC, en gestion directe sous forme de régie,
- Vu la Délibération n° 2010/571 du 13 décembre 2010 relative à l'Exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier et à la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière,
- Vu la Décision du 27 septembre 2011, relative à la création de la régie de recettes du parking NHDV pour l'encaissement des droits de stationnement,
- Vu la décision du 13 mars 2012, relative à la modification de la régie en régie prolongée et à l'extension des modes de recouvrement,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 02/02/2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour le bon fonctionnement de la régie, il convient de modifier la régie prolongée pour l'encaissement des divers produits liés à l'exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville, en augmentant le montant de l'encaisse autorisé.

Décide en conséquence :

En conséquence, la nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

Article 1 :

Il est instauré une régie de Recettes prolongée auprès de la Direction de l'Architecture et de l'Immobilier pour l'encaissement des droits de stationnement dans le parking du nouvel Hôtel de Ville.

Article 2 :

La régie est installée au siège d'EFFIA Stationnement, 26 cours Gambetta, Bâtiment A, 34000 Montpellier.

Article 3 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 3.

Article 4 :

La régie encaisse les recettes suivantes :

- Droits de stationnement dans le parking,
- Cartes d'abonnement.
- Cautions pour les cartes d'abonnés

Article 5 :

Les recettes désignées à l'Article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces,
- CB,
- Chèques.
- Virements (virement bancaire et postal, mandat administratif...)
- **Prélèvement automatique**

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur de tickets, factures ou cartes d'abonnement.

Article 6 :

Un fond de caisse d'un montant de 2600 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 :

Un compte de dépôt de fond est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse est fixé à 400 000 €.

Article 9 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 10 :

Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 12 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

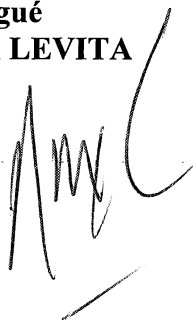
Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15.05.2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :



**DROIT DE PREEMPTION
ZAD Vincent AURIOL
Propriété SALAGER Epx SAUVETON
250, avenue Vincent AURIOL
Exercice du droit de préemption**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 créant la zone d'aménagement différé Vincent Auriol et désignant la Ville de Montpellier comme titulaire du droit de préemption;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 13 mars 2012, Madame Claudine SALAGER Epouse SAUVETON a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un terrain nu situé 250 avenue Vincent Auriol, cadastré section AO n° 68p, au prix de 630.000 € plus 70.000 € de commission d'agence;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de constituer une réserve foncière dans le cadre de la zone d'aménagement différé Vincent Auriol. Cette ZAD doit permettre d'accueillir des équipements hospitaliers ou universitaires, des centres de recherche, mais aussi des logements, des équipements et des activités, de façon à assurer une mixité sociale à l'échelle du site. Elle permettra également de valoriser le caractère naturel, aéré et boisé de certaines parties du coteau et d'intégrer le contournement routier nord. Ces objectifs sont conformes aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme.
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété SALAGER, située 250 avenue Vincent Auriol et cadastrée section AO n° 68, au prix de 62.800 € plus 6.978 € pour la commission d'agence,
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme,
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2010AP23, ligne de crédit 17459 "Acquisitions terrains".

Montpellier, le - 9 MAI 2012



Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/5/2012

Notifiée le :

L

Marché de maintenance des vélos du PDE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R du 01/09/2011 donnant délégation de signatures à Mr Frédéric TSITSONIS, Adjoint Délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la maintenance des vélos attribués aux agents de notre collectivité dans le cadre de la réalisation du Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE);
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché à procédure adaptée, référencée 1M787, soumise aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics,
- Que le marché est sans montant mini mais avec un montant maxi de 85 000 € HT sur sa durée totale soit 21 250 € HT / an,
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commandes sur une durée initiale d'un an renouvelable 3 fois à compter de sa notification,
- Que l'association Le Vieux Biclou a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse,

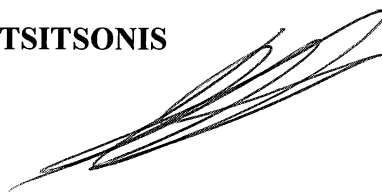
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à compter de sa notification à l'association Le Vieux Biclou, 5 rue de la Poésie 34000 Montpellier, pour la réalisation du marché de maintenance des vélos PDE pour un montant sans minimum et avec un maximum de 21 250 € HT sur la période initiale de un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction ,
- D'imputer la dépense sur le budget de fonctionnement de la ville et plus précisément sur la nature comptable 61551 et la ligne de crédit 21252,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 14.05.2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le :
Notifiée le :



**Voie piétonne Les Aubes - Centre Ville
Avenant n° 2 à l'autorisation d'occupation
en date du 18 juillet 1977
SNCF / Ville de Montpellier
Changement de gestionnaire
à compter du 1er janvier 2012**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

Considérant :

- que, par autorisation d'occupation en date du 18 juillet 1977, la SNCF a mis à la disposition de la Ville de Montpellier un terrain, situé le long de la voie de la SNCF à hauteur du Corum, destiné à la création d'un chemin piétonnier les Aubes – centre ville ;
- que, conformément à l'article 5 de la loi du 13 février 1997, les biens constitutifs de l'infrastructure et les immeubles non affectés à l'exploitation des services de transport appartenant à l'Etat et gérés par la SNCF ont été apportés en pleine propriété à Réseau Ferré de France à la date du 1^{er} janvier 1997 ;
- que, par avenant n° 1 Réseau Ferré de France a confié la gestion de ses biens à la société Nexity Saggel Property Management ;
- que, suite à une procédure négociée avec mise en concurrence communautaire après appel public à candidature lancée par Réseau Ferré de France, la société Yxime a été retenue pour gérer les biens fonciers et immobiliers de RFF.

Décide en conséquence :

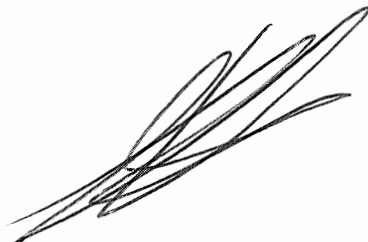
- de signer avec Réseau Ferré de France l'attestation de changement de gestionnaire, valant avenant n° 2 pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2012 ;
- de régler au nouveau gestionnaire, dénommé société Yxime, la redevance dont le montant est de 3 519,30 euros pour l'année 2012 ;
- que les crédits sont inscrits sur le budget du service Patrimoine Sécurité CRB 266 Ligne de crédit 853 Chapitre article 920200- 6132 ;

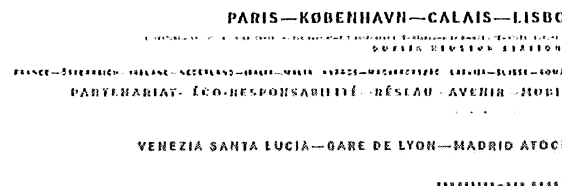
- que les autres conditions de l'autorisation d'occupation restent inchangées ;
- que ladite attestation de changement de gestionnaire des biens de RFF sera annexée à la présente décision ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 18/5/2012
Notifiée le :





Attestation de changement de gestionnaire des biens de RFF

Je vous informe que RFF, établissement public de l'Etat, à caractère industriel et commercial, créé par la loi du 13 février 1997, a lancé une procédure négociée avec mise en concurrence communautaire après appel public à candidature pour la gestion de son patrimoine foncier et immobilier sur le territoire.

Leur mission débute à compter du 1^{er} janvier 2012 pour une durée de six ans.

Cette modification vaut avenant, sur ce point précis, au contrat que vous avez signé avec Réseau Ferré de France. Je vous demande d'accuser réception de la présente en retournant à notre nouveau gestionnaire l'exemplaire ci-annexé de ce courrier dûment daté, signé et, le cas échéant, revêtu du cachet de votre entreprise à l'adresse suivante :

YXIME
501 Rue Denis Papin
34000 MONTPELLIER
04.99.54.50.50


En conséquence, c'est désormais ce nouveau gestionnaire qui procèdera à la facturation et au recouvrement des redevances, loyers et charges. De plus, notre ancien gestionnaire Nexity n'ayant plus aucun mandat à compter du 1^{er} janvier 2012 pour encaisser le montant des créances non soldées sur la base de facturations qui auraient été émises antérieurement pour le compte de Réseau Ferré de France, nous vous demandons d'adresser vos règlements à notre nouveau gestionnaire, aux coordonnées suivantes :

TESSI – Contrat YXIME
39 rue des Hautes Pâtures
92885 Nanterre Cedex 9

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Pour le Maire
L'Adjoint Délégué
Frédéric TSITSONIS**

Le Directeur Régional



Christian PETIT

**ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE
AFFAIRE MILLOT**



DECISION DE DEFENDRE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que le 6 janvier 2010, Monsieur Serge MILLOT a été victime d'un accident avenue de la Liberté ;
- Que Monsieur MILLOT impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 11/5/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 14/5/2012
Notifiée le :

ZAC MALBOSC
Convention de participation aux équipements publics
VILLE de Montpellier / Monsieur Marc CHAUVET
Lot 7B - Villas Vanille

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégations de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Considérant :

- Que Monsieur Marc Chauvet souhaite réaliser une extension de sa résidence principale correspondant à 38 m² de surface de plancher. La parcelle en question est cadastrée TN 228 pour une superficie de 246 m² et est intégrée dans l'opération « Villas Vanille », lot 7B de la ZAC Malbosc,
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur Marc Chauvet afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la ZAC Malbosc,
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - o Surface de plancher (SDP) envisagée : 38 m²
 - o Base de calcul du montant de la participation : 220 €/m² SHON pour l'année 2012 par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire, soit un **montant total de : 220 x 38 = 8.360 euros.**

Décide en conséquence :

- de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur Marc Chauvet ;
- du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation ;
- que ladite convention sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 16/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18/5/2012
Notifiée le :



**CONVENTION DE PARTICIPATION
AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE
LA ZAC MALBOSC**

**LOT N°7B
« VILLAS VANILLE »
76, rue Paul Choulot**

(art. L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée « la **Collectivité** » ou « la Ville »,

de première part,

ET

Monsieur Marc CHAUVET, demeurant au 76-rue Paul Choulot – MONTPELLIER (34080),

Ci-après dénommé « le **Constructeur** »

de seconde part,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée le 30 mars 1998, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée « la **SERM** »

IL EST EXPOSE CE QUI SUI

Par délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 1999, la Ville de Montpellier décidait la création de la ZAC MALBOSC.

L'aménagement de la zone a été confié à la SERM par une convention publique d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 8 octobre 1999, devenue concession d'aménagement suite à la loi du 20 juillet 2005.

Le 29 septembre 2000 la Ville a approuvé le dossier de réalisation, précisant notamment le programme des équipements publics et des aménagements nécessaires à cette urbanisation, ainsi que les modalités prévisionnelles de financement.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage l'extension de sa résidence principale, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il est propriétaire, non acquis à la SERM aménageur. Une demande de permis de construire a été déposée en Mairie de Montpellier le 22 mars 2012, sous le numéro PC 34172 12 V0087.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, Monsieur Marc CHAUVET, au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

- 1.1. La présente convention concerne une parcelle située à Montpellier (34080), 76-rue Paul Choulot, et dont la désignation suit :

cadastrée section TN n°228, pour une superficie de 246 m²,

intégrée dans l'opération « Villas Vanille » (lot 7B de la ZAC MALBOSC).

- 1.2. Le constructeur envisage sur ce terrain lui appartenant l'extension de sa résidence principale correspondant à 38 m² de surface de plancher.

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et après versement d'une participation aux équipements de la ZAC dans les conditions définies ci-après.

- 1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal en date des 21 décembre 2006, 25 juin 2007, 17 novembre 2008, 22 juin 2009, 29 mars 2010 et 9 mai 2011.

- 1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

- 2.1. En application du programme des équipements publics de la zone, approuvé par délibération en date du 29 septembre 2000, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

- 2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de constructions, en proportion de la surface hors œuvre nette construite.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

- 3.1. Le constructeur réalise sur le terrain visé à l'article 1 une construction de 38 m² de surface de plancher (SDP) à usage d'habitation.

- 3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone, pour l'année 2012, est fixé à **220 €** par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après. Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **38 m² de SDP**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$220 \times 38 = 8.360 \text{ euros.}$$

- 3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

- 4.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les **huit jours** de sa délivrance.
- 4.2. En application de la concession d'aménagement approuvée en date du 8 octobre 1999 et passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité du montant de la participation au coût des équipements publics de la zone à la Déclaration d'Ouverture de Chantier.
- 4.4. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- I_o est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant la présente convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date de l'échéance considérée.

ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, ou de péremption du permis de construire, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son domicile,
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le

(en cinq exemplaires originaux)

Pour la Collectivité

Pour le Constructeur

Pour la SERM

**QUARTIER Mosson
ZAC du Coteau
Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Etude paysagère**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n°2011/478 du Conseil municipal en date du 3 octobre 2011 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté du Coteau
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégations de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une étude paysagère pour la Zone d'Aménagement Concerté du Coteau à l'intersection des quartiers Hôpitaux Facultés et Mosson ;
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études spécialisés du 15 février 2012 jusqu'au 2 mars 2012 inclus, conformément à l'article 28 du code des marchés Publics, le bureau d'étude ATELIER SITES a présenté l'offre la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité au bureau d'études ATELIER SITES pour un montant de 17 667,60 € HT pour l'ensemble du marché,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement tous documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville.

Montpellier, le 16/5/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 18/5/2012
Notifiée le :**



Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0227

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériel de bureau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de bureau pour les différents services de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M178), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 06/03/2012, la société DACTYL BURO, 18023 BOURGES, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société DACTYL BURO, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 85 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement et fonctionnement de la Ville natures 2183 et 6064 tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 9/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/5/2012

Notifiée le :



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0228

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de scooters 4 temps à grandes
roues de petites cylindrées, de pièces détachées et
accessoires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de scooters 4 temps à grandes roues de petites cylindrées, de pièces détachées d'entretien et de rechange et d'accessoires pour le Parc Auto de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 2M117), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 21/03/2012, la société MOTO CENTER 34, 34000 MONTPELLIER a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société MOTO CENTER 34, pour un montant total de commandes sans minimum et de 45 000 € H.T maximum, pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, nature 60628 - 60632 - 2182, chapitre 020.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 9/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/5/2012
Notifiée le :

Espace Richter - 1 avenue de la mer
Contrat de location
Ville de Montpellier /Région Languedoc-Roussillon
Avenant n°1

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué

Considérant :

- que par contrat de location en date du 4 décembre 2009 et décision du maire du 2 décembre 2009, la Ville de Montpellier a loué à la Région Languedoc-Roussillon, un immeuble situé Espace Richter, 1 avenue de la mer à Montpellier, composé comme suit :
 - un terrain d'une surface de 2606 m², aménagé en parking, espace vert, voirie ;
 - un bâtiment construit sur le terrain principal indiqué ci-dessus comportant deux étages et une terrasse technique dont la surface hors d'œuvre nette est de 890,48 m² ;
- que le contrat de location arrive à son terme au 30 juin 2012 et que la Région Languedoc-Roussillon souhaite bénéficier d'une prolongation de location pour une durée de six mois ;

Décide en conséquence :

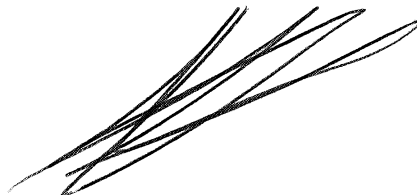
- de prolonger par avenant n°1 au contrat de location du 4 décembre 2009, la durée du contrat du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012 ;
- que le montant du loyer révisé au 1^{er} juillet 2011 s'élevait à 44 721,70 € et que conformément aux termes du contrat, article 6 « Indexation du loyer », ce loyer sera révisé au 1^{er} juillet 2012 en fonction de l'indice du Coût de la Construction calculé par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 1^{er} trimestre 2009 soit 1503, le nouveau montant du loyer ainsi fixé sera payable semestriellement et d'avance ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que l'avenant n°1 sera annexé à la présente décision ;

Montpellier, le 14. 05. 2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le :
Notifiée le :**



<p align="center">Contrat de location Avenant n°1</p>

Entre les soussignés :

d'une part,

- La ville de Montpellier représentée par son maire, Hélène Mandroux, dûment habilité par décision du

et d'autre part,

- La Région Languedoc Roussillon

sise à Montpellier 34064 Cedex 2, 201 avenue de la Pompignane,

représentée par son Président, Christian BOURQUIN, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par contrat de location en date du 4 décembre 2009 et décision du Maire du 2 décembre 2009 la Ville de Montpellier a loué à la Région Languedoc-Roussillon, un immeuble situé Espace Richter, 1 avenue de la mer à Montpellier composé comme suit :

- un terrain d'une surface de 2606 m², aménagé en parking, espace vert, voirie ;

- un bâtiment construit sur le terrain principal indiqué ci-dessus comportant deux étages et une terrasse technique dont la surface hors d'œuvre nette est de 890,48 m².

Le contrat de location arrive à son terme au 30 juin 2012 et la Région Languedoc-Roussillon souhaite une prolongation du contrat pour une durée de six mois supplémentaires.

ARTICLE 1 – DUREE

Le contrat de location est prolongé pour une durée de six mois, du 1^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2012.

ARTICLE 2 – LOYER ET CHARGES

Le montant du loyer révisé au 1^{er} juillet 2011 s'élevait à 44 721,70 € payable semestriellement d'avance. Conformément aux termes du contrat, article 6 « Indexation du loyer », ce loyer sera révisé au 1^{er} juillet 2012 en fonction de l'indice du Coût de la Construction calculé par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 1^{er} trimestre 2009 soit 1503.

Le montant du nouveau loyer ainsi fixé sera payable semestriellement et d'avance.

Les autres articles restent inchangés.

Fait à Montpellier, le

Le preneur :

**Le Président de la Région
Languedoc-Roussillon**

Christian BOURQUIN

Le propriétaire :

**Pour Madame le Maire
l'Adjoint délégué**

Frédéric TSITSONIS



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation et diffusion de trois catalogues
d'exposition pour le Pavillon Populaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de faire réaliser et diffuser auprès des libraires des catalogues pour les expositions organisées par la Ville au Pavillon Populaire ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 13 mars 2012, les éditions Hazan ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité aux éditions Hazan, 58 rue Jean Bleuzen, 92178 Vanves, pour un montant de 56 070.00 € (offre de base) et 2 000.00 € (options 1 et 2) H.T.
- D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923.

Montpellier, le

16/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/5/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation du gradinage de l'auditorium du
centre d'art contemporain la Panacée. Adoption de
l'avenant n°1: transmission universelle du patrimoine
de l'entreprise ERI à l'entreprise BOISSON**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint délégué ;
- Vu la décision n° 2011/410 du 26 septembre 2011 relative à l'attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : réalisation du gradinage de l'auditorium du centre d'art contemporain La Panacée.

Considérant :

- Que par décision n° 2011/410 du 26 septembre 2011, le marché relatif à la réalisation du gradinage de l'auditorium du centre d'art contemporain La Panacée a été attribué à l'entreprise ERI.
- Que l'entreprise ERI a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société BOISSON à effet du 9 décembre 2011.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 1 au marché sus-visé relatif au transfert de l'ensemble des droits et obligations de l'entreprise ERI, tels qu'ils résultent du marché précité et ses avenants éventuels, à la société BOISSON, comme si elle avait été, dès l'origine, titulaire desdits droits et obligations.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/5/2012

Notifiée le :

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

ERI : ETUDES ET REALISATIONS INDUSTRIELLES

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

CREATION D'UN CENTRE D'ART ET DE LOGEMENTS ETUDIANT
SERRURERIE : GRADINAGE DE L'AUDITORIUM

N° du marché :

1M410

Notifié le :

28 Septembre 2011

Montant initial du marché :

70308,00 € HT

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de la société Etudes et Réalisations Industrielles (E.R.I.) sis à ZA du Bosc - lot n°4 - 34130 MUDAISON, à la société BOISSON sis à ZA de Mudaison - lot n°3 - 34130 MUDAISON, nouveau titulaire.

ARTICLE 2

A effet du 09/12/2011, l'entreprise Etudes et Réalisations Industrielles (E.R.I.) a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine au profit de la société BOISSON.

A compter du 09/12/2011, la société BOISSON, nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

Monsieur le Directeur ¹
(signature)

Philippe SAUREL

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec avis de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

627



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0232

**Direction de la Réussite Educative,
Service Education**

Institution des sous-régies d'avances pour les ALSH

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 13 mars 2012 relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes des ALSH
- Vu la Décision du 29 mars 2012 relative à la Clôture des sous régie d'avances et de recettes des ALSH
- Vu la Décision du 26 avril 2012 relative à l'institution d'une régie d'avances auprès des ALSH.
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 29 février 2012.
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement des régies des Accueils Loisirs Sans Hébergement(ALSH) au sein du service éducation de la Direction de la Réussite Éducative, et compte tenu de l'ouverture d'une régie centrale d'avances, il convient créer des sous régies d'avances pour les centres de loisirs.

Décide en conséquence :

Article 1 : À compter du 06 mars 2012 il est institué des sous-régies d'avances « Centres de Loisirs » auprès de la régie centrale de la Direction de la Réussite Éducative.

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : Maison pour tous F.	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai du Verdanson 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard des sports 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE VALMORE	Mater : M. DESBORDES Elem : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
BAZILLE	Elem : F. BAZILLE	146 rue du Mas de Merle 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier
LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier
MELINA MERCOURI	Elém : Maison pour Tous Mercouri	842 rue de la Vieille Poste 34000 Montpellier
SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elem : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier
SIMON	Elém : J. SIMON	45 rue de la Méditerranée 34070
Centre Astérix	Centre Astérix Grammont	2733, Avenue Albert Einstein 34000

Article 2 : Les sous-régies paient les dépenses suivantes :

- Dépenses liées aux sorties ponctuelles organisées par les animateurs pour le divertissement des enfants,
- Achat de fournitures et petit matériel nécessaires pour les activités,
- Achat alimentaires pour les enfants.

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 2 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques.

Ces dépenses seront prises aux imputations suivantes :

- **Chapitre 924**
- **Fonction 421**

Article 4 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 5 : Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives d'avances tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 6 : Le sous-régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15.08.2022

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0233

**Attribution de marchés passés selon une procédure
adaptée pour l'achat de matériel de puériculture et de
mobilier pour les crèches**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de puériculture et de mobilier pour les crèches de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 2M76), conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 21/02/2012, la société ECL PUERICULTURE, 59211 SANTES, pour le lot 1 (matériel de puériculture), la société AUTOUR DE BEBE 34, 34470 PEROLS, pour le lot 2 (matériel de puériculture pour les crèches familiales), la société WESCO, 79 141 CERIZAY, pour le lot 3 (mobilier d'agencement et de jeux), la société WESCO, 79 141 CERIZAY, pour le lot 4 (mobilier de couchage), la société WESCO, 79 141 CERIZAY, pour le lot 5 (mobilier mousse) ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
- société ECL PUERICULTURE pour le lot 1, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 12 000 € HT,
- Société AUTOUR DE BEBE 34 pour le lot 2, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 8 000 € HT,
- Société WESCO pour le lot 3, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 35 000 € HT,
- Société WESCO pour le lot 4, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 15 000 € HT,
- Société WESCO pour le lot 5, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 10 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de leur notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6064, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ces marchés.

Montpellier, le 11/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/5/2012
Notifiée le :

Cuisine centrale des restaurants scolaires
Entretien préventif et maintenance des installations de
froid industriel
Désignation du titulaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il convient de renouveler le contrat d'entretien préventif et de maintenance des installations de froid industriel de Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires pour assurer la production des repas des écoles et des ALSH ;
- Qu'à la suite d'un avis public à la concurrence n° 1M566 conforme à l'article 28 du code des marchés publics en date du 06 janvier 2012, la SAS SOLANREF, 320 rue de la Garriguette, 34130 Saint-Aunès, a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- De confier le contrat d'entretien préventif et de maintenance des installations de froid industriel de la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires à la SAS SOLANREF, 320 rue de la Garriguette, 34130 Saint Aunès, pour un montant annuel de 13.000€ HT et pour une durée de un an renouvelable trois fois soit un montant total de 52 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement des Restaurants Scolaires de la Ville : Nature 6156 – Fonction 922511 – Ligne de crédit 1511 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 23/5/2012
Notifiée le :



Théâtre Jean Vilar
Mise à disposition pour l'arbre de Noël de la
Préfecture de l'Hérault

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que le théâtre Jean Vilar peut être loué pour l'organisation de représentations privées ;
- Que les services de la Préfecture de l'Hérault ont présenté une demande en vue d'y organiser leur arbre de Noël le 19 décembre 2012 ;
- Que cette location se fait dans le respect des tarifs pour l'année 2012 votés par le Conseil Municipal le 16 décembre 2011, notamment en ce qui concerne le montant de la caution à verser (760.00 €) ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de location du théâtre Jean Vilar à la Préfecture de l'Hérault le 19 décembre 2012, joint en annexe ;
- De dire que la recette, soit 1 000.00 €, sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

16/15/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/15/2012

Notifiée le :

CONTRAT DE LOCATION DU THEATRE JEAN VILAR

Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2010 fixant les tarifs de location du théâtre Jean Vilar il est arrêté ce qui suit :

Entre les soussignés :

**Ville de Montpellier
Direction de la Culture et du Patrimoine
Théâtre Jean VILAR
1place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2**

Représenté par : Madame le Maire de la Ville de Montpellier
d'une part,

**Et : Préfecture de l'Hérault
Service Départemental d'Action Sociale
34. place des Martyrs de la résistance
34062 Montpellier cedex 2**

Représenté par : le responsable de la D.R.H.M
Ci-après dénommé « l'Utilisateur », d'autre part,

SPECTACLE : Arbre de Noël

REPRESENTATION mercredi 19 décembre 2012

MONTAGE / REPETITION(s) :

Le jour même. Prendre contact avec le régisseur général au 04 67 79 56 99

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article I - CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

a) Journée de représentation : 1000 euros, comprenant montage + répétition + représentation.

Le planning est établi avec le Régisseur général (tél. 04 67 79 56 99) dans la limite de 3 services de 4 heures, y compris la représentation.

b) Journée(s) supplémentaire(s) de répétition :

Le planning est établi avec le Régisseur général (tél. 04 67 79 56 99) dans la limite de 2 services de 4 heures.

c) Caution : 760 euros

Cette caution est exigible au moment de la signature du présent contrat. Elle sera retournée si aucun vol ou dégradation dans la salle et ses annexes (scène, loges, cabines - régie, douches...) n'a été constaté.

Article II - CONDITIONS D'UTILISATION

a) Cadre horaire :

En fonction de l'horaire du spectacle :

- le hall du théâtre est ouvert au public 30 mn avant la représentation,

Les services sont organisés de la façon suivante :

- le matin entre 9 h et 12 heures
- l'après-midi entre 14 h et 18 heures

Le **Théâtre Jean Vilar** et ses équipements techniques ne pourront pas être utilisés entre 12 h et 14 h, entre 18 h et 20 heures.

Toute dérogation à ces horaires doit être portée à la connaissance du Régisseur général du **Théâtre Jean Vilar**.

Si l'utilisation de la salle nécessite la présence d'un ou plusieurs techniciens entre 2 services, l'**Utilisateur** s'engage à payer le panier repas (10 euros).

b) Déroulement des répétitions :

Un rendez-vous avec le Régisseur général (tél. 04 67 79 56 99) doit être impérativement pris dix jours avant la représentation. Lors de cette rencontre, vous devrez lui transmettre le programme de la soirée, la fiche technique et le plan d'implantation.

c) Personnel technique :

Les régisseurs du spectacle sont accueillis par le personnel technique du **Théâtre Jean Vilar**. Ensemble, ils réalisent la régie du spectacle.

Article III - ORGANISATION GENERALE ET BILLETTERIE

- a) Il est souhaitable que l'**Utilisateur** réalise un programme, détermine le prix d'entrée et en informe éventuellement les adhérents et parents des participants.
- b) La billetterie et la caisse (prévoir de la monnaie) sont fournies par l'**Utilisateur**, les billets devront comporter 3 souches.
Attention, la jauge est limitée à 374 places.
- c) L'**Utilisateur** prévoira une demi heure avant le début de la manifestation la présence du personnel nécessaire à son bon déroulement (planning ci-dessous à compléter).

RESPONSABLE			
ACCUEIL			
RETARDATAIRES			

Article IV - INFORMATION DU PUBLIC

- a) La programmation des manifestations de l'**Utilisateur**, n'engage nullement la responsabilité de la Direction du **Théâtre Jean Vilar** en ce qui concerne l'information du public.
- b) L'**Utilisateur** se chargera de la confection et de la diffusion des affiches, des affichettes, des tracts, de la confection des programmes, de l'insertion d'articles ou pavés publicitaires dans la presse, des contacts avec la radio et la télévision : de manière plus générale de toute information concernant sa manifestation.

Article V - FICHE TECHNIQUE

- a) Dès la réservation du **Théâtre Jean Vilar**, l'**Utilisateur** précisera le cadre horaire de l'installation de la répétition, du spectacle et du démontage :
 - 9 h / 12 heures
 - 14 h / 18 heures
 - 20 h / 24 heures
- b) A la signature du présent contrat, l'**Utilisateur** adressera impérativement au Régisseur général une fiche technique détaillée du spectacle et confirmera le créneau horaire d'installation ou de répétition.
- c) L'**Utilisateur** recevra, lors de la signature du contrat, la fiche technique du **Théâtre Jean Vilar**.
Il devra fournir à ses frais tout matériel supplémentaire ne figurant pas sur cette fiche.

Article VI - ASSURANCES

- a)** L'**Utilisateur** fera son affaire de l'assurance contre tous les risques concernant les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.
- b)** L'**Utilisateur** devra souscrire une assurance liée à l'organisation de la manifestation et en fournir l'attestation au **Théâtre Jean Vilar** avant la manifestation.
- c)** Le **Théâtre Jean Vilar** déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'utilisation des locaux.

Article VII - RESPECT ET REGLEMENT

Le **Théâtre Jean Vilar** demande à l'**Utilisateur** de respecter les consignes suivantes et de bien vouloir les porter à la connaissance de ces adhérents ou, de façon plus générale, au public qu'il se propose d'accueillir, au **Théâtre** :

- a)** L'**Utilisateur** est tenu de respecter les consignes de sécurité et en particulier l'interdiction de fumer sur la scène et dans la salle.
Le non respect de cette consigne pourra entraîner l'annulation de la manifestation.
- b)** L'**Utilisateur** devra veiller à laisser les locaux et les équipements dans l'état où ils ont été mis à sa disposition.
- c)** Les consignes de sécurité en vigueur au **Théâtre Jean Vilar** interdisent formellement l'encombrement et le stationnement dans les issues de secours et dans les accès au plateau, ainsi que dans les allées et les escaliers de circulation.
- d)** La jauge du **Théâtre Jean Vilar** est strictement limitée à **374 places**.

Il appartient à l'**Utilisateur** de prendre toute disposition pour ne pas offrir à la vente plus de billets qu'il ne convient.

Le personnel du **Théâtre Jean Vilar** aura reçu des instructions pour veiller au strict respect de la jauge et des consignes de sécurité.

- e)** Le **Théâtre Jean Vilar** met à disposition de l'**Utilisateur** une alimentation fixe de 220 V en salle pour le raccordement d'un appareil vidéo.
Les spectateurs souhaitant « capter » le spectacle feront leur affaire de leur alimentation (sur batteries) et devront se soumettre aux consignes de sécurité (pas de caméra installée sur les passages publics).
- f)** L'**Utilisateur** portera à la connaissance du responsable de l'accueil les noms des personnes accréditées officiellement à filmer ou photographier durant la manifestation.
- g)** Tous les matériaux (décors, accessoires, costumes...) devront être classés au feu suivant la réglementation en vigueur.

Article VIII - DECLARATIONS OBLIGATOIRES

L'**Utilisateur** devra faire les déclarations liées au spectacle (SACEM - SACD).

La Direction du **Théâtre Jean Vilar** informera la SACEM, la SACD des spectacles ainsi que le nom et l'adresse de l'**Utilisateur**.

Si l'**Utilisateur** fait appel à du personnel intermittent, celui-ci devra le déclarer auprès des organismes dont il dépend.

Article IX - LOCATION

La location sera effective lorsque l'**Utilisateur** aura retourné le présent contrat d'utilisation signé et complété de la mention manuscrite :

« *Lu et Approuvé* ».

Fait à Montpellier, le 20 avril 2012
(en trois exemplaires)

L'Utilisateur

Pour Madame le Maire
Monsieur le maire adjoint à la culture
Philippe SAUREL



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° *812/0237*

**DIRECTION DE L'ESPACE PUBLIC
SERVICE OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
MODIFICATION DE LA REGIE DE RECETTES
POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
TEMPORAIRE ET MANIFESTATIONS**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision municipale du 18 juillet 2003 instituant une régie de recettes pour l'encaissement des concessions et autorisations d'occupation du domaine public,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 09/05/2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Qu'il est nécessaire de rattacher la gestion des concessions au Service des Affaires Économiques de la Direction de l'Espace Public, il convient de modifier la régie « Occupation du Domaine Public » du service de l'Occupation du Domaine Public.

Décide en conséquence :

La nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

Article 1 :

L'intitulé de la Régie de recettes devient « Occupation du Domaine Public Temporaire et Manifestations ».

Article 2 :

Cette régie est installée 1 place Georges FRECHE, 34 267 Montpellier cedex 2

Article 3

La régie de recettes de l'occupation du domaine public temporaire et manifestations encaisse les produits :

- Des bulles de vente (structures identiques aux bungalows et comprenant une face entièrement vitrée, ex : points de vente immobilier)
- Les produits liés à l'occupation du domaine public lors de manifestations (FISE, Beach Volley,...)
- Les véhicules publicitaires.

Article 4 :

Les recettes désignées dans l'article 3 seront perçues **au chapitre 929** selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures pour les commerçants non sédentaires, de quittance accompagné d'un arrêté pour les « camions pizza », et d'un arrêté faisant foi de facture pour l'Occupation du Domaine Publique.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds sera ouvert auprès du Trésor Public.

Article 6 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 000 €.

Article 7 :

Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur sera assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 11 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal

Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/5/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé
selon une procédure adaptée
Elaboration de fiches de travaux pour les immeubles
protégés au titre des monuments historiques dans le
cadre de la révision du secteur sauvegardé
Marché 2M658**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'élaboration de fiches de travaux pour les immeubles protégés au titre des monuments historiques dans le cadre de la révision du secteur sauvegardé ;
- Que conformément au Code des marchés publics 2006, article 28.II, modifié par le décret du 9 décembre 2011, le marché est passé sans publicité ni mise en concurrence,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Alexandre Mélissinos, architecte urbaniste, pour un montant de 40 451.88 € HT ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville (CRB 28500) ;
Nature 2313 Fonction 824 Programme 10082

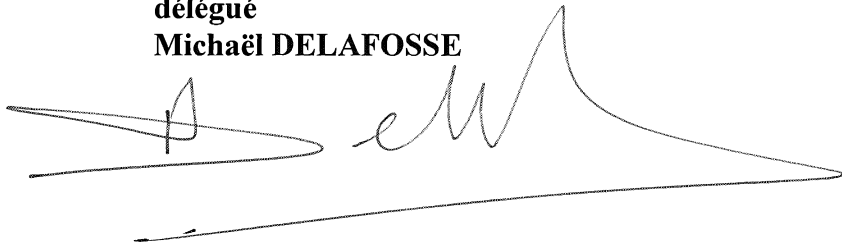
Montpellier, le **01/06/2012**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : **04/06/2012**

Notifiée le :





Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 812/0239

**Evolution du progiciel de gestion financière Astre dans
le cadre du projet de dématérialisation du circuit
comptable**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis un logiciel spécialisé dans la gestion financière et comptable auprès de la société GFI Progiciels,
- Que la Ville souhaite mettre en œuvre la dématérialisation du circuit comptable,
- Que conformément à l'article 28-II du Code des Marchés Publics, dans le cadre d'un marché négocié sans mise en concurrence, la société GFI Progiciels, sise 145 boulevard Victor Hugo 93400 Saint-Ouen, a présenté une offre économiquement avantageuse,

Décide en conséquence :

- De retenir l'offre de la société GFI Progiciels pour un prix global et forfaitaire d'un montant de 121 504 euros HT soit 145 318.78 euros TTC ;
- De conclure ce marché pour une durée maximale de 2 ans ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville au chapitre 900 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 05/06/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 06/06/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un Marché passé selon une procédure
adaptée concernant un Marché de Services
pour la Médiation de Proximité et Urbaine entre la
Ville de Montpellier et
l'Association de Médiation Pénale Montpelliéraine
Autorisation de signer le marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à l'Association de Médiation Montpelliéraine un marché de services à bons de commandes portant sur la médiation de proximité et urbaine ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur passe ce marché immatriculé 2M271 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec l'association de Médiation Montpelliéraine sise 10 avenue de Lodève - 34070 Montpellier ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de services précité à bons de commande avec un minimum de 9 000,00 Euros H.T. (Neuf mille Euros H.T.), et un montant maximum de 36 250,00 Euros H.T. (Trente six mille deux cent cinquante Euros H.T.) à l'association de Médiation Montpelliéraine sur une durée de 18 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Chapitre 925 – Fonction 208 - Nature 6226 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22/5/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE

Publiée le : 23/5/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0243

**Décision de signer un contrat de cessions de droit
d'exploitation de spectacle avec la compagnie Katung
pour le spectacle Pantomime**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2175/T/R de délégation de Mr Jacques TOUCHON ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'informer les habitants de la Ville de Montpellier et plus spécifiquement les communautés scientifiques, artistiques et enseignantes, de l'existence et des objectifs du projet de Cité du Corps Humain ; que cette information devra s'appuyer sur des actions et des outils de médiation scientifique précisant les contenus, les approches et les messages qui seront développés au sein de la Cité du Corps Humain ;
- que pour atteindre cet objectif, la Ville de Montpellier a notamment décidé que le projet Cité du Corps Humain participerait à la Fête de la Biodiversité les 24 et 25 mai 2012 ;
- qu'à cette fin une programmation a été établie, incluant la présentation du spectacle « Pantomime » par la Compagnie Katung, rémunérée en contrat de cession de droit d'exploitation de spectacles (Article 35 II 8 du CMP : pas de mise en concurrence).

Décide en conséquence :

- de s'adjoindre les services de la compagnie Katung pour la présentation du spectacle Pantomime, pour un montant de six cent euros TTC (600€ TTC) ;
- d'autoriser Monsieur Jacques TOUCHON à signer le contrat de cession de droit d'exploitation de spectacles avec la compagnie Katung et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement 2012 de la Ville de Montpellier : Mission Grands Equipements – Chapitre 920.

Montpellier, le 24/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 25/5/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0245

**Prestations en vue d'un ouvrage sur l'urbanisme à
Montpellier- Avenant N°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;
- Vu la décision n° 216 du 21 mai 2010 attribuant le marché 0M83 à la Maison de l'Architecture Languedoc Roussillon ;

Considérant :

- Que des prestations supplémentaires, en terme de rédaction, maquette, photographies sont venues s'ajouter à l'enveloppe budgétaire. Le coût de l'ensemble des prestations en augmentation s'élève à 8.824.09 €;

Décide en conséquence :

- D'approuver et signer l'avenant n°1 au marché 0M83, intitulé « « Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour des prestations en vue d'un ouvrage sur l'urbanisme à Montpellier »

Montpellier, le 23/5/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/5/2012
Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Monsieur Max LEVITA
Adjoint au Maire

Titulaire du marché :

La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon
Représenté par Monsieur le Président
Laurent Dufoix

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
Prestations en vue d'un ouvrage sur l'urbanisme à Montpellier

N° du marché :
0M83

Notifié le : 21/05/2010

Montant initial du marché :
Montant HT : 43 533 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet **d'augmenter le montant actuel du marché**, et pour les motifs suivants :

La ville de Montpellier a souhaité confier à la Maison de l'Architecture une mission de rédaction, prises de vues photographiques, maquette et impression d'un ouvrage sur l'urbanisme à Montpellier. Or, au fur et à mesure des réunions de travail servant à valider les étapes du projet, la Direction générale et les élus ont souhaité un ouvrage « plus ambitieux ». Des prestations supplémentaires, en termes de rédaction, maquette, photographies sont venues s'ajouter à l'enveloppe budgétaire.

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **8.824.09 €**, soit en toutes lettres : **huit mille huit cent vingt quatre euros et neuf centimes**.

Le montant du contrat est donc porté à **52 357.09 €** (marché initial augmenté de l'avenant 1)

ARTICLE 3

La somme de 8824.09 € sera versé à la signature de l'avenant ; le solde final du marché, soit 13 059.90 €, en prenant en compte l'avenant, sera versé à la livraison des 1 500 ouvrages.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Le marché est prolongé jusqu'au 30 juillet 2012.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A MONTPELLIER le,

Le président,
Laurent Dufoix

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Max LEVITA

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre

recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

**Ville de Montpellier/association Languedocienne pour
la Jeunesse-Micro crèche Les Fabulettes Mise à
disposition de locaux**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°31/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER, Adjointe déléguée ;

Considérant :

- que l'Association Languedocienne pour la Jeunesse gère la micro crèche Les Fabulettes, spécialement dédiée aux enfants dont les parents participent à un parcours d'insertion
- que cette action est inscrite au Contrat Enfance Jeunesse signée entre la Ville et la CAF de l'Hérault,
- que l'association souhaite poursuivre son activité dans les locaux situés 300 avenue de Barcelone, qu'elle occupe depuis le mois de janvier 2011 ;

Décide en conséquence :

- de passer avec « l'Association Languedocienne pour la Jeunesse » dont le siège se trouve 2256 route de Mende 34090 Montpellier, une convention de mise à disposition à titre précaire et révocable pour une durée de 3 ans concernant les locaux municipaux de 80 m² situés en rez-de-chaussée, 300 avenue de Barcelone 34080 Montpellier moyennant une redevance annuelle de 7 200 €
- D'autoriser Mme le Maire ou Mme l'adjointe déléguée à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le

05/06/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER



Montpellier mille et une vies

D.A.I.

Direction Architecture et Immobilier

Service Patrimoine Sécurité

Pôle Immobilier

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier,

représentée par son Maire Hélène MANDROUX dûment habilité par décision en date du

Et d'autre part,

L'association Languedocienne pour la Jeunesse ALJ, gestionnaire de la Micro Crèche « Les Fabulettes », représentée par son Président,

siège.....
.....

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

La présente mise à disposition est soumise aux articles L. 2121-1, L. 2122-1 et suivants et L. 2122-20 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Elle est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que l'Association s'oblige à exécuter et accomplir.

ARTICLE 1 - OBJET

Par les présentes, la Ville de Montpellier met à disposition de l'association, qui les accepte, les locaux dont elle est propriétaire, désignés à l'article 2.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux situés 300 Avenue de Barcelone, 34080 Montpellier ont une superficie de 80 m², en rez de chaussée, posés comme suit :

L'association déclarant en avoir une parfaite connaissance pour les avoir vus et visités.

ARTICLE 3 – DESTINATION

Les locaux sont mis à disposition pour être utilisés exclusivement à usage d'une micro crèche pour l'accueil des enfants de 0 à 4 ans.

ARTICLE 4 - DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de trois ans commençant à courir à compter du 01/01/2012 pour se terminer au 31/12/2014.

Elle pourra être dénoncée à tout moment, soit d'un commun accord, soit à la demande de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 6 mois.

Article 5 – REDEVANCE

La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 7 200€ (sept mille deux cent euros) que le preneur s'oblige à payer trimestriellement à terme échu au trésorier principal municipal.

Le preneur acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et en général, toutes les charges notamment : eau, chauffage, électricité, climatisation.... Ainsi que les taxes mises habituellement à la charge des locataires, le tout de façon à ce que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ces différents sujets.

ARTICLE 6 – AMENAGEMENTS - MODIFICATIONS

L'Association fera exécuter dans les lieux mis à disposition tous aménagements et modifications nécessaires à leur utilisation telle que prévue à l'article 3, sous réserve toutefois d'avoir obtenu l'accord écrit de la Ville et de les faire effectuer à ses frais, sous sa responsabilité. L'association devra s'assurer du respect de la réglementation en vigueur.

L'Association sera tenue, en fin de convention, de laisser tous travaux d'amélioration ou de modification ou tous travaux neufs sans indemnité à la Ville.

ARTICLE 7 – CONDITIONS GENERALES

Les parties, pendant le cours de la présente mise à disposition, seront soumises aux obligations résultant de la loi et des usages.

La mise à disposition est en outre consentie et acceptée aux conditions suivantes que l'Association s'engage à exécuter :

1/ Conformément à l'article R 123-23 du code de la construction, le preneur est tenu de s'assurer que les installations et les équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Le preneur s'engage en particulier à :

- Vérifier quotidiennement les installations d'éclairage de sécurité
- Faire vérifier tous les ans, les installations électriques, de gaz et de chauffage par un organisme agréé
- Faire vérifier tous les ans, les moyens de secours (extincteurs, alarmes) par un technicien compétent

Par ailleurs, le contrôle exercé par la commission de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement.

2/ Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

3/ Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives conformément aux dispositions de décret du 26 août 1987, pris en application de la loi du 23 décembre 1986 (copie en annexe de la convention de location) et de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avèreront nécessaires.

4/ Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

5/ Le preneur s'engage à prendre un contrat d'entretien sur les installations de chauffage et de climatisation. Une copie de ce contrat sera adressée annuellement à la mairie de Montpellier et toutes les dispositions ayant trait à la sécurité des Etablissement Recevant du Public.

6) Il est convenu de façon expresse que la Ville ne pourra en aucun cas être rendu responsable, à aucun titre, du vol dont l'association pourrait être victime dans les lieux mis à disposition ou dans les parties communes de l'immeuble.

L'Association s'engage à faire son affaire personnelle d'assurer la fermeture des locaux et d'assurer comme elle le jugera convenable la garde et la surveillance de ses affaires personnelles, étant ici précisé que toutes les portes des accès des lieux loués (portes palières) et celles des bureaux sont fournies équipées d'un système de fermeture avec serrure et clés.

7) De son côté, la ville s'engage à tenir les lieux clos et couverts selon l'usage et à assurer le fonctionnement des équipements de l'immeuble sans qu'il puisse résulter pour lui une responsabilité quelconque, du fait de la cessation temporaire du fonctionnement, pour cause de réparation, révision.

Article 8 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

ARTICLE 9 – SECURITE DU PUBLIC

La destination des locaux implique que le bien doit répondre à la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

L'Association est tenue de s'assurer que les installations et les équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec celle-ci.

Article 10 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 11 : Résiliation

La résiliation de la présente convention pourra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier :

- par le locataire, à tout moment, en prévenant le bailleur 6 mois à l'avance
- par le bailleur, avec un préavis de six mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice
- par le bailleur, sans condition de délai, dans le cas où le locataire n'obtiendrait pas ou perdrait l'agrément l'autorisant à exploiter dans les locaux mis à disposition un établissement d'accueil de jeunes enfants.

Article 12 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 13 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, à savoir :

- L'Association à son siège social
- La ville en l'Hôtel de Ville de Montpellier.

Fait en quatre exemplaires.

A Montpellier, le

**Le Président de l'Association
Languedocienne pour la Jeunesse**

**Pour Madame le Maire
l'Adjoint Délégué,**

Françoise PRUNIER



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de
sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité
Acquisition du bail commercial de la Société
ORTHOPEDIE RICHTER
26, rue du Faubourg du Courreau
Modification du financement de l'acquisition

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-390);
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la décision de préemption du 28 février 2012.

Considérant :

- que le 28 février 2012, la Ville a décidé d'exercer le droit de préemption sur la cession d'un bail commercial, propriété de la Société ORTHOPEDIE RICHTER, sis 26 rue du Faubourg du Courreau et cadastrée section BX0450;
- que la décision du 28 février 2012, prévoyait que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui soit ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.
- que finalement la Ville devra prendre en charge le financement de cette acquisition la SERM ne pouvant prendre à sa charge ce paiement.

Décide en conséquence :

- de prélever les sommes nécessaires à l'acquisition du droit au bail de la Société ORTHOPEDIE RICHTER, 30.000 € ainsi que les frais liés à cette acquisition, sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2010AP23, ligne de crédit 17460 "Acquisition constructions".

- Le bien ainsi acquis entrera dans le patrimoine de la Ville.

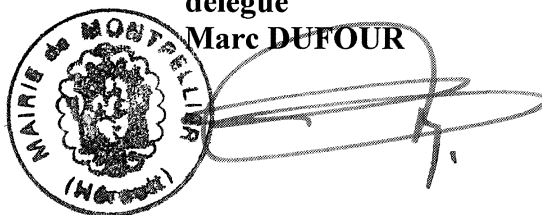
Montpellier, le **11 JUN 2012**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Marc DUFOUR

Publiée le : **02/06/2012**

Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0248

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de
sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité
Acquisition du bail commercial de la Société
ORTHOPEDIE RICHTER
26, rue du Faubourg du Courreau
Modification du financement de l'acquisition

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-390);
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la décision de préemption du 28 février 2012.

Considérant :

- que le 28 février 2012, la Ville a décidé d'exercer le droit de préemption sur la cession d'un bail commercial, propriété de la Société ORTHOPEDIE RICHTER, sis 26 rue du Faubourg du Courreau et cadastrée section BX0450;
- que la décision du 28 février 2012, prévoyait que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui soit ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.
- que finalement la Ville devra prendre en charge le financement de cette acquisition la SERM ne pouvant prendre à sa charge ce paiement.

Décide en conséquence :

- de prélever les sommes nécessaires à l'acquisition du droit au bail de la Société ORTHOPEDIE RICHTER, 30.000 € ainsi que les frais liés à cette acquisition, sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2010AP23, ligne de crédit 17460 "Acquisition constructions".

- Le bien ainsi acquis entrera dans le patrimoine de la Ville.

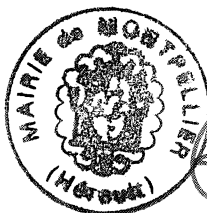
Montpellier, le **21 JUN 2012**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Marc DUFOUR

Publiée le : **02/06/2012**

Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/255

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de protections mobilier
spécifiques petite enfance**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de protections mobilier spécifiques petite enfance pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 2M518), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 04/05/2012, la société WATTELEZ, 78300 POISSY a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société WATTELEZ, pour un montant total de commandes sans minimum et de 15 000 € H.T maximum, pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632, chapitre 922.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 12.06.2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la modernisation
des modes de paiements offerts aux usagers de la Ville
de Montpellier**
Avenant au marché 9M357

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu la consultation d'entreprises spécialisées, en date du 10 août 2009, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics,
- Vu la Décision n°504 du 7 octobre 2009 attribuant le marché à l'entreprise BST Consultant et autorisant Monsieur Max LEVITA à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,

Considérant :

- Que la société BST consultant a assuré l'AMO (Assistance à Maitrise d'Ouvrage) de la Ville de Montpellier, dans le cadre de la modernisation des moyens d'encaissement, dans les régies de recettes,
- Que l'informatisation des régies de la Ville nécessite des déploiements complémentaires,

Décide en conséquence :

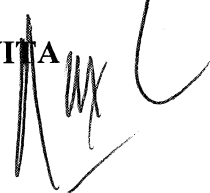
- De prolonger la durée du marché précité jusqu'au parfait achèvement de la mission d'accompagnement.
- De dire que cet avenant a une incidence financière maximum de 8 550 euros HT, soit, de 10 225.80 euros TTC, selon les conditions particulières exposées dans le contrat d'assistance AMO Informatisation des régies.
- D'imputer les dépenses au chapitre 900 ;

-D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché, et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 11.06.2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA



Publiée le :

Notifiée le :

CONTRAT D'ASSISTANCE :
AMO INFORMATISATION DES REGIES

Conditions particulières

ENTRE : La Ville de Montpellier

Représentée par

Dûment habilité

Ci-après dénommée le "CLIENT"

D'UNE PART,

ET : BST S.A.S.
149 Avenue du Golf
Le Green Park – Bât A
34670 BAILLARGUES

Identifiée par les numéros et codes ci-après :

Registre du Commerce - B 398 313 890
SIRET - B 398 313 890 000 46

Représentée par Richard LAFFARGUE, Président Directeur Général

Agissant au nom et pour le compte de ladite société,

Ci après dénommé le "PRESTATAIRE"

D'AUTRE PART

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article I - OBJET

Le présent contrat a pour objet la fourniture par le PRESTATAIRE des services définis à l'Article II de la Convention d'Assistance (conditions générales).
Le PRESTATAIRE alloue une assistance selon les modalités d'intervention prévues à l'Article III de la Convention d'Assistance.

Article II - MISSION

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir une mission d'assistance sur le thème suivant:

CONTRAT D'ASSISTANCE : **AMO INFORMATISATION DES REGIES**

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'informatisation des régies

Cette mission portera sur les points suivants :

Assistance au choix des logiciels :

- **Analyse des offres**
 - Lecture et analyse des offres
 - Constitution d'une grille d'analyse
- **Participation aux auditions**
 - Elaboration d'une grille d'analyse des logiciels
 - Prise en compte des questions
 - Rédaction des questions complémentaires à transmettre aux candidats
 - Analyse des notes des auditions
- **Rédaction du rapport d'analyse final**

Assistance au démarrage

- **Participation aux comités de pilotage de démarrage de projet**

Article III - PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

TRAVAUX	Nombre de journées	Montant H.T.	Montant T.T.C.
Assistance au choix	8	7 600,00	9 089,60
Assistance au démarrage	1	950,00	1 136,20
TOTAL en EUROS	9	8 550,00	10 225,80

Les prestations faisant l'objet de la Convention d'Assistance et du présent contrat seront exécutées moyennant un prix DIX MILLE DEUX CENT VINGT CINQ EUROS ET QUATRE VINGT CENTIMES toutes taxes comprises.

Le prix de la journée d'intervention s'élève à 950,00 € H.T.

Les frais de déplacement sont inclus.

Le taux de TVA est de 19,6%.

Ce prix sera exigible au fur et à mesure des journées utilisées.

CONTRAT D'ASSISTANCE : **AMO INFORMATISATION DES REGIES**

Le nombre de journées réalisées dépend de la disponibilité des agents et des exigences particulières de la collectivité. Dans le cas où le nombre de journées prévues s'avérerait insuffisant et, **sur demande de la collectivité**, les journées supplémentaires seraient facturées au même prix.

Article IV - OBSERVATIONS

Toute annotation, rajout ou rature devra être paraphé par les deux parties sous peine de nullité.

Toute contestation sera soumise à la juridiction du Tribunal Administratif territorialement compétent et à la législation française en la matière.

Le CLIENT déclare avoir pris connaissance des Conditions Générales d'assistance (Convention d'Assistance), et accepte d'être lié par ses articles.

Fait à :

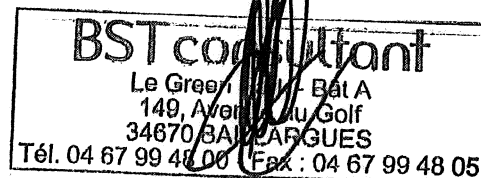
En deux exemplaires originaux.

Le :

Pour le CLIENT

Pour le PRESTATAIRE
Richard LAFFARGUE

Président



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: Direction Artistique de la manifestation ZAT!
de 2012 à 2014**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise la manifestation ZAT !, zone artistique temporaire depuis novembre 2010 ;
- Que l'ampleur de cette manifestation exige la présence d'un directeur artistique, chargé notamment de l'élaboration et du suivi de la programmation artistique ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 5 avril 2012, M. Pascal de Brun Cordier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 2M257) à Monsieur Pascal Le Brun Cordier, 53 rue Piat, 75020 Paris, pour un montant de 111 201.20 € HT pour la durée totale du marché, soit de sa notification au 31 mai 2014 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

13.06.2012
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :

Notifiée le :

CONTENTIEUX
**MONTPELLIER / Société Générale Méditerranéenne
de Travaux (GMT)**
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que, par un arrêt du 4 mai 2012, le Conseil d'Etat a annulé la décision de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 11 juillet 2011 qui avait condamné la Ville à verser à la société GMT la somme de 44 381,97 euros en réparation des préjudices résultant du marché public de travaux portant sur la construction de la salle polyvalente ;
- Que le Conseil d'Etat renvoie l'affaire devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille pour qu'elle statue à nouveau sur le fond de l'affaire ;
- Que, dans ces conditions, il convient d'assurer la défense des intérêts de la Ville .

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 13-06-2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

**Recours de plein contentieux
Ville de Montpellier / Sociétés NOLU, REALITES et
SANOPSY
Décision de défendre**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les sociétés NOLU, REALITES et SANOPSY ont déposé devant le Tribunal Administratif de Montpellier, le 25 mai 2012, sous le n° 1202404-4, une requête tendant à la réparation du préjudice subi du fait des nuisances sonores liées aux chantiers de la ZAC Consuls de Mer, notamment les travaux de construction du Nouvel Hôtel de ville ;
- Que ces sociétés réclament outre les sommes alléguées au titre du préjudice anormal et spécifique invoqué le remboursement des sommes par elles exposées lors d'une première requête en expertise ;
- Qu'il convient dans ces conditions, de défendre les intérêts de la Ville ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 13.06.2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :